

FÉRAL

A l'attention de Monsieur le Président du Tribunal Judiciaire de Paris
CANAL+ / DNS (TOP14 2024/2025)
Procédure accélérée au fond selon L.333-10 du Code du sport
N° R.G.

**ASSIGNATION SELON LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE AU FOND**  
DEVANT LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS  
**ET DÉNONCIATION D'ORDONNANCE SUR REQUÊTE ET DE PIÈCES**  
*Article L. 333-10 du Code du sport*

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE ET LE

A LA DEMANDE DE :

**GROUPE CANAL+**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 208 382 066 euros, immatriculée au Registre National des Entreprises sous le numéro 420 624 777, ayant son siège social 50 rue Camille Desmoulins 92863 Issy-les-Moulineaux Cedex 9 (France), représentée par le Président de son Directoire, [REDACTED] en sa qualité de représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège ;

**SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS**

Société par actions simplifiée au capital de 95 018 076 euros, immatriculée au Registre National des Entreprises sous le numéro 329 211 734, ayant son siège social 50 rue Camille Desmoulins 92863 Issy-les-Moulineaux Cedex 9 (France), représentée par son Président [REDACTED] en sa qualité de représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège ;

Désignées ci-après collectivement les « **Sociétés CANAL+** » ou « **CANAL+** »

Ayant pour avocat : **FÉRAL AARPI**

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

*qui se constitue sur la présente assignation et ses suites ;*

J'AI, COMMISSAIRE DE JUSTICE SOUSSIGNE,

L'HONNEUR DE DENONCER ET DE REMETTRE AUX SOCIETES SUIVANTES :

- Une copie de la requête des sociétés GROUPE CANAL+ et SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. en date du 20 septembre 2024 et de l'ordonnance sur requête rendue le 20 septembre 2024 sur le fondement des dispositions de l'article 481-1 du Code de procédure civile, par le Président du Tribunal judiciaire de Paris autorisant les sociétés GROUPE CANAL+ et SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. à assigner les sociétés ci-dessous selon la procédure accélérée au fond, à l'audience indiquée ci-après ;

- Un lien permettant d'accéder et de télécharger l'ensemble des pièces visées par le bordereau figurant à la fin de la présente assignation, à savoir :

<https://www.dropbox.com/t/52UkriHg1IPOChml>

#### **CLOUDFLARE, INC.**

Société de droit de l'État de Delaware (États-Unis d'Amérique), immatriculée sous le numéro 4710875, dont l'agent habilité pour recevoir les significations est REGISTERED AGENT SOLUTIONS, INC. 838 Walker Road Suite 21-2, Dover, Kent, Delaware 19904 (États-Unis d'Amérique), et ayant son établissement principal, 101 Townsend Street, San Francisco, California 94107 (États-Unis d'Amérique), prise en la personne de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège ;

*Où étant et parlant à comme il est dit en fin d'acte,*

#### **GOOGLE LLC**

Société (« *Limited Liability Company* ») de droit de l'État de Delaware (États-Unis d'Amérique), immatriculée sous le numéro 3582691, dont l'agent habilité pour recevoir les significations est CORPORATION SERVICE COMPANY 251 Little Falls Drive, Wilmington, New Castle, Delaware, 19808 (États-Unis d'Amérique), et ayant son établissement principal, 1600 Amphitheatre Parkway Mountain View, CA 94043 (États-Unis d'Amérique), prise en la personne de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège ;

*Où étant et parlant à comme il est dit en fin d'acte,*

#### **GOOGLE IRELAND LIMITED**

Société de droit irlandais (« *Private Company Limited by Shares* »), immatriculée sous le numéro 368047, ayant son siège social Gordon House, Barrow Street, Dublin 4, Dublin, D04E5W5 (Irlande), prise en la personne de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège ;

*Où étant et parlant à comme il est dit en fin d'acte,*

#### **QUAD9**

Société de droit suisse immatriculée sous le numéro CHE435.091.407 et ayant son siège social, c/o SWITCH, Werdstrasse 2, 8004 Zürich (Suisse), prise en la personne de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège ;

*Où étant et parlant à comme il est dit en fin d'acte,*

#### **VERCARA LLC**

Société (« *Limited Liability Company* ») de droit de l'État de Virginie (États-Unis d'Amérique), immatriculée sous le numéro 11296562, dont l'agent habilité pour recevoir les significations est C T CORPORATION SYSTEM 4701 Cox Rd Ste 285, Glen Allen, VA 23060-6808 (États-Unis d'Amérique), et ayant son établissement principal, 2201 Cooperative Way Ste 350, Herndon, VA 20171-3099 (États-Unis d'Amérique), prise en la personne de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège ;

*Où étant et parlant à comme il est dit en fin d'acte,*

ET L'HONNEUR D'INFORMER LES SOCIÉTÉS SUIVANTES :

- **CLOUDFLARE, INC.**, susnommée ;
- **GOOGLE LLC**, susnommée ;
- **GOOGLE IRELAND LIMITED**, susnommée ;
- **QUAD9**, susnommée ;

- **VERCARA LLC**, susnommée ;

**QU'ELLES SONT ASSIGNÉES À COMPARAITRE**

**Le mardi 5 novembre 2024 à 14h00**

**devant le Président du Tribunal Judiciaire de Paris, statuant selon la procédure accélérée au fond, au Tribunal Judiciaire de Paris situé Parvis du Tribunal de Paris 75859 PARIS CEDEX 17 (devant [REDACTED] 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente Adjointe (3<sup>ème</sup> chambre, 1<sup>ère</sup> section), dans la salle d'audience indiquée le jour de l'audience sur les panneaux d'affichage situés au rez-de-chaussée du Tribunal)**

**TRES IMPORTANT**

Dans un délai de 15 jours à compter de la date du présent acte ou avant la date fixée pour l'audience précitée, vous êtes tenue de constituer avocat pour être représentée devant le Président du Tribunal judiciaire de Paris par un avocat admis à postuler devant cette juridiction.

À défaut, vous vous exposez à ce qu'un jugement soit rendu à votre encontre sur les seuls éléments fournis par vos adversaires.

Les pièces sur lesquelles les demandes sont fondées sont indiquées en fin d'acte et une copie de ces pièces vous est remise avec le présent acte comme indiqué ci-dessus.

**OBJET DE LA DEMANDE**

Il est demandé à Monsieur le Président du Tribunal judiciaire de Paris, pour les raisons exposées ci-après, d'ordonner, selon la procédure accélérée au fond, aux défenderesses, **en leur qualité de fournisseur de systèmes de résolution de noms de domaine**, de mettre en œuvre en urgence toutes mesures propres à empêcher l'accès aux sites et services IPTV litigieux à partir du territoire français, par application des dispositions de l'article L.333-10 du Code du sport.

**1. Sur le piratage audiovisuel de contenus sportifs**

**1.1 Sur le piratage audiovisuel des contenus sportifs des Sociétés CANAL+**

1. CANAL+ est régulièrement victime du piratage audiovisuel des contenus sportifs dont elle a acquis les droits et dont elle assure la diffusion en France par l'intermédiaire de services de communication au public en ligne, dont les services de streaming et les services IPTV.

**1.1.1 Sur les services de streaming illicites**

2. Le streaming est une méthode de diffusion de contenus audiovisuels en ligne qui permet aux utilisateurs de visionner des œuvres audiovisuelles à la demande, sans avoir à télécharger le contenu au préalable. Les données sont envoyées en continu à partir d'un serveur vers l'appareil de l'utilisateur.
3. Le streaming peut s'effectuer soit à partir de contenus « statiques » stockés sur un service d'hébergement, soit à partir de contenus diffusés en direct : on parle alors de « live streaming ».

4. En permettant aux utilisateurs de visionner, en ligne, en continu et souvent gratuitement et en direct, des contenus sportifs dont CANAL+ a acquis les droits à titre exclusif et dont elle assure la diffusion sans avoir obtenu l'accord préalable de CANAL+, les plateformes de streaming portent nécessairement atteinte aux droits des Sociétés CANAL+.

#### **1.1.2 Sur les services IPTV illicites**

5. Parmi les divers moyens utilisés, les pirates ont également recours, ces dernières années, à l'Internet Protocol Television (« IPTV »). Un service IPTV est une plateforme de vidéo en ligne qui propose aux utilisateurs d'accéder à des bouquets de chaînes de télévision et à des services de vidéo à la demande, souvent moyennant un abonnement payant.
6. Son fonctionnement peut être synthétisé comme suit :
  - Les contenus (chaînes et programmes audiovisuels) sont convertis en fichiers numériques ;
  - Ces fichiers sont encodés (compressés dans un format adapté à la diffusion sur internet) ;
  - Les fichiers encodés sont ensuite stockés sur des serveurs dédiés à l'IPTV qui sont connectés à internet ;
  - Lorsqu'un utilisateur souhaite regarder un contenu, il « transmet » une demande auprès d'un serveur IPTV via un boîtier, une application ou un décodeur spécifiques ;
  - Le serveur IPTV répond à la demande de l'utilisateur en lui envoyant un flux de données en temps réel. Ce flux est enfin décodé pour afficher le contenu à l'écran.
7. Ce type de service est illicite dès lors qu'il permet aux utilisateurs d'accéder à des contenus sportifs sur lesquels CANAL+ dispose du droit d'exploitation audiovisuelle et/ou du droit voisin d'une entreprise de communication audiovisuelle, dans le cadre d'un service de vidéo à la demande, sans l'autorisation de CANAL+.

#### **1.2 Sur le piratage audiovisuel des contenus sportifs en France**

8. L'HADOPI a publié, en décembre 2020, une étude d'impact économique en France de la consommation illicite en ligne de contenus audiovisuels et de retransmissions d'événements sportifs. Elle révèle que le marché de l'audiovisuel et celui des retransmissions sportives en France représentaient respectivement une valeur annuelle de 9,5 et de 6 milliards d'euros (pièces n°1 et 2).
9. À titre d'exemple, au mois de septembre 2020, 3,4 millions d'internautes ont eu recours à ce mode de consommation illicite de contenus sportifs, avec une assiduité particulière puisque 65% d'entre eux accèdent ainsi frauduleusement à ces contenus au moins une fois par semaine (pièce n°1, pages 32-35).
10. Les principales manifestations sportives victimes de ce piratage sont celles relatives au football, au tennis et au rugby (pièce n°1, page 35 et pièce 5, page 92).
11. Par ailleurs, selon le rapport publié le 25 octobre 2022 par l'ARCOM relatif à l'impact du blocage des services illicites de sport, 21% des internautes français accèdent de manière illicite, notamment par le biais du « live-streaming » ou de moyens « IPTV »<sup>1</sup> (télévision par internet) illicites, aux transmissions sportives en direct (pièce n°3, page 11).
12. Selon l'étude publiée par l'ARCOM en décembre 2023, 24 % des internautes ont consommé des contenus culturels et sportifs dématérialisés de manière illicite en 2023. S'agissant des moyens d'accès à des contenus, le streaming et le téléchargement direct demeurent les plus employés par les consommateurs

---

<sup>1</sup> L'Internet Protocol Television (IPTV) est un format de télévision dont les programmes sont diffusés via Internet. Sa consommation s'effectue par l'intermédiaire d'une application ou d'une box à brancher sur un téléviseur.

ayant des pratiques illicites (respectivement 49 % et 38 % en 2023) (Pièce n°4, page 9), suivis de près par les applications et boîtiers IPTV illicites (22%) (Pièce n°4, page 93).

13. Selon le baromètre de la consommation de programmes sportifs publié par l'ARCOM en mai 2024, 67% des français suivent des retransmissions sportives en direct (pièce n°93, page 85). En ce qui concerne le mode d'accès à ces contenus live, 30% des français ont recours à un mode de consommation illicite, dont 27% via des sites de streaming illicites, 19% via un boîtier IPTV non officiel et 18% à une application ou un logiciel IPTV non officiels (pièce n°5, page 57).
14. Toujours selon cette étude, les chaînes de télévision sont le premier canal de visionnage de retransmissions sportives en direct et 19% des français accèdent à ces chaînes grâce à des moyens illicites, tels que les sites de streaming et les boîtiers IPTV illicites (pièce n°5, page 59).
15. Parmi les consommateurs de live streaming, les visionnages illicites représentent les pourcentages non négligeables suivants (pièce n°3, page 20) :
  - 30% pour le Foot ;
  - 19% pour le Tennis ;
  - 18% pour les Sports mécaniques ;
  - 15% pour le Rugby.
16. Concernant le Rugby, dont le Championnat de France de rugby à XV, dénommé « Top 14 », les consommateurs de live streaming illicite représentent 15 % (pièce n°3, Page 20).
17. L'ARCOM révèle d'ailleurs que 33% des internautes confrontés au blocage des sites se rendent à d'autres sites de live streaming illicites et 14% vers une solution IPTV illicite en 2022 (pièce n°3, page 30).

## 2. Sur les dispositions de l'article L.333-10 du Code du sport

18. Afin de lutter plus efficacement contre ce piratage, le législateur français a créé l'article L.333-10 nouveau du Code du sport, par la loi n°2021-1382 du 25 octobre 2021 *relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, aux fins de la lutte contre la retransmission illicite des manifestations et compétitions sportives*.
19. L'article L.333-10, I du Code du sport dispose que :

*« Lorsqu'ont été constatées des atteintes graves et répétées au droit d'exploitation audiovisuelle prévu à l'article L. 333-1 du présent code, au droit voisin d'une entreprise de communication audiovisuelle prévu à l'article L. 216-1 du code de la propriété intellectuelle, dès lors que le programme concerné est constitué d'une manifestation ou d'une compétition sportive, ou à un droit acquis à titre exclusif par contrat ou accord d'exploitation audiovisuelle d'une compétition ou manifestation sportive, occasionnées par le contenu d'un service de communication au public en ligne dont l'objectif principal ou l'un des objectifs principaux est la diffusion sans autorisation de compétitions ou manifestations sportives, et afin de prévenir ou de remédier à une nouvelle atteinte grave et irréversible à ces mêmes droits, le titulaire de ce droit peut saisir le président du tribunal judiciaire, statuant selon la procédure accélérée au fond ou en référé, aux fins d'obtenir toutes mesures proportionnées propres à prévenir ou à faire cesser cette atteinte, à l'encontre de toute personne susceptible de contribuer à y remédier (...) ».*
20. Il sera démontré, ci-après, la réunion en l'espèce de chacune des conditions posées par ce texte.
21. Les nouveaux moyens de lutte contre le piratage des contenus sportifs résultant de ce texte prennent en compte le caractère éphémère de ce type de contenu et donc la nécessité d'agir très rapidement et efficacement, essentiellement par des mesures de blocage, afin de limiter les conséquences dommageables pour les titulaires de droits et les diffuseurs.

22. L'article L.333-10 du Code du sport autorise les titulaires des droits à agir soit selon la procédure accélérée au fond ou en référé.
23. Depuis l'entrée en vigueur de ce dispositif, CANAL+ a obtenu, en vertu de l'article L.333-10 du Code du sport devant le Président du Tribunal judiciaire de Paris de nombreuses décisions ayant ordonné à des fournisseurs d'accès à internet la mise en œuvre de toutes mesures propres à empêcher l'accès, à partir du territoire français, aux sites pirates qui diffusaient des programmes sportifs sans autorisation de CANAL+<sup>2</sup>, et selon la procédure accélérée au fond en vertu de l'article 481-1,5° du Code procédure civile.

### **3. Sur le Championnat de France de rugby masculin professionnel de 1<sup>ère</sup> division à XV, dénommé « Top 14 »**

24. Le Championnat de France de rugby à XV, dénommé « Top 14 » depuis 2005 est une compétition annuelle entre les meilleurs clubs professionnels de rugby à XV en France (désigné ci-après le « Top 14 »).
25. Créé en 1892 par la fédération omnisports USFSA, le Top 14 était alors organisé par un comité chargé du rugby, avant d'être pris en charge à partir de l'édition 1921 par la Fédération française de rugby (FFR).
26. Depuis 1998, le « Top 14 » est organisé par la Ligue nationale de rugby (LNR), association loi 1901, ayant pour mission de gérer le secteur professionnel du rugby en France, par délégation du ministère de la Jeunesse et des Sports et de la Fédération Française de Rugby.
27. En effet, la FFR a délégué par convention à la LNR, conformément à l'article L. 132-1 du Code du Sport, l'organisation du « *Championnat de France de Rugby Professionnel de 1ère division (dénommée « TOP 14 Rugby »)* ». » (pièce n°13, pages 37 et suivantes).
28. En sa qualité d'organisateur du Top 14, la LNR est seule habilitée à commercialiser et concéder les droits d'exploitation y relatifs, dont notamment les droits d'exploitation audiovisuelle et de retransmission en direct ou en léger différé, en intégralité ou par extraits, quel que soit le support de diffusion, de tous les matchs des compétitions qu'elle organise, ainsi que les magazines s'y rapportant (pièce n°14, pages 271 et suivantes et Annexe 1).
29. Le Top 14 est l'une des compétitions sportives dont la retransmission figure parmi les plus affectées par le piratage et les actes de diffusion illicite en France.
30. Le calendrier officiel de ce championnat est versé aux débats (pièce n°16).

### **4. Sur l'acquisition par la société GROUPE CANAL+ S.A. du droit d'exploitation audiovisuelle du Top 14 et la diffusion par les Sociétés CANAL+**

#### **4.1 Sur les sociétés GROUPE CANAL+ S.A. et SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S.**

31. Le Groupe CANAL+, dont la société mère est la société GROUPE CANAL+ S.A., est l'un des plus grands groupes de média français. Il est le premier éditeur de chaînes payantes et thématiques et le principal distributeur d'offres de télévision payante. Il se distingue également dans la télévision gratuite, avec ses trois chaînes nationales et sa régie publicitaire (pièce n°6).
32. Le Groupe CANAL+ est aussi implanté au niveau international puisqu'il est le premier opérateur de télévision payante dans les pays francophones, notamment en Afrique, et qu'il est également présent en

<sup>2</sup> Jugement selon la procédure accélérée au fond du 17 octobre 2022 (TOP14 – n°22/12119), Jugement selon la procédure accélérée au fond du 24 octobre 2022 (UCL – n°22/12445), Jugement selon la procédure accélérée au fond du 27 octobre 2022 (UCL – n° 22/12701), Jugement selon la procédure accélérée au fond du 17 avril 2023 (MotoGP -n°23/04877), Jugement selon la procédure accélérée au fond du 17 avril 2023 (F1 – n°23/04791), toutes devant le Président du Tribunal judiciaire de Paris

Europe et en Asie. L'activité du Groupe CANAL+ comprend également la production et la distribution de films cinématographiques et de séries télévisées.

33. S'agissant plus particulièrement de son activité d'édition et de distribution d'offres de télévision payante, le Groupe CANAL+ propose des offres incluant ses chaînes premium CANAL+ et des chaînes thématiques, distribuées par l'intermédiaire de filiales détenues en majorité ou en totalité, par tous les canaux de diffusion (TNT, satellite, ADSL/Fibre, câble, mobile et internet (over the top – OTT), étant précisé que plus de la moitié du parc d'abonnés est constitué d'abonnés par satellite.
34. Fin décembre 2023, le portefeuille global d'abonnés du Groupe CANAL+ a atteint 26,4 millions, dont 9,7 millions en France métropolitaine et 0,8 million en outre-mer, contre 25,5 millions à fin décembre 2022 (pièce n°8).
35. Le Groupe CANAL+ détient ainsi le plus grand parc d'abonnés à une offre de télévision payante premium, suivant un modèle « d'autodistribution » lui permettant de conserver l'exclusivité de sa relation avec ses abonnés, de l'activation de leurs droits jusqu'à la résiliation de leur abonnement.
36. En effet, pour accéder aux programmes des chaînes de télévision à péage, les abonnés doivent disposer d'un abonnement, c'est-à-dire d'un droit d'accès, pour capter lesdits programmes de télévision payants et permettant de gérer leurs droits, variables selon l'offre souscrite.
37. Au sein du Groupe CANAL+, la **SOCIÉTÉ D'ÉDITION DE CANAL PLUS S.A.S.** (ci-après « SECP ») a pour activité l'édition et l'exploitation d'un service de télévision diffusant « les Chaînes Canal+ » qui regroupe notamment les chaînes premium payantes suivantes : CANAL+, CANAL+CINEMA(S), CANAL+SERIES, CANAL+SPORT, CANAL+ BOX OFFICE, CANAL+FOOT et CANAL+SPORT 360 (pièces n°7, 9 et 10).
38. Par ailleurs, la société **GROUPE CANAL+ S.A.** exploite un bouquet de chaînes sportives « MULTISPORTS » (parfois appelé « KIOSQUE SPORTS »), composé de GOLF+, FOOT+ et RUGBY+ (pièces n°11-1 et 11-2).
39. Les Chaînes CANAL+ précitées sont notamment réputées pour leur couverture de grandes compétitions sportives françaises et internationales (Formule 1, MotoGP, Top 14, championnat de boxe, English Premier League, Ligue des champions de l'UEFA), ainsi que la diffusion de magazines sportifs tels que Canal Football Club, Canal Rugby Club, Formula One Le Mag, Intérieur Sport, etc.
40. La société SECP édite également les chaînes « digitales » suivantes - exclusivement accessibles via la plateforme de CANAL+, dénommé « myCANAL » - dédiées à la transmission des événements sportifs tout au long de la journée : CANAL+ FORMULA 1, CANAL+ MOTOGP, CANAL+ TOP14, CANAL+ PREMIER LEAGUE (pièce n°12).
41. En effet, la diffusion de compétitions sportives est aujourd'hui l'un des axes principaux de l'activité du Groupe CANAL+, lequel a récemment procédé à l'acquisition et/ou à la prolongation des droits de diffusion de plusieurs compétitions sportives importantes (pièce n°8).


#### **4.2 Sur le droit d'exploitation audiovisuelle et la diffusion du Top 14 par CANAL+**

42. Conformément à l'acte confirmation de la LNR du 22 juin 2023 :

*« la société GROUPE CANAL+ S.A. s'est vue attribuer par la LNR, pour l'ensemble du territoire de la République française, incluant tous les territoires situés outre-mer, les droits d'exploitation audiovisuelle relatifs au championnat « TOP 14 » pour les quatre saisons sportives 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027 (les « Droits »), et à ce titre exclusif, au terme et selon les conditions de l'appel d'offres organisé par la LNR (l' « Appel d'Offres ») (...).*

Plus précisément, la société GROUPE CANAL+ S.A. s'est vue attribuer l'intégralité des droits d'exploitation audiovisuelle relatifs à la compétition sportive « TOP 14 », en ce compris la finale de ce championnat, étant précisé que France Télévisions s'est vue concéder les droits de diffusion de cette finale en accès gratuit pour la même durée. » (pièce n°15).

43. En outre, le site officiel du Top 14 annonce que :

 <p><b>CANAL+</b> Diffuseur Officiel</p> <p>100% des matchs en direct sur les antennes Canal+</p> <p><b>En savoir plus</b></p>
<p>Extrait du site internet officiel du Top 14<sup>3</sup> (pièce n°17)</p> <p><b>TOUJOURS PLUS DE TOP 14 SUR CANAL+</b></p> <p>Le TOP 14 et CANAL+ : une histoire qui dure depuis 35 ans et qui n'est pas près de s'arrêter. La LNR et CANAL+ sont fiers d'avoir renouvelé leur partenariat pour la diffusion du TOP 14 jusqu'en 2027. La rédaction rugby de CANAL+ met un point d'honneur chaque semaine à offrir la meilleure couverture possible du TOP 14, avec la passion et l'expertise qui la caractérise. Les matchs bénéficient d'une exposition toujours plus forte, et le championnat d'un traitement haut de gamme avec les émissions emblématiques mais aussi de petites nouvelles.</p> <p><b>LE TOP 14 SUR LES CHAÎNES CANAL+</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● 2 affiches en prime time sur CANAL+ le samedi 21H et le dimanche 21H</li> <li>● 2 matchs le samedi à 15H et 17H sur CANAL+SPORT</li> <li>● Le multiplex samedi à 17H sur CANAL+ (matchs en intégralité sur RUGBY+)</li> </ul> <p>Extrait du site internet officiel du Top 14<sup>4</sup> (pièce n°17)</p>

44. La société GROUPE CANAL+ S.A. est ainsi titulaire du droit d'exploitation audiovisuelle sur l'ensemble du territoire français, incluant les territoires d'outre-mer, à titre exclusif jusqu'en 2027.

## 5. Sur la qualité à agir des Sociétés CANAL+ sur le fondement de l'article L.333-10 du Code du sport

45. L'article L. 333-10 I alinéa 1<sup>er</sup> du Code du sport dispose :

« Lorsqu'ont été constatées des atteintes graves et répétées (...), **au droit voisin** d'une entreprise de communication audiovisuelle prévu à l'article L. 216-1 du code de la propriété intellectuelle, dès lors que le programme concerné est constitué d'une manifestation ou d'une compétition sportive, ou à un **droit acquis à titre exclusif** par contrat ou accord d'exploitation audiovisuelle d'une compétition ou manifestation sportive, (...), **le titulaire de ce droit peut saisir le président du tribunal judiciaire, (...)** »

46. L'article L. 333-10 I alinéa 1<sup>er</sup> du Code du sport dispose :

« Lorsqu'ont été constatées des atteintes graves et répétées (...), **au droit voisin** d'une entreprise de communication audiovisuelle prévu à l'article L. 216-1 du code de la propriété intellectuelle, dès lors que

<sup>3</sup> <https://top14.lnr.fr/partenaires>

<sup>4</sup> <https://top14.lnr.fr/page/canalplus>



*le programme concerné est constitué d'une manifestation ou d'une compétition sportive, ou à un **droit acquis à titre exclusif** par contrat ou accord d'exploitation audiovisuelle d'une compétition ou manifestation sportive, (...), le titulaire de ce droit peut saisir le président du tribunal judiciaire, (...) »*

47. En l'espèce, la société GROUPE CANAL+ S.A. est titulaire du « *droit acquis à titre exclusif par contrat ou accord d'exploitation audiovisuelle d'une compétition ou manifestation sportive* » au sens de l'article L. 333-10 I alinéa 1<sup>er</sup> précité et recevable, à ce titre, à agir sur le fondement de ce texte.
48. Cette titularité est démontrée par l'acte confirmatif précité qui lui a été remis par la LNR, outre qu'il s'agit d'une information publique et notoire (pièce n°15).
49. Les Sociétés CANAL+ ont également la qualité de diffuseur du Top 14 qui est notamment retransmise sur les chaînes dénommées « CANAL+ », « CANAL+ SPORT » et « CANAL+ TOP 14 » éditées par la SECP et sur la chaîne « RUGBY+ » éditée par GROUPE CANAL+ S.A. (pièce 18).
50. Les Sociétés CANAL+ sont donc titulaires du « *droit voisin d'une entreprise de communication audiovisuelle prévu à l'article L. 216-1 du code de la propriété intellectuelle, dès lors que le programme concerné est constitué d'une manifestation ou d'une compétition sportive* » au sens de l'article L.333-10 alinéa 1<sup>er</sup> du Code du sport et recevables, à ce titre, à agir sur le fondement de ce texte.
51. Cette titularité est démontrée par les conventions conclues entre les Sociétés CANAL+ et le CSA (ou l'ARCOM), ainsi que par les grilles de programmes de télévision (pièces n°9, 11 et 18).
52. Ainsi, les Sociétés CANAL+ sont titulaires non seulement du droit d'exploitation audiovisuelle, mais aussi des droits voisins sur les manifestations du Top 14.
53. En effet, les demanderesse sont titulaires des droits suivants :
  - i) droit d'exploitation audiovisuelle à titre exclusif sur l'ensemble des manifestations du Top 14 (à l'exclusion de la finale) sur l'ensemble du territoire français, incluant les territoires d'outre-mer, conformément à l'acte confirmatif ;
  - ii) droits voisins sur leurs programmes dans l'ensemble du territoire français, y compris les territoires d'outre-mer.
54. Par conséquent, les demanderesse ont qualité et intérêt à agir en l'espèce afin de faire remédier aux atteintes portées à leurs droits, et ce sur l'ensemble du territoire français, incluant tous les territoires situés outre-mer.

## **6. Sur la qualité à défendre des fournisseurs de services de résolution de noms de domaine alternatifs attraités dans la cause**

### **6.1 Sur la qualité des défenderesses dans la présente instance**

55. Les défendeurs ont la qualité de fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine.
56. L'HADOPI (devenue l'ARCOM) a expliqué le système DNS et ces services alternatifs comme suit :

*« Le Domain Name System (DNS) est le système mis en place pour accéder à un site internet grâce à son nom de domaine. Une adresse de type www.nomdedomaine.com est plus facile à retenir que l'adresse IP du serveur hébergeant le site en question (par exemple: 212.85.128.7). **Le système DNS sert donc à convertir l'adresse www.nomdedomaine.com en 212.85.128.7. Ce service est généralement assuré par les FAI mais d'autres acteurs comme Google, Cloudflare ou Cisco, proposent aussi des DNS dits alternatifs.** » (pièce n°75) (soulignements et gras ajoutés)*

57. Par ailleurs, l'étude d'impact du Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique explique ce fonctionnement comme suit :

« Lorsqu'un utilisateur se connecte à un site web via son adresse web, encore appelée URL, (exemple : [www.gouvernement.fr/test](http://www.gouvernement.fr/test)), son terminal se connecte à un résolveur DNS (fourni par son FAI ou par un fournisseur alternatif) qui transforme le nom de domaine ([www.gouvernement.fr](http://www.gouvernement.fr)) associé à cette adresse web en adresse IP (ex : 185.11.125.117) ce qui permettra au terminal de l'utilisateur de déterminer comment acheminer des flux vers ce site. »<sup>5</sup> (pièce n°76, page 92)

58. L'article 12, II de la loi n°2024-449 du 31 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique, emploie le terme « **fournisseur de systèmes de résolution de noms de domaine** » afin de désigner les fournisseurs de service DNS qui sont définis comme « **toute personne mettant à disposition un service permettant la traduction d'un nom de domaine en un numéro unique identifiant un appareil connecté à internet** »<sup>6</sup> (soulignements et gras ajoutés)

59. De même, dans son article 6(20), la Directive 2022/2555 (NIS2) du 14 décembre 2022 prévoit que :

« fournisseur de services DNS »: une entité qui fournit:

a) **des services de résolution de noms de domaine récursifs accessibles au public destinés aux utilisateurs finaux de l'internet**; ou

b) des services de résolution de noms de domaine faisant autorité pour une utilisation par des tiers, à l'exception des serveurs de noms de racines; » (Soulignemen et gras ajoutés)

60. Afin de permettre à un internaute d'accéder à un site internet, il est nécessaire de disposer non seulement d'une connexion à internet fournie par un FAI, mais également d'un service de résolution de noms de domaine permettant de traduire l'URL de ce site vers son adresse IP.

61. Les FAI disposent de leurs propres serveurs de résolution de noms de domaine, lesquels sont utilisés, par défaut, par les abonnés de ces FAI à chaque fois que leur navigation pointe un site dans une barre de recherche ou en saisissent directement un nom de domaine dans une barre d'outils de leur navigateur. Autrement dit, l'internaute est libre de choisir un résolveur de noms de domaine mis à disposition par un fournisseur de service de résolution de noms de domaine autre que celui offert par son FAI.

62. Dans le cadre de la mise en place des mesures de blocage, les FAI configurent leurs propres résolveurs de noms de domaine afin de bloquer la transmission des informations sur l'adresse IP correspondant au nom de domaine, comme l'illustre le schéma ci-dessous. À défaut de connaître l'adresse IP du serveur qui héberge le site internet dont le nom de domaine est bloqué, l'utilisateur ne pourra plus accéder au site par l'intermédiaire du serveur DNS de son FAI, **à moins qu'il n'utilise un service DNS récursif dit « public » ou « alternatif », à savoir un serveur DNS autre que celui proposé par défaut par son FAI, ce qui constitue un contournement d'un blocage comme expliqué ci-après.**

63. Les défenderesses fournissent effectivement un service de résolution de noms de domaine récursifs :

- GOOGLE PUBLIC DNS : un service de résolution de noms de domaine proposé par les sociétés GOOGLE LLC et GOOGLE IRELAND LIMITED, disponible notamment sous les adresses suivantes : « 8.8.8.8 » ou « 8.8.4.4 » (IPv4)<sup>7</sup> (pièces 62 à 64) ;

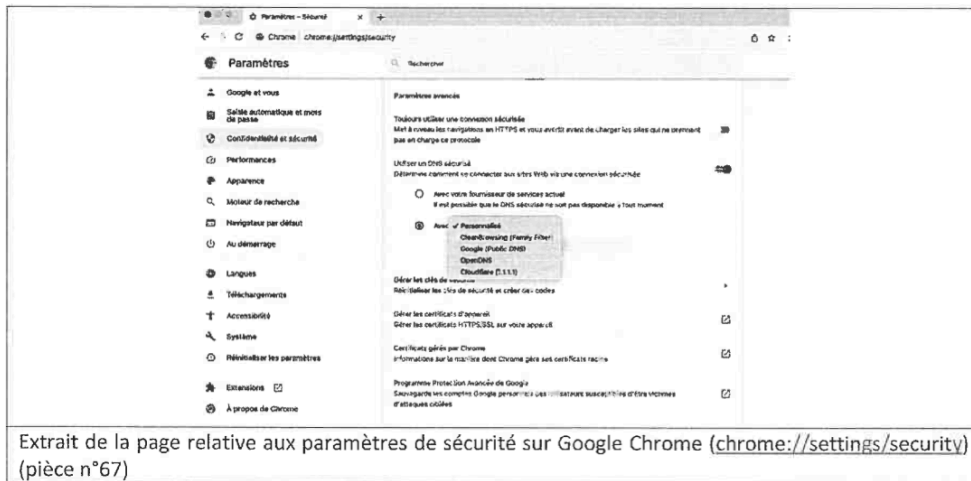
<sup>5</sup> L'étude d'impact accessible via l'URL suivant : [https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/files/autour-de-la-loi/legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei\\_art\\_39\\_2023/ei\\_ecoi2309270l\\_cm\\_10.05.2023.pdf](https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/files/autour-de-la-loi/legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei_art_39_2023/ei_ecoi2309270l_cm_10.05.2023.pdf)

<sup>6</sup> Le texte accessible via l'URL suivante : [https://www.assemblee-nationale.fr/dvn/16/textes/l16t0286\\_texte-adopté-provisoire.pdf](https://www.assemblee-nationale.fr/dvn/16/textes/l16t0286_texte-adopté-provisoire.pdf)

<sup>7</sup> Pages du site officiel de GOOGLE : [https://cloud.google.com/dns/docs/dns-overview?hl=fr#recursive\\_resolver](https://cloud.google.com/dns/docs/dns-overview?hl=fr#recursive_resolver) et <https://developers.google.com/speed/public-dns/docs/using?hl=fr>

- CLOUDFLARE DNS : un service de résolution de noms de domaine proposé par la société CLOUDFLARE, INC., disponible notamment sous les adresses suivantes : « 1.1.1.1 » ou « 1.0.0.1 » (IPv4)<sup>8</sup> (pièces n° 65 et 66) ;
- QUAD9 : un service de résolution de noms de domaine proposé par le société QUAD9, disponible notamment sous les adresses suivantes : « 9.9.9.9 », « 149.112.112.112 », « 9.9.9.11 », « 149.112.112.11 », « 9.9.9.10 » ou « 149.112.112.10 » (IPv4)<sup>9</sup> (pièces 68 et 69) ;
- ULTRADNS PUBLIC : un service de résolution de noms de domaine proposé par la société VERCARA LLC, anciennement dénommée NEUSTAR SECURITY SERVICES LLC (pièces n°70 et 71-1 page 27<sup>10</sup>), disponible notamment sous les adresses suivantes : « 64.6.64.6 », « 64.6.65.6 », « 156.154.70.2 », « 156.154.71.2 », « 156.154.70.3 » ou « 156.154.71.3 » (IPv4)<sup>11</sup> (pièces n°70 et 71).

64. Les conditions d'utilisation des services respectifs de GOOGLE et CLOUDFLARE auxquelles les utilisateurs sont tenus de consentir prévoient, à juste titre, la possibilité de limiter l'accès illicite à des contenus<sup>12</sup>.
65. Par ailleurs les demanderesse ont fait procéder, par un commissaire de justice, des constats sur de nombreux sites de présentation et de tutoriel montrant que les services proposés par les défenderesses sont parmi les plus utilisés (pièces 91 à 93).
66. De surcroit, Google Chrome, navigateur web développé et exploité par GOOGLE, propose lui-même dans ses paramètres relatifs à la confidentialité et la sécurité, un recours à certains résolveurs DNS alternatifs par défaut : GOOGLE PUBLIC DNS et CLOUDFLARE.



<sup>8</sup> Pages du site officiel de CLOUDFLARE : <https://www.cloudflare.com/fr-fr/learning/dns/what-is-1.1.1.1/> et <https://developers.cloudflare.com/1.1.1.1/ip-addresses/>

<sup>9</sup> Pages du site officiel de QUAD9 : <https://quad9.net/fr/service/service-addresses-and-features>

<sup>10</sup> Traduction libre : « *Notre société a débuté en tant que division de sécurité de la société Neustar, Inc. pour devenir Vercara, nous restons dédiés à fournir les meilleures solutions de sécurité cloud. Notre portefeuille de solutions de sécurité critique comprend des services de sécurité DNS et des services de sécurité des systèmes d'information et des réseaux de premier plan, tels qu'UltraDNS, UltraDDR, UltraDDoSProtect, UltraWAF et UltraWPM.* »

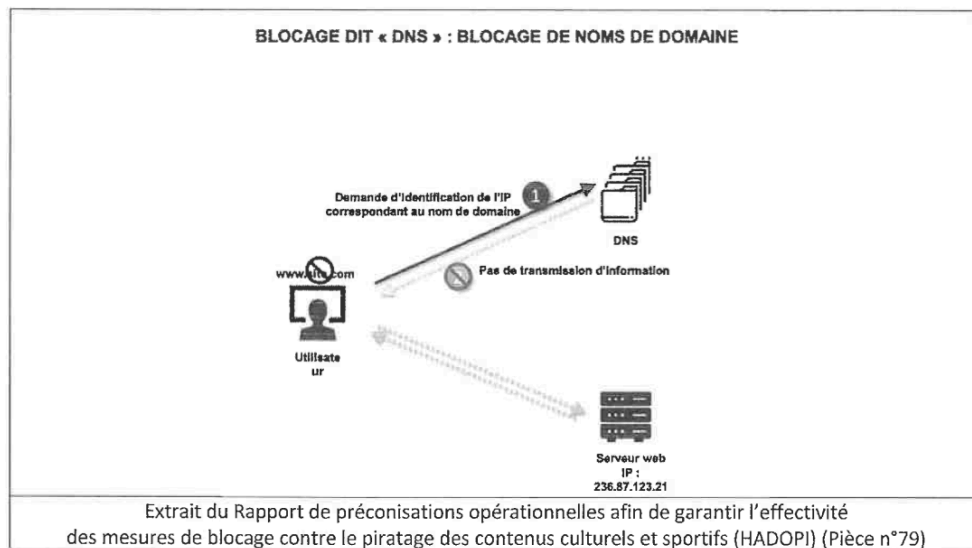
<sup>11</sup> Pages du site officiel de VERCARA LLC : <https://vercara.com/ultra-dns-public>

<sup>12</sup> Conditions d'utilisation des services de GOOGLE (<https://developers.google.com/terms>), CLOUDFLARE (<https://www.cloudflare.com/fr-fr/website-terms/>)

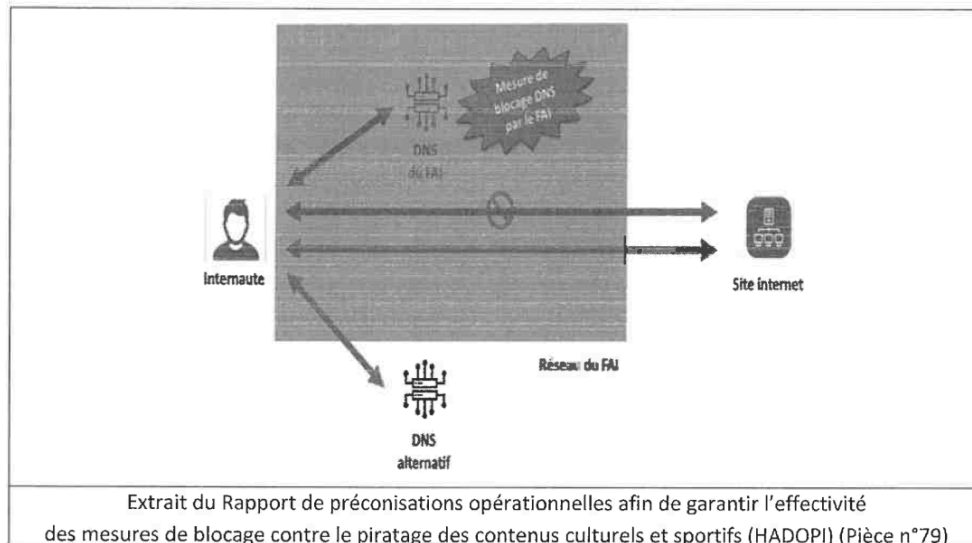
67. Ainsi, il est clairement démontré que les services proposés par les défenderesses se comptent incontestablement parmi les services de résolution de noms de domaine alternatifs plus utilisés par les internautes français et que leurs services sont bien destinés aux internautes français pour leur utilisation depuis le territoire français.

## 6.2 Sur le contournement des mesures de blocage par l'usage d'un service de résolution de noms de domaine dit « alternatif »

68. Les mesures de blocage de noms de domaine ordonnées par le juge judiciaire ou notifiées par l'ARCOM demeurent efficaces sur le territoire français à moins que les internautes français ne contournent le blocage DNS mis en œuvre par les FAI en leur qualité de fournisseur de service de résolution de noms de domaine.
69. Il existe en effet des moyens permettant aux internautes de contourner ces mesures de blocage, en ayant recours aux services de résolution de noms de domaine alternatifs.



70. Les utilisateurs ou les abonnés d'un FAI peuvent modifier manuellement les coordonnées du serveur de FAI qui assure la résolution de noms de domaine, en configurant simplement les paramètres du système de leur ordinateur, et en choisissant un résolveur de noms de domaine alternatif, différent du résolveur de noms de domaine offert par les FAI par défaut.
71. Le changement de résolveur de noms de domaine, qui consiste pour l'utilisateur à recourir à un tiers au lieu de son fournisseur d'accès à internet, peut constituer une technique de contournement permettant d'accéder à des noms de domaine bloqués au niveau du fournisseur d'accès, comme illustré dans le schéma ci-dessous.



72. Autrement dit, à l'égard des internautes utilisateurs du résolveur de noms de domaine de leurs FAI, les mesures de blocage DNS mis en œuvre par les FAI demeurent efficaces. En revanche, à l'égard des internautes utilisateurs d'un service de résolution de noms de domaine alternatif, différent de celui fourni par leurs FAI, ces mesures de blocage DNS n'ont aucun effet.
73. Le recours à un service de résolution de noms de domaine alternatif est de plus en plus répandu, en tant que moyen de contournement des mesures de blocage implémentées par les FAI.
74. Selon le Baromètre de la consommation des contenus culturels et sportifs dématérialisés (édition 2023) publié par l'ARCOM (pièce n°4, page 137) :
- 49% des internautes ont connaissance des réglages de DNS (contre 47% en 2022) ;
  - 21% des internautes ont déjà fait des réglages de DNS ;
  - 44% des internautes qui ont déjà fait des réglages de DNS en font un **usage totalement illicite** et seuls 16% des internautes en font un usage totalement licite, ce qui signifie que **84% des internautes font un usage illicite, au moins partiel, des réglages de DNS**.
75. Le baromètre de la consommation de programmes sportifs, publié en mai 2024 par l'ARCOM, indique que les consommateurs de contenus sportifs confrontés à des mesures de blocage ont massivement recours à des DNS alternatifs afin de contourner ces mesures :
- La moitié des adeptes de streaming illicite utilise au moins un outil de contournement des mesures de blocage (pièce n°5, page 104) ;
  - 31% des consommateurs de streaming illicite confrontés à une mesure de blocage se tournent vers des systèmes de contournement des mesures de blocage et **15% de ces consommateurs indiquent avoir changé leur réglage DNS** (pièce n°5, page 103) ;
  - 27% des consommateurs de streaming illicite confrontés à une mesure de blocage **ont changé manuellement les paramètres DNS de leurs appareils informatiques ou installé un navigateur internet incluant des DNS alternatifs intégrés** (pièce n°5, page 104).

76. La manipulation à effectuer afin de configurer les paramètres d'un ordinateur ou terminal afin d'utiliser un service de résolution de noms de domaine alternatif est très facile.
77. De nombreux articles et vidéos de tutoriel existent sur internet et proposent toutes les explications nécessaires afin de procéder au changement de résolveur DNS, en tant que moyen de contourner les mesures de blocage mis en place par les FAI (pièces n°91 à 93).

**Par conséquent, afin que les mesures de blocage de noms de domaine (« blocage DNS ») soient efficaces, il est indispensable de viser l'ensemble des principaux fournisseurs de services de résolution de noms de domaine, qu'il s'agisse des FAI ou des fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine dit alternatifs, et ce sans distinction.**

### 6.3. Sur les préoccupations exprimées par l'ARCOM et par l'Union européenne

78. L'utilisation des services de résolution de noms de domaine alternatifs est un des moyens employés par les internautes – consommateurs d'un contenu illicite –, afin de contourner les mesures de blocage DNS mis en place notamment par les FAI.
79. Selon une étude de l'ARCOM en 2022, confrontés aux blocages de sites de live streaming sportif, 12% des internautes ont choisi de faire appel à un mode de contournement technique pour éviter cette situation : 10% ont eu recours à un VPN et 6% ont modifié leurs DNS (pièce n°3).
80. Le recours aux DNS alternatifs a encore augmenté en 2023 et en 2024. Selon l'étude la plus récente publiée par l'ARCOM, désormais **27% des consommateurs de streaming illicite confrontés à une mesure de blocage indiquent avoir contourné ces mesures en changeant manuellement les paramètres DNS de leurs appareils informatiques ou en installant un navigateur internet incluant des DNS alternatifs intégrés** (pièce n°5, page 104).
81. L'ARCOM a fait part de sa préoccupation concernant l'utilisation des services de résolution de noms de domaine alternatifs dans sa réponse « à l'appel à contributions de la Commission européenne relatif à la lutte contre le piratage en ligne de contenus en direct » en date du 15 février 2023 comme suit :

*« A ce jour, les titulaires de droits ont eu recours au dispositif pour demander au juge de prononcer des injonctions de mesures de blocage aux seuls fournisseurs d'accès à internet. **Or, de nouveaux modes d'accès aux services illicites (IPTV illicites, VPN ou DNS alternatifs) nécessitent de toujours rechercher les mesures les plus pertinentes à mettre en place comme de solliciter l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir pour faire cesser les atteintes aux droits.** (...)*

***Au-delà des FAI, il conviendrait donc d'impliquer des intermédiaires techniques qui sont aujourd'hui peu ou pas impliqués dans la lutte contre le piratage des contenus sportifs :***

***(i) les fournisseurs de DNS alternatifs (c'est-à-dire, autres que ceux proposés par les FAI) afin d'éviter le contournement des mesures de blocage DNS par leur intermédiaire ; (...)***

*S'agissant de ce dernier point, l'Arcom est favorable à ce que les autorités nationales compétentes puissent échanger leurs bonnes pratiques dans le cadre d'un réseau européen constitué. Il serait, par exemple, utile de connaître les initiatives prises dans d'autres États membres pour impliquer des prestataires de services mondiaux (tels que les fournisseurs de DNS alternatifs ou de services d'hébergement) dans la lutte contre le piratage d'événements sportifs en direct.» (pièce n°80) (soulignements et gras ajoutés)*

82. À la suite du recueil des avis de la part de nombreux acteurs concernés dans le secteur, la Commission européenne a publié sa recommandation le 4 mai 2023 (Recommandation (UE) 2023/1018 de la Commission du 4 mai 2023 sur la lutte contre le piratage en ligne des manifestations sportives et autres événements en direct).
83. Dans cette recommandation, la Commission a fait référence à la possibilité d'utilisation d'autres services intermédiaires, dont les services de résolution de noms de domaine alternatifs **en ces termes** :

**« Toutefois, les services d'autres fournisseurs de services intermédiaires peuvent faire l'objet d'une utilisation abusive pour faciliter les retransmissions non autorisées ou pour contourner les injonctions de blocage. Par exemple, les réseaux de diffusion de contenu et les services de proxy inverse peuvent être utilisés pour occulter l'origine de la retransmission non autorisée, tandis que d'autres services de résolution de nom de domaine et des services de proxy tels que les réseaux privés virtuels (VPN) peuvent être utilisés pour faciliter l'accès aux services qui ont été bloqués. Les fournisseurs de services intermédiaires devraient envisager la possibilité de prendre d'autres mesures volontaires pour empêcher l'utilisation abusive de leurs services. »** (pièce n°81) (soulignements et gras ajoutés)

84. À cet égard, la Commission européenne a émis la recommandation suivante :

<p><b>Injonctions visant à lutter contre la retransmission non autorisée de manifestations sportives en direct</b></p> <p>8) Les États membres sont encouragés à évaluer si, sur le territoire relevant de leur juridiction, les organisateurs de manifestations sportives sont habilités à intenter une action en justice pour empêcher ou interdire la retransmission non autorisée d'une manifestation sportive en direct. Lorsque ce n'est pas le cas, les États membres sont encouragés à accorder la qualité pour agir aux organisateurs de manifestations sportives afin de leur permettre de demander une injonction visant à empêcher la retransmission non autorisée imminente de manifestations sportives en direct ou à interdire la poursuite de la retransmission non autorisée.</p> <p><i>Destinataires des injonctions</i></p> <p>9) Les États membres sont encouragés à prévoir la possibilité d'émettre des injonctions à l'encontre des opérateurs de retransmissions non autorisées de manifestations sportives en direct, ainsi que des fournisseurs de services intermédiaires dont les services font l'objet d'une utilisation abusive par un tiers à des fins de retransmission non autorisée de manifestations sportives en direct, indépendamment de l'absence de responsabilité de l'intermédiaire, afin de mettre un terme à une telle retransmission non autorisée de manifestations sportives en direct ou de l'empêcher. Une injonction de ce type peut ordonner de bloquer l'accès à des retransmissions non autorisées de manifestations sportives en direct.</p> <p>Extrait de la Recommandation du 4 mai 2023 (Surlignement en jaune ajouté) (pièce n°81)</p>
--

85. De même, l'EUIPO a relevé à juste titre que :

*« Les mesures de blocage du DNS peuvent être ordonnées ou mises en œuvre par les fournisseurs de services DNS - généralement des fournisseurs d'accès à l'internet (FAI) nationaux - sur leur infrastructure de résolution DNS par le biais de différents processus. Les résolveurs DNS ciblés - et eux seuls - ne renverront pas l'adresse IP correcte d'un service bloqué aux utilisateurs qui la demandent. Les utilisateurs finaux qui tentent d'accéder au domaine bloqué n'obtiennent généralement aucune réponse à leur demande, reçoivent un message d'erreur ou sont redirigés vers une autre adresse IP. (...) »*

*Limites : Les blocages DNS au niveau des FAI s'appliquent généralement aux utilisateurs des FAI ciblés dans un pays donné uniquement, et cette approche peut devoir être répétée dans tous les pays affectés par le service de piratage. En outre, tant les utilisateurs que les opérateurs de services de piratage peuvent contourner le blocage DNS. (...) »*

- Les utilisateurs de services de piratage peuvent également contourner les mesures de blocage DNS en utilisant l'un des moyens suivants.
- Passer à des résolveurs DNS qui ne bloquent pas le domaine : bien que le blocage DNS soit généralement mis en œuvre au niveau des FAI, le domaine ciblé étant bloqué par les résolveurs DNS des FAI qui sont utilisés par défaut par la plupart des utilisateurs finaux, les utilisateurs concernés peuvent passer à des résolveurs DNS publics mis à disposition par d'autres fournisseurs de services (souvent appelés "résolveurs DNS alternatifs") qui ne mettent pas en œuvre les mesures de blocage. Les utilisateurs avertis peuvent même configurer leurs propres résolveurs DNS ». (Traduction libre) (pièce 82, pages 50-52) (soulignements et gras ajoutés)

86. Il est ainsi démontré que le contournement des mesures de blocage DNS par les FAI, notamment par le biais des systèmes de résolution de noms de domaine alternatifs, est au cœur de la préoccupation des autorités tant françaises qu'européennes.
87. Les fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine alternatifs ne doivent en effet plus être dispensés de l'obligation de contribuer à la promotion du contenu légal au sein du marché européen ni du devoir de contribuer à la lutte contre les atteintes aux droits des titulaires de droits.
88. De surcroît, dans d'autres États membres de l'Union européenne, dont l'Italie et l'Allemagne, les juges ou les autorités ordonnent d'ores et déjà des mesures de blocage à l'égard de certains fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine alternatifs (pièces n°84 à 90).

#### 6.4. Sur la qualité de « toute personne susceptible de contribuer » au sens de l'article L.333-10 précité

89. L'article L. 333-10 I alinéa 1<sup>er</sup> du Code du sport dispose :

*« (...) le titulaire de ce droit peut saisir le président du tribunal judiciaire (...), aux fins d'obtenir toutes mesures proportionnées propres à prévenir ou à faire cesser cette atteinte, à l'encontre de toute personne susceptible de contribuer à y remédier. »* (gras ajouté)

90. Cette formulation large est, en l'espèce, une règle de droit français qui ne constitue pas directement la transposition d'un texte de droit de l'Union européenne, bien qu'elle s'inspire de règles existantes qui sont, elles, issues d'une telle transposition, notamment l'article L. 336-2 du Code de la propriété intellectuelle et l'article 6-3 de la loi 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN).
91. En effet, le dispositif de l'article L. 333-10 du Code du Sport a été rédigé par le législateur en s'inspirant des dispositions larges de l'article L. 336-2 du Code de la propriété intellectuelle qui vise « **toute personne susceptible de contribuer à y remédier** [à l'atteinte] » (gras ajouté).
92. À cet égard, l'Étude d'impact réalisée en avril 2021 dans le cadre du projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique relève (pièce n°78) :

*« La solution retenue s'inspire des dispositifs existants (notamment de l'article L. 336-2 du CPI) qui permettent à un juge d'enjoindre à un intermédiaire technique de bloquer l'accès à un site ou à un service de streaming (services de communication au public en ligne) ou de déréférencer un tel site.*

*Elle innove néanmoins afin de tenir compte à la fois de l'urgence inhérente aux retransmissions audiovisuelles en direct de manifestations sportives et de la nécessaire actualisation des mesures de blocage et déréférencement. »* (gras ajouté)<sup>13</sup>

<sup>13</sup> Page 69 de l'Étude d'impact du Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, accessible via l'URL suivante : [https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/Files/autour-de-la-loi/le-legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei\\_art\\_39\\_2021/ei\\_mice2106504l\\_cm\\_8.04.2021.pdf](https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/Files/autour-de-la-loi/le-legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei_art_39_2021/ei_mice2106504l_cm_8.04.2021.pdf)



93. Cette désignation de toute personne innommée, mais susceptible de contribuer à la lutte contre les atteintes, correspond à une volonté claire du législateur d'un champ d'application le plus large possible, en cohérence avec l'esprit du dispositif. Il ressort des travaux parlementaires d'élaboration de l'article L. 333-10 du Code du sport que « **Le champ d'action est large**, puisque la procédure doit permettre d'obtenir « toutes mesures proportionnées propres à prévenir ou à faire cesser cette atteinte »<sup>14</sup> (gras et souligné ajoutés).
94. Les fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine sont nécessairement inclus dans le champ d'application de ce texte, puisque les fournisseurs d'accès à internet y sont inclus depuis toujours, précisément en leur qualité de fournisseur d'un service de résolution de noms de domaine.
95. L'ARCOM qualifie les fournisseurs de service de résolution de noms de domaine, notamment lorsqu'ils sont dits « alternatifs », d'intermédiaires techniques. Dans sa réponse du 15 février 2023, l'ARCOM déclare :
- « Au-delà des FAI, il conviendrait donc d'impliquer des **intermédiaires techniques** qui sont aujourd'hui peu ou pas impliqués dans la lutte contre le piratage des contenus sportifs :
- (i) les **fournisseurs de DNS alternatifs** (c'est-à-dire, autres que ceux proposés par les FAI) afin d'éviter le contournement des mesures de blocage DNS par leur intermédiaire » (pièce n°80)
96. **En conséquence, les défenderesses prises en tant que prestataire de systèmes de résolution de noms de domaine entrent nécessairement dans les prévisions de l'article L.333-10 du Code du sport, en tant que personne susceptible de contribuer à remédier aux atteintes subies par CANAL+, compte tenu de leur rôle et de leur position, tout à fait identique ou hautement similaire, à celle des fournisseurs d'accès à internet, du point de vue du service de résolution de noms de domaine qu'elles offrent.**
97. De surcroît, cette acceptation large de « toute personne » est également conforme au droit et à la jurisprudence de la CJUE.
98. L'article 8§3 de la Directive 2001/29/CE, transposé en droit interne par l'article L.336-2 du Code de la propriété intellectuelle, prévoit que : « Les États membres veillent à ce que les titulaires de droits puissent demander qu'une ordonnance sur requête soit rendue à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à un droit d'auteur ou à un droit voisin. ».
99. Le considérant §59 de cette Directive dispose que : « Les services d'intermédiaires peuvent, en particulier dans un environnement numérique, être de plus en plus utilisés par des tiers pour porter atteinte à des droits. Dans de nombreux cas, ces intermédiaires sont les mieux à même de mettre fin à ces atteintes. (...) ». (soulignements et gras ajoutés)
100. À cet égard, la jurisprudence européenne de la CJUE adopte une acception large de la notion d'« intermédiaire » au sens de l'article précité de la Directive. En effet, la CJUE a jugé que les fournisseurs d'accès à internet sont des intermédiaires qu'elle qualifie d'« *acteur obligé de toute transmission sur internet d'une contrefaçon* », précisément parce que ces prestataires offrent un service de résolution des noms de domaine<sup>15</sup>.
101. Cette qualification est parfaitement applicable aux autres fournisseurs de services de résolution de noms de domaine tels que les défenderesses. En effet, l'accès à un site internet nécessite de disposer non seulement d'une connexion à internet (fournie par un FAI), mais également d'un service de résolution de noms de domaine.

<sup>14</sup> Assemblée nationale, Rapport n° 4245 (Tome I : Avant-propos, synthèse, commentaires d'articles et annexes) de la commission des affaires culturelles et de l'éducation, déposé le 15 juin 2021, accessible via l'URL suivante : [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-cedu/115b4245\\_rapport-fond.pdf](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-cedu/115b4245_rapport-fond.pdf)

<sup>15</sup> CJUE, 27 mars 2014, C-314/12, UPC Telekabel

102. Ce service est fourni par (i) les FAI qui délivrent, en combinaison avec le service de connexion, un service de résolution de noms de domaines, et par (ii) les autres fournisseurs du même service tels que les défenderesses, qui eux ne sont pas FAI (les fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine dits « alternatifs »).
103. Autrement dit, les défenderesses sont attirées en l'espèce précisément en leur qualité de fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine, le fait qu'elles ne soient pas, par ailleurs, un fournisseur d'accès à internet étant totalement indifférent.
104. Enfin, le législateur européen qualifie expressément les fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine de services intermédiaires dans les considérants §28 et §29 du Règlement DSA :

§ 28 : « Depuis l'an 2000, de nouvelles technologies sont apparues qui améliorent la disponibilité, l'efficacité, la rapidité, la fiabilité, la capacité et la sécurité des systèmes de transmission, de "répérabilité" et de stockage des données en ligne, engendrant ainsi un écosystème en ligne de plus en plus complexe. À cet égard, il convient de rappeler que les fournisseurs de services établissant et facilitant l'architecture logique sous-jacente et le bon fonctionnement de l'internet, y compris les fonctions techniques accessoires, peuvent également bénéficier d'exemptions de responsabilité prévues par le présent règlement, **dans la mesure où leurs services peuvent être qualifiés de services de "simple transport", de "mise en cache" ou d'"hébergement". De tels services comprennent, le cas échéant, les réseaux locaux sans fil, les services de système de noms de domaine (DNS), les registres de noms de domaine de premier niveau, les bureaux d'enregistrement de noms de domaine, les autorités de certification qui délivrent des certificats numériques, les réseaux privés virtuels, les moteurs de recherche en ligne, les services d'infrastructure en nuage ou les réseaux d'acheminement de contenus qui permettent, localisent ou améliorent les fonctions d'autres fournisseurs de services intermédiaires (...)** »

§29 : « Les **services intermédiaires** couvrent un **large éventail d'activités économiques** qui ont lieu en ligne et évoluent en permanence pour permettre une transmission d'informations rapide, sûre et sécurisée, ainsi que pour garantir le confort de tous les participants à l'écosystème en ligne. À titre d'exemple, **les services intermédiaires de "simple transport" comprennent des catégories génériques de services** telles que les points d'échange internet, les points d'accès sans fil, les réseaux privés virtuels, **les services de DNS et de résolution de noms de domaine (...)**. De tels services sont essentiels pour garantir la transmission fluide et efficace des informations fournies sur l'internet. (...) »

105. À cet égard, l'article 3, g), i) précise qu'un service de « simple transport » consiste à « **transmettre, sur un réseau de communication, des informations fournies par un destinataire du service ou à fournir l'accès à un réseau de communication** ». Les fournisseurs d'accès à internet relèvent effectivement de cette catégorie, à savoir les fournisseurs d'un service de « simple transport ».<sup>16</sup>
106. En effet, le législateur européen entend clairement ne pas faire de distinction entre les fournisseurs d'accès à internet et les fournisseurs de services de résolution de noms de domaine, en les incluant tous les deux dans la catégorie de service de « simple transport ».
107. L'article 4 « Simple transport » du Règlement DSA, remplaçant et supprimant l'article 12 de la directive 2000/31/CE (E-commerce), dispose que :

« 1. En cas de fourniture d'un service de la société de l'information consistant à transmettre, sur un réseau de communication, des informations fournies par un destinataire du service ou à fournir un

<sup>16</sup> CJUE, 15 septembre 2016 (C-484/14) et page 12 du Rapport d'information de l'Assemblée nationale portant observations sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (n°1514 rectifié), accessible via l'URL suivante : [https://www.assemblee-nationale.fr/dvn/16/rapports/duel16b1666\\_rapport-information.pdf](https://www.assemblee-nationale.fr/dvn/16/rapports/duel16b1666_rapport-information.pdf)

accès à un réseau de communication, le fournisseur de services n'est pas responsable des informations transmises ou auxquelles l'accès est fourni, à condition que (...)

**3. Le présent article n'affecte pas la possibilité, pour une autorité judiciaire ou administrative, conformément au système juridique d'un État membre, d'exiger du fournisseur de services qu'il mette fin à une infraction ou qu'il prévienne une infraction. »**

Il résulte de ce qui précède que les fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine alternatifs doivent être également qualifiés de « personne susceptible de contribuer » à remédier à une nouvelle atteinte portée par les services de communication au public en ligne aux droits de CANAL+, au sens des dispositions de l'article L.333-10 du Code du sport. En effet, les systèmes de résolution de noms de domaine mis à disposition par les défenderesses constituent des éléments requis pour accéder aux services de communication au public en ligne, aussi indispensables et incontournables que les services fournis par les FAI.

Autrement dit, il n'y a aucune raison de traiter différemment les FAI et les fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine dits « alternatifs » ou « publics », puisqu'ils sont appelés à remédier aux atteintes en ce qu'ils sont des fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine.

Comme le montrent plusieurs études, ces services alternatifs sont utilisés par des internautes pour contourner les mesures de blocage DNS mises en œuvre par les FAI.

Les services exploités et fournis par les défenderesses se comptent indéniablement parmi les services de résolution de noms de domaine alternatifs les plus utilisés par les internautes français, depuis le territoire français.

## **7. Sur les sites internet de live streaming et les services IPTV litigieux diffusant, sans autorisation, les manifestations sportives du Top 14**

108. L'article L. 333-10 I alinéa 1<sup>er</sup> du Code du sport dispose :

*« Lorsqu'ont été constatées des atteintes (...), occasionnées par le contenu d'un service de communication au public en ligne dont l'objectif principal ou l'un des objectifs principaux est la diffusion sans autorisation de compétitions ou manifestations sportives, (...), le titulaire de ce droit peut saisir le président du tribunal judiciaire (...) »*

109. En l'espèce, CANAL+ a identifié une série de sites internet diffusant, sans autorisation, des manifestations sportives du Top 14, qui portent donc une atteinte manifeste à ses droits, à savoir 8 sites internet accessibles à partir des noms de domaine listés ci-dessous qui font l'objet de la présente action :

1. thesports1.org
2. livetv813.me
3. sportp2p.com
4. directatvhd.me
5. lshunter.net
6. antenasport.shop
7. antenasports.ru
8. antenasports.shop

110. Les sites internet litigieux sont accessibles aux internautes depuis le territoire français.

111. CANAL+ produit des procès-verbaux d'agent assermenté de l'ALPA (Association de Lutte contre la Piraterie Audiovisuelle) démontrant que les sites précités ont principalement pour objectif de diffuser, sans autorisation, les manifestations sportives du Top 14 (pièces n°19 à 26).
112. En outre, CANAL+ a identifié les 14 noms de domaines ou sous-domaine suivants qui sont des liens vers lesquels les utilisateurs de sites sont redirigés automatiquement, en accédant à un site (liens dits « post redirection ») ou en cliquant sur un programme qu'ils souhaitent visionner (liens dits « de diffusion »), lesquels font également l'objet de la présente action et des constatations précitées (pièces n°19 à 26) :

9. ilovetoplay.xyz
10. hoca2.com
11. livetv814.me
12. cdn.livetv814.me
13. streamingon.org
14. emb.apl357.me
15. livetv815.me
16. cdn.livetv815.me
17. noblockaabbdd-xcktb.xyz
18. embx222304.apl357.me
19. tutvlive.info
20. sporttvls.com
21. quest4play.xyz
22. antenasport.online

113. CANAL+ a également identifié deux services IPTV diffusant, sans autorisation, des manifestations sportives du Top 14, qui portent donc une atteinte manifeste à ses droits, à savoir les deux services IPTV illicites « XENONTV » et « LIONSMART » accessibles à partir des 2 noms de domaine listés ci-dessous qui font l'objet de la présente action (pièces n°27 et 28) :

XENONTV :

23. wfzrbhp.luxevpn.xyz

LIONSMART :

24. smart.lionsmart.cc

114. Les services IPTV litigieux sont également accessibles aux internautes depuis le territoire français.
115. CANAL+ produit des procès-verbaux d'agent assermenté de l'ALPA démontrant que les services IPTV précités ont principalement pour objectif de diffuser, sans autorisation, les manifestations sportives du Top 14 (pièces n°27 et 28).
116. Par ailleurs, l'ensemble des sites et services IPTV constatés détournait et empruntait le flux CANAL+ (« CANAL+ », « CANAL+ SPORT », « CANAL+ TOP 14 » ou « RUGBY+ »), tout en portant atteinte aux droits voisins de CANAL+ (pièces n°19 à 28).
117. Les listes des noms de domaine objets des mesures sollicitées en l'espèce s'établissent donc comme suit :

**Noms de domaine et liens portant atteinte aux droits des Sociétés CANAL+ :**

1. thesports1.org
2. livetv813.me
3. sportp2p.com
4. directatvhd.me
5. lshunter.net

6. antenasport.shop
7. antenasports.ru
8. antenasports.shop
9. ilovetoplay.xyz
10. hoca2.com
11. livetv814.me
12. cdn.livetv814.me
13. streamingon.org
14. emb.apl357.me
15. livetv815.me
16. cdn.livetv815.me
17. noblockaabbdd-xcktb.xyz
18. embx222304.apl357.me
19. tutvlive.info
20. sporttvls.com
21. quest4play.xyz
22. antenasport.online
23. wfzrbhp.luxevpn.xyz
24. smart.lionsmart.cc

#### 8. Sur les atteintes graves et répétées portées aux droits des Sociétés CANAL+

118. L'article L. 333-10 I alinéa 1<sup>er</sup> du Code du sport dispose :
- « Lorsqu'ont été constatées des atteintes graves et répétées au droit (...) le titulaire de ce droit peut saisir le président du tribunal judiciaire (...) ».*
119. En l'espèce, les demandresses ont fait procéder à des constatations par des agents assermentés de l'ALPA des atteintes qu'elles ont subies, au moins à deux reprises, au droit d'exploitation audiovisuelle et aux droits voisins sur les manifestations sportives du Top 14.
120. Les constatations par les agents assermentés de l'ALPA sur l'atteinte portée aux droits voisins précités démontrent nécessairement, dans le même temps, l'atteinte au droit d'exploitation audiovisuelle précité.
121. Ces constats démontrent au surplus que les sites internet litigieux inaccessibles via les services de résolution de noms de domaine des FAI, vraisemblablement en raison de la mise en œuvre d'une mesure de blocage par les FAI, sont toutefois accessibles via les services de résolution de noms de domaine alternatifs, notamment via ceux de GOOGLE, QUAD9 et VERCARA (pièces n°19, 23, 25, 69-1 et 71).
122. Les 7 et 14 septembre 2024, les agents assermentés de l'ALPA ont constaté la diffusion sans autorisation de manifestation sportive du Top 14 sur les sites internet et services IPTV précités – via les liens profonds, post redirection susvisés ou adresses passerelles – à savoir l'atteinte portée au droit d'exploitation audiovisuelle et aux droits voisins dont CANAL+ est titulaire (pièces n°19 à 28).
123. Les demandresses produisent le tableau de suivi des constatations et les tableaux relatifs aux noms de domaine et aux liens litigieux au format Excel et CSV (pièces n°29 et 31).
124. Comme exposé ci-avant, CANAL+ bénéficie, sur tout le territoire français, y compris les territoires d'outre-mer, des droits d'exploitation audiovisuelle à titre exclusif en vertu du contrat conclu avec la LNR et des droits voisins sur les programmes qu'elle édite en qualité d'entreprise de communication audiovisuelle.

125. Il est ainsi démontré une atteinte répétée aux droits des demanderesse par les sites et services IPTV litigieux qui diffusent, de manière habituelle et sans autorisation, des compétitions et manifestations sportives du Top 14.
126. Ces atteintes sont graves, car la valeur économique des droits atteints est très éphémère puisque limitée à la durée de la rencontre sportive considérée. La quasi-intégralité du préjudice subi par les demanderesse a donc été causée instantanément au cours des diffusions illicites qui ont été constatées.

### 9. Sur la nécessité de prévenir toute nouvelle atteinte par une mesure de blocage

127. L'article L. 333-10 I alinéa 1<sup>er</sup> du Code du sport dispose :

*« Lorsqu'ont été constatées des atteintes graves et répétées au droit (...) et afin de prévenir ou de remédier à une nouvelle atteinte grave et irrémédiable à ces mêmes droits, le titulaire de ce droit peut saisir le président du tribunal judiciaire, statuant (...) en référé, aux fins d'obtenir toutes mesures proportionnées propres à prévenir ou à faire cesser cette atteinte, à l'encontre de toute personne susceptible de contribuer à y remédier. »*

128. L'article L. 333-10 II alinéa 1<sup>er</sup> du même code précise :

*« Le président du tribunal judiciaire peut notamment ordonner, au besoin sous astreinte, la mise en œuvre, pour chacune des journées figurant au calendrier officiel de la compétition ou de la manifestation sportive, dans la limite d'une durée de douze mois, de toutes mesures proportionnées, telles que des mesures de blocage (...), propres à empêcher l'accès à partir du territoire français à tout service de communication au public en ligne, identifié ou qui n'a pas été identifié à la date de ladite ordonnance, diffusant illicitement la compétition ou manifestation sportive ou dont l'objectif principal ou l'un des objectifs principaux est la diffusion sans autorisation de la compétition ou manifestation sportive. (...) »* (soulignements et gras ajoutés)

129. En l'espèce, les demanderesse sont bien fondées à obtenir une mesure propre à prévenir une nouvelle atteinte à leurs droits respectifs, à savoir le droit d'exploitation audiovisuelle acquis à titre exclusif de la société GROUPE CANAL+ S.A., conformément à l'acte confirmatif, et les droits voisins des Sociétés CANAL+ sur les retransmissions sportives, en leur qualité d'entreprise de communication audiovisuelle.
130. En effet, les mesures prises amiablement par les demanderesse afin de tenter de prévenir de nouvelles atteintes, par le biais des notifications adressées aux hébergeurs ou intermédiaires techniques des sites et services IPTV litigieux, se sont révélées, à ce jour, infructueuses (pièce n°30).

Ces sites et services IPTV sont en effet encore accessibles comme le montre la seconde série de constatations réalisées par les agents de l'ALPA (pièces n°19 à 28).

131. À cet égard, les demanderesse font valoir que les dispositions de l'article L. 333-10 du Code du sport ne subordonnent néanmoins pas sa mise en œuvre à la justification d'une action préalable infructueuse des ayants droit envers, soit les éditeurs, soit les hébergeurs, soit les autres intermédiaires des sites litigieux.
132. En effet, le respect du principe de subsidiarité n'est pas requis en la matière, conformément à la jurisprudence<sup>17</sup>.
133. Ainsi, la mise en œuvre des mesures de blocage n'a, en tout état de cause, pas à être subsidiaire aux mesures susceptibles d'être prises à l'encontre des responsables de ces atteintes.

<sup>17</sup> C. Cass. 1<sup>ère</sup> Civ. 18 oct. 2023, n°22-18.926.

134. Conformément à la lettre et à l'esprit du nouveau dispositif légal, les demandereses en réfèrent donc au Président du Tribunal judiciaire, afin que soit prononcée judiciairement une mesure propre à réellement prévenir la survenance de nouvelles atteintes, par la mise à contribution des fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine alternatifs qui doivent prêter leurs concours en tant qu'intermédiaires susceptibles de contribuer à remédier auxdites atteintes.
135. Sans la mise en œuvre d'une telle mesure judiciaire, les nouvelles atteintes que les demandereses subiraient, en cas de poursuite de la diffusion sans autorisation des manifestations sportives du Top 14 par les sites et services IPTV litigieux, seraient effectivement irrémédiables, en l'absence de tout autre remède amiable et efficace qui aurait pour effet de les empêcher.
136. Les mesures énumérées, de manière non limitative, par l'article L. 333-10 II alinéa 1<sup>er</sup> du même code sont nécessairement des mesures proportionnées au sens du I du même article, puisqu'expressément énoncées par le législateur comme légalement admissibles et pouvant être ordonnées par le juge, dès lors que sont respectées les conditions imposées par ce texte, notamment quant à la limitation dans la durée et à l'identification des sites internet et services IPTV visés.
137. Par conséquent, les demandereses sont bien fondées à obtenir une mesure de blocage la résolution des noms de domaine de l'ensemble des sites et services IPTV litigieux précités, dans les conditions prévues par l'article L. 333-10 II alinéa 1<sup>er</sup> précité, et dans les termes du dispositif ci-après.
138. En tout état de cause, une telle mesure de blocage est proportionnée aux atteintes subies et à l'objectif poursuivi. Elle ne préjudicie pas aux intérêts des défenderesses dont la responsabilité n'est pas mise en cause.
139. Elle est en outre proportionnée notamment pour les motifs suivants :
- Les défenderesses permettent, par la seule mise à disposition des systèmes de résolution de noms de domaine, l'accès aux sites et services IPTV litigieux par leurs utilisateurs et ainsi aux pirates de proposer la diffusion non autorisée de manifestations sportives ;
  - Les défenderesses, en qualité de fournisseuses de systèmes de résolution de noms de domaine, sont des intermédiaires susceptibles de contribuer à remédier aux atteintes subies par CANAL+ en ce qu'elles ont la possibilité d'empêcher l'accès par leurs utilisateurs aux contenus proposés par les sites et services IPTV litigieux ;
  - La mesure de blocage de la résolution de noms de domaine des sites et services IPTV litigieux sollicitée est, au regard de la liberté d'expression et de communication, strictement nécessaire à la préservation des droits de CANAL+ en ce que :
    - elle permet de prévenir de nouvelles atteintes par les sites et services IPTV litigieux ;
    - elle vise des noms de domaine spécifiques ;
    - elle est limitée dans le temps ;
    - elle concerne des sites et services IPTV dont l'objectif principal ou l'un des objectifs principaux est de diffuser sans autorisation des manifestations sportives ;
    - elle ne porte donc pas atteinte à un quelconque droit des internautes, dont la protection a vocation à être exclue pour un accès aux contenus illicites.
  - Cette mesure de blocage est d'autant plus admissible qu'elle ne vise qu'à limiter l'accès à la diffusion illicite de manifestations sportives, les internautes n'étant absolument pas privés de l'accès à ces contenus sportifs pourvu qu'ils recourent à des offres licites ;

- Cette mesure de blocage est encore d'autant plus admissible que les utilisateurs des systèmes de résolution de noms de domaine fournis par les défenderesses sont d'ores et déjà informés de la possibilité du blocage de l'accès aux contenus illicites, par le biais des conditions d'utilisation auxquelles ils doivent consentir préalablement à leur utilisation du service ;
  - Cette mesure de blocage a pour effet d'empêcher ou, au moins, de rendre considérablement difficile le visionnage non autorisé des manifestations sportives et de décourager sérieusement les internautes, ayant eu recours aux systèmes de résolution de noms de domaine fournis par les défenderesses, de continuer à accéder aux sites pirates litigieux ;
  - Cette mesure de blocage est d'autant plus admissible que les fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine sont laissés libres du choix des mesures techniques à mettre en œuvre, afin de mettre en place concrètement un blocage de la résolution des noms de domaine des sites et services IPTV litigieux.
140. Enfin, il est rappelé que les dispositions de l'article L.333-10 du Code du sport ne subordonnent aucunement sa mise en œuvre à la justification d'une action préalable infructueuse des ayants droits envers les autres intermédiaires, et ce quand bien même les demanderesses ont procédé aux notifications à l'encontre des sites et services IPTV litigieux, en fonction de la disponibilité des coordonnées de ces intermédiaires.
141. Comme le souligne le Parlement européen dans sa résolution du 19 mai 2021, « *contrairement à d'autres secteurs, la valeur de la diffusion d'un événement sportif réside principalement dans le fait que celui-ci se déroule en direct et que l'essentiel de cette valeur disparaît lorsque l'événement prend fin* »<sup>18</sup>.
142. En effet, le dispositif de l'article L.333-10 du Code du sport a été instauré afin de permettre aux titulaires des droits d'agir le plus rapidement possible sans besoin du respect d'une subsidiarité, car les procédures existantes (LCEN ou L.336-2 du CPI) « *ne s'avèrent toutefois pas satisfaisantes eu égard à la spécificité du piratage des contenus sportifs et à l'urgence inhérente aux retransmissions audiovisuelles en direct de manifestations sportives* »<sup>19</sup>.
143. Dès lors, la mise en œuvre des mesures de blocage par les fournisseurs d'accès à internet ou de systèmes de résolution de noms de domaine n'a, en tout état de cause, pas à être subsidiaire aux mesures susceptibles d'être prises à l'encontre des responsables de ces atteintes.
144. **Par conséquent, l'action de CANAL+ est parfaitement recevable à l'égard des défenderesses qui ont incontestablement qualité à défendre, à raison de leur qualité de fournisseurs de systèmes de résolution de noms de domaine alternatifs, susceptibles de remédier aux atteintes portées aux droits des demanderesses, au sens de l'article L.333-10 I. alinéa 1er du Code du sport.**

## 10. Sur les modalités d'actualisation des mesures ordonnées

145. Les demanderesses sollicitent la mise en œuvre des modalités d'actualisation du jugement selon la procédure accélérée au fond à intervenir, dans les conditions prévues par la jurisprudence, par une nouvelle saisine du Président du Tribunal judiciaire de Paris, sur requête ou en référé, afin qu'il soit procédé à la mise à jour de la liste des noms de domaine objets de la mesure de blocage ordonnée.

<sup>18</sup> « Résolution du Parlement européen du 19 mai 2021 contenant des recommandations à la Commission sur les défis pour les organisateurs d'événements sportifs dans l'environnement numérique (2020/2073(INL)) », accessible via l'URL suivante : [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0236\\_FR.html#title1](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0236_FR.html#title1)

<sup>19</sup> Page 67 de l'étude d'impact du Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, accessible via l'URL suivante : [https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/Files/autour-de-la-loi/legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei\\_art\\_39\\_2021/ei\\_mice2106504l\\_cm\\_8.04.2021.pdf](https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/Files/autour-de-la-loi/legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei_art_39_2021/ei_mice2106504l_cm_8.04.2021.pdf)



146. En outre, les demanderesse sollicitent le bénéfice du dispositif d'actualisation (dit de « décision dynamique ») prévue par la loi, afin de permettre un blocage des sites et services IPTV non identifiés à la date du jugement selon la procédure accélérée au fond à intervenir, et ce dans des délais extrêmement courts incompatibles avec les délais les plus accélérés du service public de la justice.
147. En effet, l'article L. 333-10 II alinéa 1<sup>er</sup> précité prévoit :
- « Le président du tribunal judiciaire peut notamment ordonner, au besoin sous astreinte, **la mise en œuvre, (...) de toutes mesures proportionnées, telles que des mesures de blocage (...), propres à empêcher l'accès à partir du territoire français à tout service de communication au public en ligne, identifié ou qui n'a pas été identifié à la date de ladite ordonnance**, diffusant illicitement la compétition ou manifestation sportive ou dont l'objectif principal ou l'un des objectifs principaux est la diffusion sans autorisation de la compétition ou manifestation sportive. (...) »*
148. La mesure de blocage ordonnée à titre de sauvegarde des droits des demanderesse sur la compétition ou manifestation sportive concernée peut donc porter sur des sites internet et services IPTV qui ne sont pas encore connus et donc non encore identifiés à la date du jugement selon la procédure accélérée au fond à intervenir.
149. Mais ce, à condition qu'une telle mesure soit ordonnée par le juge qui participe ainsi à une forme de prévention d'un risque de dommage imminent dont la probabilité de survenance est forte.
150. En effet, afin de faire cesser ou de prévenir les futures atteintes qui seront portées par ces « futurs » sites et services IPTV litigieux, l'article L. 333-10 III du Code du sport dispose :
- « Pour la mise en œuvre des **mesures ordonnées** sur le fondement du II portant sur un service de communication au public en ligne non encore identifié à la date de l'ordonnance, et pendant toute la durée de ces mesures restant à courir, le titulaire de droits concerné communique à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique les données d'identification du service en cause, selon les modalités définies par l'autorité.*
- Lorsque les agents habilités et assermentés de l'autorité mentionnés à l'article L. 331-14 du code de la propriété intellectuelle constatent que le service mentionné au premier alinéa du présent III diffuse illicitement la compétition ou la manifestation sportive ou a pour objectif principal ou parmi ses objectifs principaux une telle diffusion, l'autorité notifie les données d'identification de ce service aux personnes mentionnées par l'ordonnance prévue au II afin qu'elles prennent les mesures ordonnées à l'égard de ce service pendant toute la durée de ces mesures restant à courir. (...) »*
151. Ce relais prévu par le législateur entre l'autorité judiciaire et une autorité administrative indépendante suppose un contrôle et une autorisation préalable du juge sur le principe même de la mise en œuvre d'un tel dispositif de « décision dynamique ».
152. Ce dispositif peut être mis en œuvre, sans préjudice du dispositif « traditionnel » d'actualisation des décisions judiciaires évoqué ci-dessus, étant précisé que ces deux dispositifs d'actualisation ne présentent pas les mêmes modalités de mise en œuvre ni la même célérité.
153. Il est désormais de jurisprudence constante que le Président du Tribunal judiciaire ordonne la mise en œuvre de ce dispositif dans le cadre des actions fondées sur l'article L.333-10 précité.

154. En l'espèce, compte tenu des atteintes graves et répétées subies par les demandresses à leurs droits, les sociétés GROUPE CANAL+ S.A. et SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. s'estiment bien fondées à solliciter le bénéfice du dispositif de décision « dynamique » permettant d'étendre la mesure de blocage ordonnée à l'encontre de sites et services IPTV non-encore identifiés à la date du jugement selon la procédure accélérée au fond à intervenir, dans les conditions prévues par l'article L.333-10 III du Code sport, sous le contrôle de l'ARCOM.

## PAR CES MOTIFS

Vu l'article L.333-10 du Code du sport ;  
Vu l'article L.216-1 du Code de la propriété intellectuelle ;  
Vu l'article 481-1 du Code de procédure civile ;

Il est demandé à Monsieur le Président du Tribunal judiciaire de Paris, statuant selon la procédure accélérée au fond, de :

1. **JUGER** recevables et bien fondées les demandes des sociétés GROUPE CANAL+ S.A. et SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. en vue de prévenir une nouvelle atteinte grave et irrémédiable au droit d'exploitation audiovisuelle et aux droits voisins dont elles sont respectivement titulaires sur le Championnat de France de rugby masculin professionnel de 1<sup>ère</sup> division à XV, dénommé « Top 14 » ;

En conséquence,

2. **ORDONNER** aux sociétés CLOUDFLARE, INC., GOOGLE LLC, GOOGLE IRELAND LIMITED, QUAD9 et VERCARA LLC de mettre en œuvre, dans le cadre de leurs systèmes de résolution de noms de domaine respectifs dénommés « DNS CLOUDFLARE », « GOOGLE PUBLIC DNS », « QUAD9 » et « ULTRADNS PUBLIC » toutes mesures de blocage propres à empêcher l'accès à partir du territoire français, y compris tous les territoires d'outre-mer de la France, par tout moyen efficace et notamment par le blocage de noms de domaine et de sous-domaines, aux **sites internet et services IPTV identifiés** accessibles à partir des noms de domaine ou sous-domaines qui portent atteinte au droit acquis à titre exclusif par accord d'exploitation audiovisuelle de la société GROUPE CANAL+ S.A. et aux droits voisins des sociétés GROUPE CANAL+ S.A. et SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S., et ce pour chacune des journées figurant au calendrier officiel de la compétition « Top 14 », jusqu'à la date de fin de la saison 2024/2025, actuellement fixée au 28 juin 2025 :

3. thesports1.org
4. livetv813.me
5. sportp2p.com
6. directatvhd.me
7. lshunter.net
8. antenasport.shop
9. antenasports.ru
10. antenasports.shop
11. ilovetoplay.xyz
12. hoca2.com
13. livetv814.me
14. cdn.livetv814.me
15. streamingon.org
16. emb.apl357.me
17. livetv815.me
18. cdn.livetv815.me
19. noblockaabbdd-xcktb.xyz
20. embx222304.apl357.me

21. tutvlive.info
  22. sporttvls.com
  23. quest4play.xyz
  24. antenasport.online
  25. wfzrbhp.luxevpn.xyz
  26. smart.lionsmart.cc
3. **ORDONNER** aux sociétés CLOUDFLARE, INC., GOOGLE LLC, GOOGLE IRELAND LIMITED, QUAD9 et VERCARA LLC de mettre en œuvre les mesures précitées au plus tard dans un délai de trois jours à compter de la signification du jugement à intervenir ;
  4. **ORDONNER** aux sociétés CLOUDFLARE, INC., GOOGLE LLC, GOOGLE IRELAND LIMITED, QUAD9 et VERCARA LLC de mettre en œuvre, dans le cadre de leurs systèmes de résolution de noms de domaine respectifs dénommés « DNS CLOUDFLARE », « GOOGLE PUBLIC DNS », « QUAD9 » et « ULTRADNS PUBLIC » toutes mesures propres à empêcher l'accès par tout moyen efficace et notamment par le blocage de noms de domaine et de sous-domaines, aux sites internet et services IPTV non encore identifiés à la date du jugement à intervenir, sur la base des données d'identification de ces sites et services IPTV qui leur seront, le cas échéant, notifiées par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM), conformément à l'article L.333-10 III du Code du sport, et ce selon les modalités déterminées par l'ARCOM ;
  5. **DIRE** que les sociétés CLOUDFLARE, INC., GOOGLE LLC, GOOGLE IRELAND LIMITED, QUAD9 et VERCARA LLC devront informer sans délai, les sociétés GROUPE CANAL+ S.A. et SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. par l'intermédiaire de leurs conseils, de la réalisation des mesures ordonnées à l'égard des sites et services IPTV identifiés précités et, le cas échéant, les difficultés qu'elles rencontreraient ;
  6. **DIRE** que les sociétés GROUPE CANAL+ S.A. et SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. devront informer les sociétés CLOUDFLARE, INC., GOOGLE LLC, GOOGLE IRELAND LIMITED, QUAD9 et VERCARA LLC de toute modification de la date de fin de la saison 2024/2025 de la compétition « Top 14 », à laquelle les mesures ordonnées prendront fin ;
  7. **RAPPELER** que, pendant toute la durée des mesures ordonnées, les sociétés GROUPE CANAL+ S.A. et SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. pourront communiquer à l'ARCOM les données d'identification de tout service de communication au public en ligne qui n'a pas été identifié à la date du jugement à intervenir, diffusant illicitement la compétition « Top 14 », ou dont l'objectif principal ou l'un des objectifs principaux est la diffusion sans autorisation de la compétition « Top 14 », et ce aux fins de mise en œuvre des pouvoirs conférés à l'ARCOM par les articles L. 333-10 III et L. 333-11 du Code du sport ;
  8. **DIRE** qu'aux fins d'actualisation des mesures ordonnées ou en cas de difficulté dans la mise en œuvre des mesures ordonnées à l'encontre des sites et services IPTV identifiés ou des sites et services IPTV non encore identifiés à la date du jugement à intervenir, les sociétés GROUPE CANAL+ S.A. et SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. pourront en tout état de cause saisir le Président du Tribunal judiciaire de Paris, sur requête ou en référé ;
  9. **RAPPELER** que le jugement à intervenir est de droit exécutoire à titre provisoire ;
  10. **DIRE** n'y avoir lieu à l'application de l'article 700 du Code de procédure civile ;
  11. **DIRE** que chaque partie conserve la charge de ses frais et dépens.

SOUS TOUTES RÉSERVES

Catégorie	N°	Description
Information sur le piratage audiovisuel des contenus sportifs en France	1.	Étude de l'impact économique de la consommation illicite en ligne de contenus audiovisuels et de retransmissions d'événements sportifs publiée en décembre 2020 par l'HADOPI
	2.	Publication de l'HADOPI en décembre 2020 sur le manque à gagner dû à la consommation illicite en ligne de contenus audiovisuels et de retransmissions d'événements sportifs
	3.	Rapport d'étude quantitative relatif à "Impact du blocage des services illicites de sport", publié par l'ARCOM le 25 octobre 2022
	4.	Baromètre de la consommation des contenus culturels et sportifs dématérialisés, Édition 2023, publié en décembre 2023 par l'ARCOM
	5.	Baromètre de la consommation de programmes sportifs, publié en mai 2024 par l'ARCOM
Informations relatives à CANAL+ et ses chaînes	6.	Extrait Kbis relatif à GROUPE CANAL+ S.A.
	7.	Extrait Kbis relatif à SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S
	8.	Extrait du rapport financier et états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2023, publié par VIVENDI
	9.	Convention entre le CSA (ARCOM) et la SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S
	10.	Conventions entre l'ARCOM et SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. sur les chaînes CANAL+ FOOT et CANAL+ SPORT 360
	11.	11-1 Conventions entre le CSA et la société Groupe CANAL+ sur KIOSQUESPORTS (MULTISPORTS)
		11-2 Page relative à MULTISPORTS accessible sur le site officiel de CANAL+
12.	Récépissés de déclaration du service de télévision relative aux chaînes digitales de CANAL+	
Informations relatives à la compétition sportive Top 14 et à la diffusion des manifestations sportives par CANAL+	13.	Convention entre le FFR et la LNR
	14.	Extrait des Règlements généraux de la Ligue nationale de Rugby pour la saison 2024/2025
	15.	Acte confirmatif de la Ligue Nationale de Rugby à GROUPE CANAL+ S.A.
	16.	16-1 Calendrier officiel du Top 14 pour la saison 2024/2025
		16-2 Calendrier des matchs du TOP14 disponible sur le site officiel du TOP14
	17.	Extraits du site officiel du TOP14 concernant le partenariat avec CANAL+
	18.	Extraits de TELE-LOISIRS relatifs aux chaînes CANAL+, CANAL+, CANAL+ SPORT et CANAL+ TOP 14 et extraits du site <allrugby.com> relatif à la chaîne RUGBY+
Procès-verbaux de constat sur la diffusion illicite par un agent assermenté de l'ALPA	19.	19-1 PV ALPA n°34295 en date du 7 septembre 2024 sur <thesports1.org> + Annexe
		19-2 PV ALPA n°34357 en date du 14 septembre 2024 sur <thesports1.org> + Annexe
	20.	20-1

		PV ALPA n° 34297 en date du 7 septembre 2024 sur <livetv813.me> + Annexe
		20-2 PV ALPA n° 34258 en date du 14 septembre 2024 sur <livetv813.me> + Annexe
	21.	21-1 PV ALPA n° 34298 en date du 7 septembre 2024 sur <sportp2p.com>+ Annexe
		21-2 PV ALPA n° 34359 en date du 14 septembre 2024 sur <sportp2p.com> + Annexe
	22.	22-1 PV ALPA n° 34299 en date du 7 septembre 2024 sur <directatvhd.me> + Annexe
		22-2 PV ALPA n° 34360 en date du 14 septembre 2024 sur <directatvhd.me> + Annexe
	23.	23-1 PV ALPA n° 34302 en date du 7 septembre 2024 sur <lshunter.net> + Annexe
		23-2 PV ALPA n° 34361 en date du 14 septembre 2024 sur <lshunter.net> + Annexe
	24.	24-1 PV ALPA n° 34303 en date du 7 septembre 2024 sur <antenasport.shop> + Annexe
		24-2 PV ALPA n° 34363 en date du 14 septembre 2024 sur <antenasport.shop> + Annexe
	25.	25-1 PV ALPA n° 34304 en date du 7 septembre 2024 sur <antenasports.ru> + Annexe
		25-2 PV ALPA n° 34363 en date du 14 septembre 2024 sur <antenasports.ru> + Annexe
	26.	26-1 PV ALPA n° 34305 en date du 7 septembre 2024 sur <antenasports.shop> + Annexe
		26-2 PV ALPA n° 34364 en date du 14 septembre 2024 sur <antenasports.shop> + Annexe
	27.	27-1 PV ALPA n° 34294 en date du 7 septembre 2024 sur le service IPTV « XENONTV » + Annexe et justificatif d'achat
		27-2 PV ALPA n° 34356 en date du 14 septembre 2024 sur le service IPTV « XENONTV » + Annexe et justificatif d'achat
	28.	28-1 PV ALPA n° 34295 en date du 7 septembre 2024 sur le service IPTV « LIONSMART » + Annexe et justificatif d'achat
		28-2 PV ALPA n° 34355 en date du 14 septembre 2024 sur le service IPTV « LIONSMART » + Annexe et justificatif d'achat
Résultats des constats et notifications	29.	Tableaux récapitulatifs des constats
	30.	Notifications concernant l'ensemble des sites et services IPTV visés par la présente action

	31.	Listes des noms de domaine portant atteinte au droit d'exploitation audiovisuelle et aux droits voisins de CANAL+
Informations sur les défenderesses	32.	Fiche RNE relative à BOUYGUES TELECOM S.A. ;
	33.	Fiche RNE relative à SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE – SFR S.A. ;
	34.	Fiche RNE relative à SFR FIBRE SAS S.A.S. ;
	35.	Fiche RNE relative à OUTREMER TELECOM S.A.S. ;
	36.	Fiche RNE relative à SOCIETE REUNIONNAISE DU RADIOTELEPHONE S.C.S. ;
	37.	Fiche RNE relative à FREE S.A.S. ;
	38.	Fiche RNE relative à FREE MOBILE S.A.S. ;
	39.	Fiche RNE relative à FREE CARAIBE S.A.S. ;
	40.	Extrait Kbis relatif à ORANGE S.A. ;
	41.	Fiche RNE relative à SAS SPM TELECOM S.A.S. ;
	42.	42-1 Fiche du RNE relative à CANAL+ TELECOM S.A.S. 42-2 Courrier de CANAL+TELECOM S.A.S.
	43.	Fiche du RNE relative à DAUPHIN TELECOM S.A.S.
	44.	Fiche du RNE relative à DIGICEL ANTILLES FRANÇAISES GUYANE S.A.
	45.	Fiche du RNE relative à GLOBALTEL S.A.R.L.
	46.	Fiche du RNE relative à PARABOLE REUNION S.A.
	47.	Fiche du RNE relative à TELCO OI S.A.S.
	48.	Fiche du RNE relative à UNITED TELECOMMUNICATION SERVICES CARAIBE S.A.R.L.
	49.	Fiche du RNE relative à ZEOP S.A.S.
	50.	Fiche du RNE relative à ZEOP MOBILE S.A.S.
	51.	Fiche du RNE relative à CAN'L
	52.	Fiche du RNE relative à MICROLOGIC SYSTEMS
	53.	Fiche du RNE relative à NAUTILE
	54.	Fiche du RNE relative à la société OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS DE NOUVELLE-CALEDONIE (EPIC)
	55.	Fiche du RNE relative à OFFRATEL
	56.	Fiche du RNE relative à TELENET
	57.	Extrait de Kbis + Attestation de situation au répertoire des entreprises de l'ISPF (Institut de la statistique de la Polynésie Française) relatifs à PACIFIC MOBILE TELECOM SAS
	58.	Fiche du RNE relative à VITI + Attestation de situation au répertoire des entreprises de l'ISPF (Institut de la statistique de la Polynésie Française)
	59.	Fiche du RNE relative à ONATI + Attestation de situation au répertoire des entreprises de l'ISPF (Institut de la statistique de la Polynésie Française)
	60.	Fiche d'information relative à SERVICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (Wallis-et-Futuna)
	61.	Certificat d'enregistrement ou équivalent sur MICROSOFT IRELAND OPERATIONS LIMITED
	62.	Certificat d'enregistrement ou équivalent sur GOOGLE LLC
	63.	Certificat d'enregistrement ou équivalent sur GOOGLE IRELAND LIMITED
	64.	Procès-verbal de constat par Me [REDACTED] commissaire de justice, en date du 29 septembre 2022 sur GOOGLE PUBLIC DNS
	65.	Certificat d'enregistrement ou équivalent sur CLOUDFLARE
	66.	Procès-verbal de constat par Me [REDACTED] commissaire de justice, en date du 29 septembre 2022 sur DNS CLOUDFLARE
	67.	Extrait du site GOOGLE PUBLIC DNS

	68.	Extrait du Registre du commerce du canton de Zurich relatif à QUAD9
	69-1	Procès-verbal de constat par Me [REDACTED] commissaire de justice, en date du 11 septembre 2024 sur QUAD9
	69-2	Procès-verbal de constat par Me [REDACTED] commissaire de justice, en date du 13 septembre 2024 sur QUAD9
	70.	Extrait du site <opencorporates.com> relatif à VERCARA LLC (source registre des sociétés de l'État de Virginie (US))
	71-1	Procès-verbal de constat par Me [REDACTED] commissaire de justice, en date du 12 septembre 2024 sur ULTRADNS PUBLIC
	71-2	Procès-verbal de constat par Me [REDACTED] commissaire de justice, en date du 13 septembre 2024 sur ULTRADNS PUBLIC
Accord ARCOM	72.	Communiqué de presse du 18 janvier 2023 publié par l'ARCOM relatif à la signature de l'accord entre les fournisseurs d'accès à internet et les titulaires de droit sportif visant à protéger les transmissions sportives ;
	73.	Annonce du JO en date du 10 mars 2018 relative à la déclaration de l'APPS ;
	74.	Communiqué de presse de l'APPS en janvier 2018 relatif au lancement de l'association ;
	75.	Modèle d'accord adopté en application du IV de l'article L.333-10 du Code du sport publié et adopté par l'ARCOM le 18 janvier 2023 ;
	76.	Page extraite du site internet officiel de FFTELECOMS ;
Explications sur les résolveurs DNS alternatifs	77.	« L'Essentiel – Les études de l'Hadopi en 10 minutes chrono - #13 – janvier 2019 » publié par Hadopi
	78.	Extrait de l'étude d'impact du Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique
	79.	« Rapport de préconisations opérationnelles afin de garantir l'efficacité des mesures de blocage contre le piratage des contenus culturels et sportifs » publié par HADOPI
Préoccupations concernant le contournement des mesures de blocage FAI via DNS alternatif	80.	« Réponse de l'ARCOM à l'appel à contributions de la Commission européenne relatif à la lutte contre le piratage en ligne de contenus en direct » en date du 15 février 2023
	81.	Recommandation (UE) 2023/1018 de la Commission du 4 mai 2023 sur la lutte contre le piratage en ligne des manifestations sportives et autres événements en direct
	82.	Extrait du rapport de l'EUIPO « Live Event Piracy Discussion Paper » publié en mars 2023
	83.	Extrait du rapport « Stratégies de lutte contre le piratage des contenus culturels et sportifs en France et à l'international » (2019-2020) publié par HADOPI
Décisions d'autres États membres de l'UE à l'égard de DNS alternatif	84.	Extrait du rapport de l'EUIPO « Recent European case-law on the infringement and enforcement of intellectual property rights » publié en mars 2023
	85.	Décision du Tribunal de Milan en date du 11 juillet 2022 (version originale italienne et sa traduction simple vers le français par un traducteur)
	86.	Décision du Tribunal ordinaire de Milan en date du 22 septembre 2022 (version originale italienne et sa traduction simple vers le français par un traducteur)
	87.	Décision du Tribunal de Milan en date du 28 mars 2023 (version originale italienne et sa traduction simple vers le français par un traducteur)

	88.	Décision du Tribunal de grande instance de Hambourg en date du 30 novembre 2021 (version originale allemande et sa traduction simple vers le français par un traducteur)
	89.	Décision du Tribunal judiciaire de Leipzig en date du 1 <sup>er</sup> mars 2023 (version originale allemande et sa traduction simple vers le français par un traducteur)
	90.	Décision de la Cour d'appel de Cologne en date du 9 octobre 2020 (version originale allemande et sa traduction simple vers le français par un traducteur)
Procès-verbaux de constat sur l'utilisation de DNS alternatif	91.	Procès-verbal de constat par Me [REDACTED] commissaire de justice, en date du 29 septembre 2022, sur les articles de tutoriel relatif au changement DNS
	92.	Procès-verbal de constat par Me [REDACTED] commissaire de justice, en date du 5 septembre 2023 sur les articles de tutoriel relatifs au changement DNS
	93.	Procès-verbal de constat par Me [REDACTED] commissaire de justice, en date du 2 février 2024, sur la popularité du service proposé par les défenderesses



## FÉRAL

<i>z. Hd. des Herrn Präsidenten des Tribunal Judiciaire de Paris</i>
CANAL+ / DNS (TOP14 2024/2025)
Beschleunigtes Verfahren in der Sache gemäß L.333-10 des Sportgesetzbuches
NR. R.G.

**VORLADUNG NACH DEM BESCHLEUNIGTEN VERFAHREN IN DER HAUPTSACHE**  
VOR DEM PRÄSIDENTEN DES GERICHTSHOFS VON PARIS  
**UND KÜNDIGUNG VON ANORDNUNGEN AUF ANTRAG UND VON SCHRIFTSTÜCKEN**  
*Artikel L. 333-10 des Sportgesetzbuchs*

IM JAHR ZWEITAUSENDVIERUNDZWANZIG UND AM

AUF ANTRAG VON :

**GROUPE CANAL+**

Aktiengesellschaft mit Vorstand und Aufsichtsrat mit einem Kapital von 208 382 066 Euro, eingetragen im Nationalregister der Unternehmen unter der Nummer 420 624 777, mit Sitz in 50 rue Camille Desmoulins 92863 Issy-les-Moulineaux Cedex 9 (Frankreich), vertreten durch den Vorsitzenden ihres Vorstands, Herrn [REDACTED] in seiner Eigenschaft als gesetzlicher Vertreter, der in dieser Eigenschaft am selben Sitz ansässig ist ;

**SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS**

Vereinfachte Aktiengesellschaft mit einem Kapital von 95 018 076 Euro, eingetragen im Nationalregister der Unternehmen unter der Nummer 329 211 734, mit Sitz in 50 rue Camille Desmoulins 92863 Issy-les-Moulineaux Cedex 9 (Frankreich), vertreten durch ihren Vorsitzenden, [REDACTED] in seiner Eigenschaft als gesetzlicher Vertreter, der in dieser Eigenschaft am selben Sitz ansässig ist;

Im Folgenden gemeinsam als "**CANAL+ Gesellschaften**" oder "**CANAL+**" bezeichnet

Haben als Rechtsanwalt : **FÉRAL AARPI**

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
Paris #J106

*der sich über diese Vorladung und ihre Folgen konstituiert ;*

HABE ICH, UNTERZEICHNENDER JUSTIZKOMMISSAR,

DIE EHRE, DIE FOLGENDEN GESELLSCHAFTEN ZU DENUNZIEREN UND ZU ÜBERGEBEN:

- Eine Kopie des Antrags der Gesellschaften GROUPE CANAL+ und SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. vom 20. September 2024 und des Beschlusses auf Antrag, der am 20. September 2024 auf Grundlage der Bestimmungen von Artikel 481-1 der Zivilprozessordnung vom Präsidenten des Pariser Gerichtshofs erlassen wurde und der die Gesellschaften GROUPE CANAL+ und SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. ermächtigt, die unten genannten Gesellschaften im

beschleunigten Verfahren in der Sache vorzuladen, und zwar zu der nachfolgend angegebenen Anhörung;

- Ein Link, der den Zugang zu und das Herunterladen von allen Dokumenten ermöglicht, auf die in dem am Ende dieser Ladung aufgeführten Verzeichnis Bezug genommen wird, nämlich :

<https://www.dropbox.com/t/52UkriHg1IPOChml>

#### **CLOUDFLARE, INC.**

Gesellschaft nach dem Recht des Staates Delaware (USA), eingetragen unter der Nummer 4710875, deren Zustellungsbevollmächtigter REGISTERED AGENT SOLUTIONS, INC. ist.

838 Walker Road Suite 21-2, Dover, Kent, Delaware 19904 (Vereinigte Staaten von Amerika), und mit Hauptniederlassung 101 Townsend Street, San Francisco, California 94107 (Vereinigte Staaten von Amerika), vertreten durch ihren gesetzlichen Vertreter, der in dieser Eigenschaft am genannten Sitz ansässig ist ;

*Wo seiend und sprechend zu, wie es am Ende des Aktes heißt,*

#### **GOOGLE LLC**

Gesellschaft ("Limited Liability Company") nach dem Recht des Staates Delaware (USA), eingetragen unter der Nummer 3582691, Zustellungsbevollmächtigter: CORPORATION SERVICE COMPANY 251 Little Falls Drive, Wilmington, New Castle, Delaware, 19808 (USA), mit Hauptgeschäftssitz in 1600 Amphitheatre Parkway Mountain View, CA 94043 (USA), vertreten durch ihren gesetzlichen Vertreter, der in dieser Eigenschaft am selben Ort ansässig ist ;

*Wo seiend und sprechend zu, wie es am Ende des Aktes heißt,*

#### **GOOGLE IRELAND LIMITED**

Gesellschaft nach irischem Recht ("Private Company Limited by Shares"), eingetragen unter der Nummer 368047, mit eingetragenem Sitz in Gordon House, Barrow Street, Dublin 4, Dublin, D04E5W5 (Irland), vertreten durch ihren gesetzlichen Vertreter, der in dieser Eigenschaft am genannten Sitz ansässig ist ;

*Wo seiend und sprechend zu, wie es am Ende des Aktes heißt,*

#### **QUAD9**

Gesellschaft nach Schweizer Recht, eingetragen unter der Nummer CHE435.091.407 mit Sitz in c/o SWITCH, Werdstrasse 2, 8004 Zürich (Schweiz), vertreten durch ihren gesetzlichen Vertreter, der in dieser Eigenschaft an diesem Sitz ansässig ist ;

*Wo seiend und sprechend zu, wie es am Ende des Aktes heißt,*

#### **VERCARA LLC**

-Gesellschaft ("Limited Liability Company") nach dem Recht des Staates Virginia (Vereinigte Staaten von Amerika), eingetragen unter der Nummer 11296562, deren Zustellungsbevollmächtigter C T CORPORATION SYSTEM 4701 Cox Rd Ste 285, Glen Allen, VA 23060-6808 (Vereinigte Staaten von Amerika) ist und deren Hauptniederlassung sich in 2201 Cooperative Way Ste 350, Herndon, VA 20171-3099 (Vereinigte Staaten von Amerika) befindet, vertreten durch ihren gesetzlichen Vertreter, der in dieser Eigenschaft am genannten Sitz ansässig ist ;

*Wo seiend und sprechend zu, wie es am Ende des Aktes heißt,*

UND DIE EHRE, DIE FOLGENDEN GESELLSCHAFTEN ZU INFORMIEREN:

- CLOUDFLARE, INC., vorgeannt ;
- GOOGLE LLC, oben genannt ;
- GOOGLE IRELAND LIMITED, oben genannt ;
- QUAD9, oben genannt ;
- VERCARA LLC, oben genannt ;

**DASS SIE VORGELADEN SIND**

**Dienstag, den 5. November 2024 um 14.00 Uhr**

vor dem Präsidenten des Tribunal Judiciaire de Paris, der im beschleunigten Verfahren in der Hauptsache entscheidet, im Tribunal Judiciaire de Paris, Parvis du Tribunal de Paris 75859 PARIS CEDEX 17 [REDACTED], 1<sup>ère</sup> stellvertretende Vizepräsidentin (3<sup>ème</sup> Kammer, 1<sup>ère</sup> Abteilung), in dem Sitzungssaal, der am Tag der Sitzung auf den Anschlagtafeln im Erdgeschoss des Gerichts angegeben ist).

**SEHR WICHTIG**

Innerhalb von 15 Tagen ab dem Datum dieser Urkunde oder vor dem Datum, das für die oben genannte Anhörung festgelegt wurde, sind Sie verpflichtet, einen Anwalt zu gründen, um vor dem Präsidenten des Gerichtshofs in Paris von einem Anwalt vertreten zu werden, der vor diesem Gericht als Postulant zugelassen ist.

Andernfalls riskieren Sie, dass ein Urteil gegen Sie allein auf der Grundlage der von Ihren Gegnern vorgelegten Beweise gefällt wird.

Die Schriftstücke, auf die sich die Anträge stützen, sind am Ende des Schriftstücks angegeben, und eine Kopie dieser Schriftstücke wird Ihnen wie oben beschrieben zusammen mit diesem Schriftstück ausgehändigt.

**ANTRAGSGEGENSTAND**

Es wird beantragt, dass der Präsident des Tribunal Judiciaire de Paris aus den nachfolgend dargelegten Gründen im beschleunigten Verfahren in der Hauptsache anordnet, dass die Beklagten in **ihrer Eigenschaft als Anbieter von Systemen zur Auflösung von Domainnamen** dringend alle Maßnahmen ergreifen, die geeignet sind, den Zugang zu den streitigen IPTV-Websites und -Diensten von französischem Hoheitsgebiet aus zu verhindern, indem sie die Bestimmungen des Art. L.333-10 des Sportgesetzes anwenden.

**1. Über die audiovisuelle Piraterie von Sportinhalten**

**1.1 Zur audiovisuellen Piraterie der Sportinhalte der CANAL+ Gesellschaften**

1. CANAL+ ist regelmäßig Opfer audiovisueller Piraterie von Sportinhalten, für die es die Rechte erworben hat und die es in Frankreich über Online-Dienste für die öffentliche Kommunikation, darunter Streaming-Dienste und IPTV-Dienste, ausstrahlt.

**1.1.1 Zu illegalen Streamingdiensten**

2. Streaming ist eine Methode zur Online-Verbreitung von audiovisuellen Inhalten, die es den Nutzern ermöglicht, audiovisuelle Werke auf Abruf anzusehen, ohne den Inhalt vorher herunterladen zu müssen. Die Daten werden von einem Server auf das Gerät des Nutzers gestreamt.
3. Das Streaming kann entweder von "statischen" Inhalten ausgehen, die auf einem Hosting-Dienst gespeichert sind, oder von Inhalten, die live gesendet werden: dann spricht man von "Live-Streaming".
4. Indem die Streaming-Plattformen den Nutzern ermöglichen, Sportinhalte, an denen CANAL+ die Exklusivrechte erworben hat und die sie ohne vorherige Zustimmung von CANAL+ verbreiten, online, kontinuierlich und häufig kostenlos und live anzusehen, verletzen sie zwangsläufig die Rechte der CANAL+-Gesellschaften.

### **1.1.2 Zu illegalen IPTV-Diensten**

5. Zu den verschiedenen Mitteln, die Piraten einsetzen, gehört in den letzten Jahren auch das Internet Protocol Television ("IPTV"). Ein IPTV-Dienst ist eine Online-Videoplattform, die den Nutzern Zugang zu Fernsehkanalpaketen und Video-on-Demand-Diensten bietet, oft gegen eine Gebühr.
6. Seine Funktionsweise kann wie folgt zusammengefasst werden:
  - Inhalte (audiovisuelle Kanäle und Programme) werden in digitale Dateien umgewandelt ;
  - Diese Dateien sind codiert (komprimiert in einem Format, das für die Verbreitung im Internet geeignet ist) ;
  - Die kodierte Dateien werden dann auf dedizierten IPTV-Servern gespeichert, die mit dem Internet verbunden sind ;
  - Wenn ein Nutzer einen Inhalt ansehen möchte, "sendet" er über eine spezielle Box, Anwendung oder Set-Top-Box eine Anfrage an einen IPTV-Server ;
  - Der IPTV-Server antwortet auf die Anfrage des Nutzers, indem er ihm einen Datenstrom in Echtzeit sendet. Dieser Stream wird schließlich dekodiert, um den Inhalt auf dem Bildschirm anzuzeigen.
7. Diese Art von Dienst ist rechtswidrig, wenn er den Nutzern den Zugang zu Sportinhalten, an denen CANAL+ das audiovisuelle Verwertungsrecht und/oder das verwandte Schutzrecht eines Unternehmens der audiovisuellen Kommunikation besitzt, im Rahmen eines Video-on-Demand-Dienstes ohne die Genehmigung von CANAL+ ermöglicht.

### **1.2 Zur audiovisuellen Piraterie von Sportinhalten in Frankreich**

8. Die HADOPI veröffentlichte im Dezember 2020 eine Studie über die wirtschaftlichen Auswirkungen des illegalen Online-Konsums von audiovisuellen Inhalten und Sportübertragungen in Frankreich. Sie ergab, dass der Markt für audiovisuelle Inhalte und der Markt für Sportübertragungen in Frankreich einen jährlichen Wert von 9,5 bzw. 6 Milliarden Euro darstellten (Belege Nr. 1 und 2).
9. Beispielsweise nutzten im September 2020 3,4 Millionen Internetnutzer diese Art des illegalen Konsums von Sportinhalten, wobei sie besonders eifrig sind, da 65% von ihnen mindestens einmal pro Woche betrügerisch auf diese Inhalte zugreifen (Exponat Nr. 1, S. 32-35).
10. Die wichtigsten Sportveranstaltungen, die Opfer dieser Piraterie wurden, waren Fußball, Tennis und Rugby (Beleg Nr. 1, Seite 35 und Beleg Nr. 5, Seite 92).
11. Darüber hinaus greifen laut dem am 25. Oktober 2022 von der ARCOM veröffentlichten Bericht über die Auswirkungen der Sperrung illegaler Sportdienste 21 % der französischen Internetnutzer auf illegale Weise,

insbesondere über "Live-Streaming" oder illegale "IPTV"-Mittel <sup>1</sup> (Internetfernsehen), auf Live-Sportübertragungen zu (Beleg Nr. 3, Seite 11).

12. Laut der von der ARCOM im Dezember 2023 veröffentlichten Studie haben im Jahr 2023 24 % der Internetnutzer dematerialisierte Kultur- und Sportinhalte auf illegale Weise konsumiert. Was die Art und Weise des Zugangs zu Inhalten betrifft, so sind Streaming und direkte Downloads nach wie vor die am häufigsten genutzten Methoden von Konsumenten mit illegalen Praktiken (49 % bzw. 38 % im Jahr 2023) (Teil 4, Seite 9), dicht gefolgt von illegalen IPTV-Anwendungen und -Boxen (22 %) (Teil 4, Seite 93).
13. Laut dem von der ARCOM im Mai 2024 veröffentlichten Barometer zum Konsum von Sportprogrammen verfolgen 67% der Franzosen Live-Sportübertragungen (Beleg Nr. 93, Seite 85). Was die Art des Zugangs zu diesen Live-Inhalten betrifft, so greifen 30 % der Franzosen auf eine illegale Art des Konsums zurück, davon 27 % über illegale Streaming-Websites, 19 % über eine nicht offizielle IPTV-Box und 18 % über eine nicht offizielle IPTV-Anwendung oder -Software (Beleg Nr. 5, Seite 57).
14. Ebenfalls laut dieser Studie sind Fernsehsender der wichtigste Kanal für die Betrachtung von Live-Sportübertragungen, und 19% der Franzosen greifen auf diese Kanäle über illegale Mittel zu, wie Streaming-Websites und illegale IPTV-Boxen (Beleg Nr. 5, Seite 59).
15. Unter den Live-Streaming-Konsumenten machen die illegalen Sichtungen die folgenden nicht unerheblichen Prozentsätze aus (Beleg Nr. 3, Seite 20) :
  - 30% für Foot ;
  - 19% für Tennis ;
  - 18% für Motorsport ;
  - 15% für Rugby.
16. Bei Rugby, einschließlich der französischen Rugby XV-Meisterschaft, der sogenannten "Top 14", machen die Konsumenten von unerlaubtem Live-Streaming 15 Prozent aus (Beleg Nr. 3, Seite 20).
17. Die ARCOM enthüllt im Übrigen, dass 33% der Internetnutzer, die mit der Sperrung von Websites konfrontiert werden, im Jahr 2022 zu anderen illegalen Live-Streaming-Websites und 14% zu einer illegalen IPTV-Lösung wechseln (Beleg Nr. 3, Seite 30).

## **2. Zu den Bestimmungen des Artikels L.333-10 des Sportgesetzbuches**

18. Um diese Piraterie wirksamer zu bekämpfen, hat der französische Gesetzgeber mit dem Gesetz Nr. 2021-1382 vom 25. Oktober 2021 *über die Regulierung und den Schutz des Zugangs zu kulturellen Werken im digitalen Zeitalter zum Zweck der Bekämpfung der unerlaubten Übertragung von Sportveranstaltungen und -wettbewerben* den neuen Artikel L.333-10 des *Sportgesetzbuchs* geschaffen.
19. Artikel L.333-10, I des Sportgesetzbuchs lautet wie folgt:

*"Wenn schwerwiegende und wiederholte Verletzungen des Rechts auf audiovisuelle Verwertung gemäß Artikel L. 333-1 des vorliegenden Gesetzbuchs, des verwandten Schutzrechts eines Unternehmens der audiovisuellen Kommunikation gemäß Artikel L. 216-1 des vorliegenden Gesetzbuchs festgestellt wurden. 216-1 des Code de la propriété intellectuelle, sobald das betreffende Programm aus einer Sportveranstaltung oder einem Sportwettbewerb besteht, oder gegen ein durch Vertrag oder Vereinbarung zur audiovisuellen Nutzung eines Sportwettbewerbs oder einer Sportveranstaltung exklusiv erworbenes Recht, die durch den Inhalt eines Online-Dienstes für öffentliche Kommunikation verursacht werden, dessen Hauptziel oder eines seiner Hauptziele die unerlaubte Übertragung von Sportwettbewerben oder -veranstaltungen ist, und um eine neue schwere und nicht*

<sup>1</sup> Internet Protocol Television (IPTV) ist ein Fernsehformat, dessen Programme über das Internet ausgestrahlt werden. Seine Nutzung erfolgt über eine Anwendung oder eine Box, die an einen Fernseher angeschlossen wird.

wiedergutzumachende Beeinträchtigung derselben Rechte zu verhindern oder zu beheben, kann der Inhaber dieses Rechts den Präsidenten des Gerichtshofs, der im beschleunigten Verfahren in der Sache oder im Schnellverfahren entscheidet, anrufen, um alle verhältnismäßigen Maßnahmen zu erwirken, die geeignet sind, diese Beeinträchtigung zu verhindern oder zu beenden, und zwar gegen jede Person, die zu ihrer Behebung beitragen kann (...)."

20. Im Folgenden wird gezeigt, dass jede dieser Bedingungen im vorliegenden Fall erfüllt ist.
21. Die neuen Mittel zur Bekämpfung der Piraterie von Sportinhalten, die sich aus diesem Text ergeben, berücksichtigen den flüchtigen Charakter dieser Art von Inhalten und damit die Notwendigkeit, sehr schnell und wirksam zu handeln, hauptsächlich durch Sperrmaßnahmen, um die schädlichen Folgen für die Rechteinhaber und Sender zu begrenzen.
22. Artikel L.333-10 des Sportgesetzbuchs erlaubt es den Rechteinhabern, entweder im beschleunigten Verfahren in der Hauptsache oder im einstweiligen Verfügungsverfahren zu klagen.
23. Seit Inkrafttreten dieser Regelung hat CANAL+ gemäß Artikel L.333-10 des Sportgesetzbuchs vor dem Präsidenten des Pariser Gerichts zahlreiche Entscheidungen erwirkt, mit denen Internetprovider angewiesen wurden, alle geeigneten Maßnahmen zu ergreifen, um den Zugang zu Piratenseiten, die Sportprogramme ohne Genehmigung von CANAL+ ausstrahlten, von französischem Hoheitsgebiet aus zu verhindern<sup>2</sup>, und zwar im beschleunigten Verfahren in der Hauptsache gemäß Artikel 481-1,5° der Zivilprozessordnung.

### **3. Über die französische Meisterschaft im professionellen Rugby der Männer in der 1<sup>ère</sup> XV-Division, genannt "Top 14".**

24. Die französische Meisterschaft im Rugby XV, seit 2005 "Top 14" genannt, ist ein jährlicher Wettbewerb zwischen den besten Profivereinen im Rugby XV in Frankreich (im Folgenden als "Top 14" bezeichnet).
25. Die Top 14 wurde 1892 vom Allsportverband USFSA ins Leben gerufen und damals von einem für Rugby zuständigen Komitee organisiert, bevor sie ab der Ausgabe 1921 von der Fédération Française de Rugby (FFR) übernommen wurde.
26. Seit 1998 wird die "Top 14" von der Ligue nationale de rugby (LNR) organisiert, einem Verein nach dem Gesetz von 1901, dessen Aufgabe es ist, den professionellen Rugbysektor in Frankreich zu verwalten, im Auftrag des Ministeriums für Jugend und Sport und der Fédération Française de Rugby.
27. Tatsächlich hat die FFR gemäß Artikel L. 132-1 des Sportgesetzbuchs die Organisation der "Championnat de France de Rugby Professionnel de 1ère division (dénommé "TOP 14 Rugby")" per Vertrag an die LNR delegiert." (Dokument Nr. 13, Seiten 37 ff.).
28. In ihrer Eigenschaft als Veranstalter der Top 14 ist die LNR allein berechtigt, die damit verbundenen Nutzungsrechte zu vermarkten und zu vergeben, darunter insbesondere die Rechte zur audiovisuellen Nutzung und zur direkten oder leicht zeitversetzten, vollständigen oder auszugsweisen Übertragung aller Spiele der von ihr organisierten Wettbewerbe sowie der dazugehörigen Magazine, unabhängig vom Übertragungsmedium (Beleg Nr. 14, S. 271 ff. und Anhang 1).
29. Die Top 14 ist einer der Sportwettbewerbe, deren Übertragung in Frankreich zu den am stärksten von Piraterie und illegaler Ausstrahlung betroffenen Wettbewerben gehört.

---

<sup>2</sup> Urteil im beschleunigten Verfahren zur Hauptsache vom 17. Oktober 2022 (TOP14 - Nr. 22/12119), Urteil im beschleunigten Verfahren zur Hauptsache vom 24. Oktober 2022 (UCL - Nr. 22/12445), Urteil im beschleunigten Verfahren zur Hauptsache vom 27. Oktober 2022 (UCL - Nr. 22/12701), Urteil im beschleunigten Verfahren vom 17. April 2023 (MotoGP - Nr. 23/04877), Urteil im beschleunigten Verfahren vom 17. April 2023 (F1 - Nr. 23/04791), alle vor dem Präsidenten des Tribunal Judiciaire de Paris.

30. Der offizielle Spielplan dieser Meisterschaft ist in der Verhandlung beigefügt (Dokument Nr. 16).

#### **4. Zum Erwerb des audiovisuellen Verwertungsrechts für die Top 14 durch die Gesellschaft GROUPE CANAL+ S.A. und der Ausstrahlung durch die CANAL+ Gesellschaften**

##### **4.1 Zu den Unternehmen GROUPE CANAL+ S.A. und SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S.**

31. Die CANAL+ Gruppe, deren Muttergesellschaft die Gesellschaft GROUPE CANAL+ S.A. ist, ist eine der größten französischen Mediengruppen. Sie ist der größte Herausgeber von Pay-TV- und Spartenkanälen und der wichtigste Vermarkter von Pay-TV-Angeboten. Mit seinen drei landesweiten Kanälen und seiner Werbeagentur zeichnet er sich auch im frei empfangbaren Fernsehen aus (Beleg Nr. 6).
32. Die CANAL+ Gruppe ist auch international verankert, da sie der größte Pay-TV-Betreiber in den französischsprachigen Ländern, insbesondere in Afrika, ist. Zu den Aktivitäten der CANAL+ Gruppe gehören auch die Produktion und der Vertrieb von Kinofilmen und Fernsehserien.
33. Was insbesondere die Herausgabe und den Vertrieb von Pay-TV-Angeboten betrifft, so bietet die CANAL+ Gruppe Angebote an, die ihre Premiumkanäle CANAL+ und Spartenkanäle umfassen, die über mehrheitlich oder vollständig gehaltene Tochtergesellschaften über alle Verbreitungskanäle (DVB-T, Satellit, ADSL/Fibre, Kabel, Mobilfunk und Internet (over the top - OTT)) vertrieben werden, wobei darauf hingewiesen wird, dass mehr als die Hälfte des Abonnentenbestands aus Satellitenabonnenten besteht.
34. Ende Dezember 2023 erreichte der Gesamtbestand an Abonnenten der CANAL+ Gruppe 26,4 Millionen, davon 9,7 Millionen im französischen Mutterland und 0,8 Millionen in Übersee, im Vergleich zu 25,5 Millionen Ende Dezember 2022 (Beleg Nr. 8).
35. Die CANAL+ Gruppe hat somit den größten Bestand an Abonnenten eines Premium-Pay-TV-Angebots und folgt einem "Selbstvertriebsmodell", das ihr erlaubt, die Exklusivität der Beziehung zu ihren Abonnenten von der Aktivierung ihrer Rechte bis zur Kündigung ihres Abonnements zu bewahren.
36. Um Zugang zu den Programmen von Pay-TV-Kanälen zu erhalten, müssen die Abonnenten ein Abonnement abschließen, d. h. ein Zugangsrecht zum Empfang dieser Pay-TV-Programme und zur Verwaltung ihrer Rechte, die je nach Angebot unterschiedlich sind.
37. Innerhalb der CANAL+ Gruppe ist die **SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S.** (im Folgenden "SECP") in der Herausgabe und dem Betrieb eines Fernsehdienstes tätig, der "Les Chaînes Canal+" ausstrahlt, was insbesondere die folgenden Premium-Bezahlkanäle umfasst: CANAL+, CANAL+CINEMA(S), CANAL+SERIES, CANAL+SPORT, CANAL+ BOX OFFICE, CANAL+FOOT und CANAL+SPORT 360 (Teile Nr. 7, 9 und 10).
38. Darüber hinaus betreibt die Gesellschaft **GROUPE CANAL+ S.A.** ein Sportkanalpaket "MULTISPORTS" (manchmal auch als "KIOSQUE SPORTS" bezeichnet), das aus GOLF+, FOOT+ und RUGBY+ besteht (Teile 11-1 und 11-2).
39. Die oben genannten CANAL+ Kanäle sind insbesondere für ihre Berichterstattung über große französische und internationale Sportwettkämpfe (Formel 1, MotoGP, Top 14, Boxmeisterschaft, English Premier League, UEFA Champions League) sowie für die Ausstrahlung von Sportmagazinen wie Canal Football Club, Canal Rugby Club, Formula One Le Mag, Intérieur Sport usw. bekannt.
40. Die Gesellschaft SECP gibt auch die folgenden "digitalen" Kanäle heraus - die ausschließlich über die Plattform von CANAL+, genannt "myCANAL", zugänglich sind -, die der Übertragung von Sportereignissen während des ganzen Tages gewidmet sind: CANAL+ FORMULA 1, CANAL+ MOTOGP, CANAL+ TOP14, CANAL+ PREMIER LEAGUE (Exponat Nr. 12).

41. Tatsächlich ist die Übertragung von Sportwettkämpfen heute eine der Hauptachsen der Geschäftstätigkeit der CANAL+ Gruppe, die vor kurzem die Übertragungsrechte für mehrere wichtige Sportwettkämpfe erworben und/oder verlängert hat (Beleg Nr. 8).


#### 4.2 Zum audiovisuellen Verwertungsrecht und der Ausstrahlung der Top 14 durch CANAL+

42. Gemäß der Bestätigungsurkunde der NRL vom 22. Juni 2023 :

*"Die Gesellschaft GROUPE CANAL+ S.A. wurde von der LNR für das gesamte Gebiet der Französischen Republik, einschließlich aller Überseegebiete-, mit -den audiovisuellen Verwertungsrechten für die Meisterschaft "TOP 14" für die vier Spielzeiten 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026 und 2026-2027 (die "Rechte") beauftragt, und zwar exklusiv, nach Abschluss und gemäß den Bedingungen der von der LNR organisierten Ausschreibung (die "Ausschreibung") (...).*

*Im Einzelnen wurden der Gesellschaft GROUPE CANAL+ S.A. sämtliche audiovisuellen Nutzungsrechte für den Sportwettbewerb "TOP 14", einschließlich des Finales dieser Meisterschaft, übertragen, wobei France Télévisions die Rechte für die frei zugängliche Ausstrahlung dieses Finales für denselben Zeitraum eingeräumt wurden." (Beleg Nr. 15).*

43. Darüber hinaus kündigt die offizielle Website der Top 14 an, dass :



Auszug aus der offiziellen Website der Top 14<sup>3</sup> (Beleg Nr. 17)

**TOUJOURS PLUS DE TOP 14 SUR CANAL+**

Le TOP 14 et CANAL+ : une histoire qui dure depuis 35 ans et qui n'est pas près de s'arrêter. La LNR et CANAL+ sont fiers d'avoir renouvelé leur partenariat pour la diffusion du TOP 14 jusqu'en 2027. La rédaction rugby de CANAL+ met un point d'honneur chaque semaine à offrir la meilleure couverture possible du TOP 14, avec la passion et l'expertise qui la caractérise. Les matchs bénéficient d'une exposition toujours plus forte, et le championnat d'un traitement haut de gamme avec les émissions emblématiques mais aussi de petites nouvelles.

**LE TOP 14 SUR LES CHAÎNES CANAL+**

- 2 affiches en prime time sur CANAL+ le samedi 21H et le dimanche 21H
- 2 matchs le samedi à 15H et 17H sur CANAL+SPORT
- Le multiplex samedi à 17H sur CANAL+ (matchs en intégralité sur RUGBY+)

Auszug aus der offiziellen Website der Top 14<sup>4</sup> (Beleg Nr. 17)

44. Die Gesellschaft GROUPE CANAL+ S.A. ist somit bis 2027 exklusiver Inhaber des audiovisuellen Verwertungsrechts in ganz Frankreich, einschließlich der Überseegebiete.

<sup>3</sup> <https://top14.lnr.fr/partenaires>

<sup>4</sup> <https://top14.lnr.fr/page/canalplus>



## 5. Zur Klagebefugnis der Sociétés CANAL+ auf der Grundlage von Artikel L.333-10 des Code du sport

45. Artikel L. 333-10 I Absatz 1<sup>er</sup> des Sportgesetzbuchs lautet:

*"Wenn schwerwiegende und wiederholte Verletzungen (...) des in Artikel L. 216-1 des Gesetzes über geistiges Eigentum vorgesehenen **verwandten Schutzrechts** eines audiovisuellen Kommunikationsunternehmens, sofern das betreffende Programm aus einer Sportveranstaltung oder einem Sportwettbewerb besteht, oder eines durch einen Vertrag oder eine Vereinbarung über die audiovisuelle Nutzung eines Sportwettbewerbs oder einer Sportveranstaltung **exklusiv erworbenen Rechts** (...) festgestellt wurden, kann der **Inhaber dieses Rechts den Vorsitzenden des Gerichts (...) anrufen.**"*

46. Artikel L. 333-10 I Absatz 1<sup>er</sup> des Sportgesetzbuchs lautet:

*"Wenn schwerwiegende und wiederholte Verletzungen (...) des in Artikel L. 216-1 des Gesetzes über geistiges Eigentum vorgesehenen **verwandten Schutzrechts** eines audiovisuellen Kommunikationsunternehmens, sofern das betreffende Programm aus einer Sportveranstaltung oder einem Sportwettbewerb besteht, oder eines durch einen Vertrag oder eine Vereinbarung über die audiovisuelle Nutzung eines Sportwettbewerbs oder einer Sportveranstaltung **exklusiv erworbenen Rechts** (...) festgestellt wurden, kann der **Inhaber dieses Rechts den Vorsitzenden des Gerichts (...) anrufen.**"*

47. Im vorliegenden Fall ist die Gesellschaft GROUPE CANAL+ S.A. Inhaberin des "durch Vertrag oder Vereinbarung **exklusiv erworbenen Rechts zur audiovisuellen Verwertung eines Wettkampfs oder einer Sportveranstaltung**" im Sinne des oben genannten Artikels L. 33310 -I Abs. 1<sup>er</sup> und als solche berechtigt, auf der Grundlage dieses Textes zu klagen.

48. Diese Inhaberschaft wird durch die oben genannte Bestätigungsurkunde belegt, die ihm von der LNR ausgehändigt wurde, abgesehen davon, dass es sich um eine öffentliche und allgemein bekannte Information handelt (Beweisstück Nr. 15).

49. Die CANAL+ Gesellschaften haben auch die Eigenschaft als Sender der Top 14, die insbesondere auf den von der SECP herausgegebenen Kanälen mit der Bezeichnung "CANAL+", "CANAL+ SPORT" und "CANAL+ TOP 14" sowie auf dem von GROUPE CANAL+ S.A. herausgegebenen Kanal "RUGBY+" übertragen wird (Beleg 18).

50. Die Sociétés CANAL+ sind daher Inhaber des "**verwandten Schutzrechts eines audiovisuellen Kommunikationsunternehmens gemäß Art. L. 216-1 des Gesetzes über geistiges Eigentum, sobald das betreffende Programm aus einer Sportveranstaltung oder einem Sportwettbewerb besteht**" im Sinne von Art. L.333-10 Abs. 1<sup>er</sup> des Sportgesetzbuchs und sind als solche berechtigt, auf der Grundlage dieses Textes zu klagen.

51. Diese Inhaberschaft wird durch die zwischen den Sociétés CANAL+ und dem CSA (oder der ARCOM) geschlossenen Vereinbarungen sowie durch die Fernsehprogrammpläne (Belege Nr. 9, 11 und 18) belegt.

52. So sind die Sociétés CANAL+ nicht nur Inhaber des audiovisuellen Verwertungsrechts, sondern auch der verwandten Schutzrechte an den Veranstaltungen der Top 14.

53. Tatsächlich sind die Klägerinnen Inhaberinnen der folgenden Rechte:

- i) Exklusives audiovisuelles Verwertungsrecht für alle Veranstaltungen der Top 14 (mit Ausnahme des Finales) in ganz Frankreich, einschließlich der überseeischen Gebiete, gemäß der Bestätigungsurkunde ;

- ii) verwandten Schutzrechten an ihren Programmen im gesamten französischen Hoheitsgebiet, einschließlich der überseeischen Gebiete.
54. Folglich haben die Klägerinnen im vorliegenden Fall die Befugnis und das Interesse, Klage zu erheben, um die Verletzungen ihrer Rechte beseitigen zu lassen, und zwar in ganz Frankreich, einschließlich aller Gebiete in Übersee.

## 6. Zur Verteidigungslegitimation der im Verfahren angeklagten Anbieter von alternativen Domainnamen-Auflösungsdiensten

### 6.1 Zur Rechtsstellung der Beklagten in der vorliegenden Instanz

55. Die Beklagten sind als Anbieter von Domainnamenauflösungssystemen tätig.
56. Die HADOPI (jetzt ARCOM) erklärte das DNS-System und diese alternativen Dienste wie folgt:
- "Das Domain Name System (DNS) ist das System, das für den Zugriff auf eine Website über ihren Domainnamen eingerichtet wurde. Eine Adresse wie [www.nomdedomaine.com](http://www.nomdedomaine.com) ist leichter zu merken als die IP-Adresse des Servers, der die betreffende Website hostet (z. B. 212.85.128.7). Das DNS-System dient also dazu, die Adresse [www.nomdedomaine.com](http://www.nomdedomaine.com) in 212.85.128.7 umzuwandeln. Dieser Service wird in der Regel von Internetanbietern bereitgestellt, aber auch andere Akteure wie Google, Cloudflare oder Cisco bieten sogenannte alternative DNS an." (Beleg Nr. 75) (Hervorhebungen und Fettdruck hinzugefügt)*
57. Außerdem wird diese Funktionsweise in der Auswirkungsstudie des Gesetzentwurfs zur Sicherung und Regulierung des digitalen Raums wie folgt erklärt:
- "Wenn sich ein Nutzer über seine Webadresse, noch URL genannt, mit einer Website verbindet (Beispiel: [www.gouvernement.fr/test](http://www.gouvernement.fr/test)), stellt sein Endgerät eine Verbindung zu einem DNS-Resolver her (der von seinem ISP oder einem alternativen Anbieter bereitgestellt wird), der den mit dieser Webadresse verbundenen Domainnamen ([www.gouvernement.fr](http://www.gouvernement.fr)) in eine IP-Adresse umwandelt (z. B. 185.11.125.117), wodurch das Endgerät des Nutzers bestimmen kann, wie Streams zu dieser Website weitergeleitet werden sollen." <sup>5</sup> (Beleg Nr. 76, Seite 92)*
58. Artikel 12, II des Gesetzes Nr. 2024-449 vom 31. Mai 2024 zur Sicherung und Regulierung des digitalen Raums verwendet den Begriff "**Anbieter von Domainnamen-Auflösungssystemen**", um DNS-Dienstanbieter zu bezeichnen, die definiert sind als "**jede Person, die einen Dienst zur Verfügung stellt, der die Übersetzung eines Domainnamens in eine eindeutige Nummer ermöglicht, die ein mit dem Internet verbundenes Gerät identifiziert**"<sup>6</sup> (Hervorhebungen und Fettdruck hinzugefügt).
59. In ähnlicher Weise sieht die Richtlinie 2022/2555 (NIS2) vom 14. Dezember 2022 in Artikel 6(20) vor, dass :

*"DNS-Dienstanbieter": eine Einrichtung, die DNS-Dienste anbietet:*

*a) **öffentlich zugängliche Dienste zur Auflösung rekursiver Domainnamen für Internet-Endnutzer;***  
*oder*

*b) **Dienste zur Auflösung von autoritativen Domainnamen zur Nutzung durch Dritte, mit Ausnahme von Root-Name-Servern;**" (Hervorhebung und Fettdruck hinzugefügt)*

<sup>5</sup> Die Umweltverträglichkeitsstudie, die über folgende URL zugänglich ist: [https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/files/autour-de-la-loi/legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei\\_art\\_39\\_2023/ei\\_ecoi2309270l\\_cm\\_10.05.2023.pdf](https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/files/autour-de-la-loi/legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei_art_39_2023/ei_ecoi2309270l_cm_10.05.2023.pdf)

<sup>6</sup> Der Text, der über folgende URL zugänglich ist: [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/l16t0286\\_texte-adopte-provisoire.pdf](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/l16t0286_texte-adopte-provisoire.pdf)

60. Damit ein Internetnutzer auf eine Website zugreifen kann, benötigt er nicht nur eine Internetverbindung, die von einem ISP bereitgestellt wird, sondern auch einen Domainnamen-Auflösungsdienst, mit dem die URL der Website in ihre IP-Adresse übersetzt werden kann.
61. ISPs haben ihre eigenen Domainnamenauflösungsserver, die von den Abonnenten dieser ISPs standardmäßig jedes Mal verwendet werden, wenn sie beim Surfen auf eine Website in einer Suchleiste verweisen oder einen Domainnamen direkt in eine Symbolleiste ihres Browsers eingeben. Mit anderen Worten, dem Internetnutzer steht es frei, einen Domainnamenauflöser zu wählen, der von einem anderen Anbieter von Domainnamenauflösungsdiensten als dem von seinem ISP angebotenen zur Verfügung gestellt wird.
62. Im Rahmen der Einrichtung von Sperrmaßnahmen konfigurieren ISPs ihre eigenen Domainnamenauflöser, um die Übertragung von Informationen über die IP-Adresse, die dem Domainnamen entspricht, zu blockieren, wie das folgende Schema veranschaulicht. Ohne die IP-Adresse des Servers zu kennen, der die Website hostet, deren Domainname blockiert ist, kann der Nutzer nicht mehr über den DNS-Server seines ISP auf die Website zugreifen, es sei denn, er verwendet einen sogenannten "öffentlichen" oder "alternativen" rekursiven DNS-Dienst, d. h. einen anderen DNS-Server als den, der standardmäßig von seinem ISP angeboten wird, was eine Umgehung einer Blockierung darstellt, wie weiter unten erläutert wird.
63. Die Beklagten bieten tatsächlich einen Dienst zur Auflösung rekursiver Domainnamen an :
- GOOGLE PUBLIC DNS: ein von den Unternehmen GOOGLE LLC und GOOGLE IRELAND LIMITED angebotener Dienst zur Auflösung von Domainnamen, der insbesondere unter den folgenden Adressen verfügbar ist: "8.8.8" oder "8.8.4.4" (IPv4)<sup>7</sup> (Teile 62-64) ;
  - CLOUDFLARE DNS: ein von der Firma CLOUDFLARE, INC. angebotener Dienst zur Auflösung von Domainnamen, der unter anderem unter den folgenden Adressen verfügbar ist: "1.1.1" oder "1.0.0.1" (IPv4)<sup>8</sup> (Teile Nr. 65 und 66) ;
  - QUAD9: Ein von der Firma QUAD9 angebotener Dienst zur Auflösung von Domainnamen, der insbesondere unter den folgenden Adressen verfügbar ist: "9.9.9", "149.112.112", "9.9.9.11", "149.112.112.11", "9.9.9.10" oder "149.112.112.10" (IPv4)<sup>9</sup> (Teile 68 und 69);
  - ULTRADNS PUBLIC: ein Dienst zur Auflösung von Domainnamen, der von der Firma VERCARA LLC, ehemals NEUSTAR SECURITY SERVICES LLC, angeboten wird (Teile Nr. 70 und -711 auf Seite 27<sup>10</sup>) und insbesondere unter den folgenden Adressen verfügbar ist: "64.6.64.6", "64.6.65.6", "156.154.70.2", "156.154.71.2", "156.154.70.3" oder "156.154.71.3" (IPv4)<sup>11</sup> (Teile Nr. 70 und 71).

<sup>7</sup> Seiten der offiziellen GOOGLE-Website: [https://cloud.google.com/dns/docs/dns-overview?hl=fr#recursive\\_resolver](https://cloud.google.com/dns/docs/dns-overview?hl=fr#recursive_resolver) und <https://developers.google.com/speed/public-dns/docs/using?hl=fr>

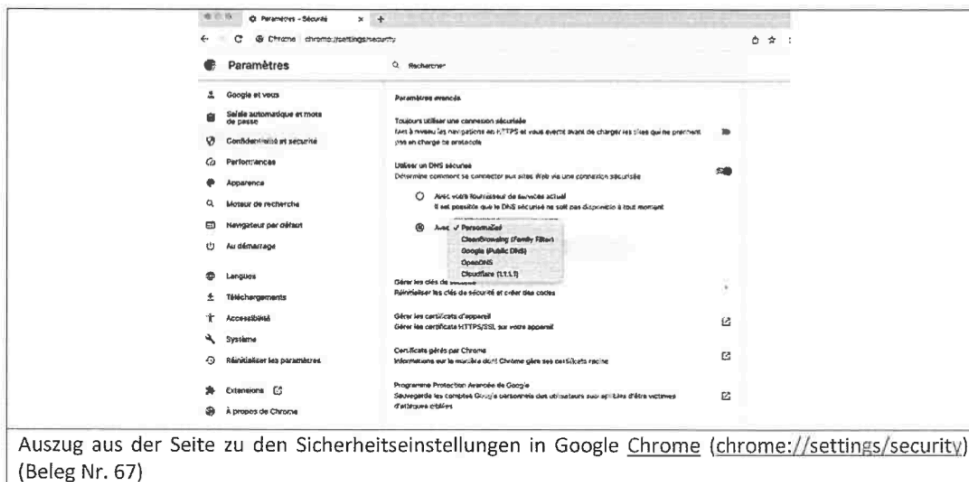
<sup>8</sup> Seiten der offiziellen CLOUDFLARE-Website: <https://www.cloudflare.com/fr-fr/learning/dns/what-is-1.1.1/> und <https://developers.cloudflare.com/1.1.1.1/ip-addresses/>

<sup>9</sup> Seiten der offiziellen QUAD9-Website: <https://quad9.net/fr/service/service-addresses-and-features>

<sup>10</sup> Frei übersetzt: "**Unser Unternehmen begann als Sicherheitsabteilung der Firma Neustar, Inc. und wurde zu Vercara. Wir widmen uns weiterhin der Bereitstellung der besten Cloud-Sicherheitslösungen. Unser Portfolio an sicherheitskritischen Lösungen umfasst DNS-Sicherheitsdienste und führende Informationssystem- und Netzwerksicherheitsdienste wie UltraDNS, UltraDDR, UltraDosProtect, UltraWAF und UltraWPM.**"

<sup>11</sup> Seiten der offiziellen Website von VERCARA LLC: <https://vercara.com/ultra-dns-public>

64. Die Nutzungsbedingungen der jeweiligen Dienste von GOOGLE und CLOUDFLARE, denen die Nutzer zustimmen müssen, sehen zu Recht die Möglichkeit vor, den unerlaubten Zugriff auf Inhalte zu beschränken<sup>12</sup>.
65. Darüber hinaus haben die Klägerinnen durch einen Justizkommissar Feststellungen auf zahlreichen Präsentations- und Tutorial-Websites treffen lassen, die zeigen, dass die von den Beklagten angebotenen Dienste zu den am häufigsten genutzten gehören (Beweisstücke 91-93).
66. Darüber hinaus bietet Google Chrome, ein von GOOGLE entwickelter und betriebener Webbrowser, in seinen Datenschutz- und Sicherheitseinstellungen selbst die Möglichkeit, standardmäßig auf bestimmte alternative DNS-Resolver zurückzugreifen: GOOGLE PUBLIC DNS und CLOUDFLARE.

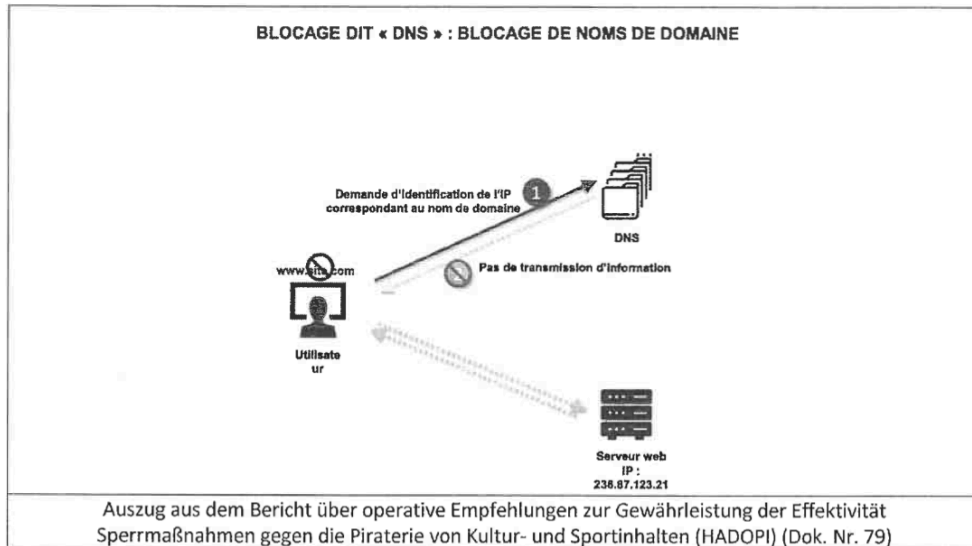


67. Damit ist eindeutig nachgewiesen, dass die von den Beklagten angebotenen Dienste unbestreitbar zu den von französischen Internetnutzern am häufigsten genutzten alternativen Domainnamenauflösungsdiensten zählen und dass ihre Dienste sehr wohl für französische Internetnutzer zur Nutzung von französischem Hoheitsgebiet aus bestimmt sind.

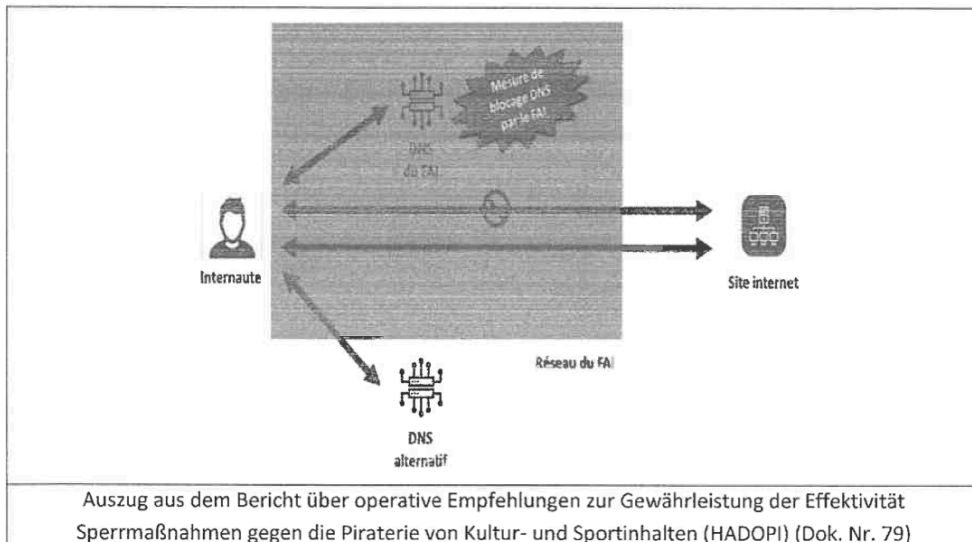
## 6.2 Zur Umgehung von Sperrmaßnahmen durch die Nutzung eines sogenannten "alternativen" Domainnamen-Auflösungsdienstes

68. Die von einem Richter angeordneten oder von der ARCOM mitgeteilten Maßnahmen zur Sperrung von Domainnamen bleiben auf französischem Hoheitsgebiet wirksam, es sei denn, französische Internetnutzer umgehen die DNS-Sperre, die von den ISP in ihrer Eigenschaft als Anbieter von Domainnamenauflösungsdiensten umgesetzt wird.
69. Es gibt nämlich Möglichkeiten, mit denen Internetnutzer diese Sperrmaßnahmen umgehen können, indem sie alternative Domainnamen-Auflösungsdienste in Anspruch nehmen.

<sup>12</sup> Bedingungen für die Nutzung der Dienste von GOOGLE (<https://developers.google.com/terms>), CLOUDFLARE (<https://www.cloudflare.com/fr-fr/website-terms/>)



70. Nutzer oder Abonnenten eines ISP können die Koordinaten des ISP-Servers, der die Domainnamenauflösung durchführt, manuell ändern, indem sie einfach die Systemeinstellungen ihres Computers konfigurieren und einen alternativen Domainnamenauflöser auswählen, der sich von dem Domainnamenauflöser unterscheidet, der von den ISPs standardmäßig angeboten wird.
71. Der Wechsel des Domainnamenauflösers, bei dem der Nutzer auf einen Dritten anstelle seines Internetproviders zurückgreift, kann eine Umgehungstechnik darstellen, die den Zugriff auf Domainnamen ermöglicht, die auf der Ebene des Internetproviders blockiert sind, wie in der folgenden Abbildung dargestellt.



72. Mit anderen Worten: Für Internetnutzer, die den Domainnamenauflöser ihres ISPs nutzen, bleiben die DNS-Sperrmaßnahmen der ISPs wirksam. Für Internetnutzer, die einen alternativen Domainnamenauflöser nutzen, der sich von dem ihrer ISP unterscheidet, sind die DNS-Sperrmaßnahmen hingegen wirkungslos.
73. Die Nutzung eines alternativen Domainnamenauflösungsdienstes wird als Mittel zur Umgehung der von ISPs implementierten Sperrmaßnahmen immer häufiger eingesetzt.
74. Laut dem von der ARCOM veröffentlichten Barometer für den Konsum von dematerialisierten Kultur- und Sportinhalten (Ausgabe 2023) (Beleg Nr. 4, Seite 137) :
- **49%** der Internetnutzer kennen die DNS-Einstellungen (gegenüber 47% im Jahr 2022) ;
  - **21%** der Internetnutzer haben bereits DNS-Einstellungen vorgenommen ;
  - **44%** der Internetnutzer, die bereits DNS-Einstellungen vorgenommen haben, **nutzen diese völlig illegal** und nur 16% der Internetnutzer nutzen diese völlig legal, was bedeutet, dass **84% der Internetnutzer zumindest teilweise illegale DNS-Einstellungen** vornehmen).
75. Das von der ARCOM im Mai 2024 veröffentlichte Sportprogramm-Konsumbarometer zeigt, dass Konsumenten von Sportinhalten, die mit Sperrmaßnahmen konfrontiert sind, massiv auf alternative DNS zurückgreifen, um die Sperrmaßnahmen zu umgehen :
- Die Hälfte der Anhänger des illegalen Streamings nutzt mindestens ein Werkzeug, um Sperrmaßnahmen zu umgehen (Beleg Nr. 5, Seite 104) ;
  - **31%** der illegalen Streaming-Konsumenten, die mit einer Sperrmaßnahme konfrontiert werden, wenden sich an Systeme zur Umgehung von Sperrmaßnahmen, und **15% dieser Konsumenten geben an, ihre DNS-Einstellungen geändert zu haben** (Beleg Nr. 5, Seite 103) ;
  - **27%** der illegalen Streaming-Konsumenten, die mit einer Sperrmaßnahme konfrontiert wurden, **änderten manuell die DNS-Einstellungen ihrer Computergeräte oder installierten einen Internetbrowser, der eingebaute alternative DNS enthält** (Beleg Nr. 5, Seite 104).
76. Die Manipulation, die Sie vornehmen müssen, um die Einstellungen eines Computers oder Terminals für die Nutzung eines alternativen Domainnamenauflösungsdienstes zu konfigurieren, ist sehr einfach.
77. Im Internet gibt es zahlreiche Artikel und Tutorial-Videos, die alle notwendigen Erklärungen für die Änderung des DNS-Resolvers als Mittel zur Umgehung der von den ISPs eingerichteten Sperrmaßnahmen enthalten (Teile 91-93).

**Damit Maßnahmen zur Sperrung von Domainnamen ("DNS-Blogging") wirksam sind, ist es daher unerlässlich, dass sie sich unterschiedslos gegen alle wichtigen Anbieter von Domainnamenauflösungsdiensten richten, seien es ISPs oder Anbieter von sogenannten alternativen Domainnamenauflösungssystemen.**

### 6.3. Zu den von ARCOM und der Europäischen Union geäußerten Bedenken

78. Die Nutzung alternativer Domainnamen-Auflösungsdienste ist eines der Mittel, die von Internetnutzern - Konsumenten illegaler Inhalte - eingesetzt werden, um DNS-Sperren zu umgehen, die insbesondere von Internetanbietern eingerichtet wurden.
79. Laut einer ARCOM-Studie aus dem Jahr 2022 haben 12 % der Internetnutzer, die mit Sperrungen von Sport-Livestreaming-Websites konfrontiert waren, eine technische Umgehungsmöglichkeit gewählt, um diese Situation zu vermeiden: 10 % haben ein VPN verwendet und 6 % haben ihre DNS geändert (Beleg 3).

80. Die Nutzung alternativer DNS hat in den Jahren 2023 und 2024 weiter zugenommen. Laut der jüngsten von ARCOM veröffentlichten Studie gaben nunmehr **27% der illegalen Streaming-Konsumenten, die mit einer Sperrmaßnahme konfrontiert wurden, an, diese Maßnahmen umgangen zu haben, indem sie die DNS-Einstellungen ihrer Computergeräte manuell änderten oder einen Internetbrowser mit eingebauten alternativen DNS installierten** (Beleg Nr. 5, Seite 104).

81. ARCOM äußerte in seiner Antwort "auf den Aufruf der Europäischen Kommission zur Einreichung von Beiträgen zur Bekämpfung der Online-Piraterie von Live-Inhalten" vom 15. Februar 2023 wie folgt seine Bedenken bezüglich der Nutzung alternativer Domainnamen-Auflösungsdienste:

*"Bisher haben die Rechteinhaber das Instrument genutzt, um den Richter zu bitten, Sperrmaßnahmen nur gegen Internetprovider zu verhängen. **Neue Zugangswege zu illegalen Diensten (illegales IPTV, alternative VPNs oder DNS) machen es jedoch erforderlich, stets nach den geeignetsten Maßnahmen zu suchen und alle Akteure einzubeziehen, die eingreifen können, um Rechtsverletzungen zu unterbinden.** (...)*

***Über die ISP hinaus sollten daher auch technische Vermittler einbezogen werden, die heute kaum oder gar nicht an der Bekämpfung der Piraterie von Sportinhalten beteiligt sind:***

***(i) alternative DNS-Anbieter (d.h. andere als die von ISPs angebotenen), um zu verhindern, dass DNS-Sperren über sie umgangen werden;** (...)*

*In Bezug auf den letzten Punkt befürwortet Arcom, dass die zuständigen nationalen Behörden im Rahmen eines konstituierten europäischen Netzwerks bewährte Praktiken austauschen können. Es wäre beispielsweise hilfreich zu erfahren, welche Initiativen in anderen Mitgliedstaaten ergriffen wurden, um globale Dienstleister (wie Anbieter alternativer DNS oder Hosting-Dienste) in den Kampf gegen die Piraterie von Live-Sportveranstaltungen einzubeziehen." (Beleg Nr. 80) (Hervorhebungen und Fettdruck hinzugefügt)*

82. Nach der Einholung der Stellungnahmen zahlreicher relevanter Akteure in der Branche veröffentlichte die Europäische Kommission am 4. Mai 2023 ihre Empfehlung (Empfehlung (EU) 2023/1018 der Kommission vom 4. Mai 2023 zur Bekämpfung der Online-Piraterie bei Sport- und anderen Live-Veranstaltungen).

83. In dieser Empfehlung verwies die Kommission auf die Möglichkeit der Nutzung anderer Vermittlungsdienste, einschließlich alternativer Domainnamen-Auflösungsdienste, **mit folgenden Worten:**

***"Allerdings können die Dienste anderer Anbieter von Vermittlungsdiensten missbraucht werden, um unerlaubte Weiterverbreitungen zu erleichtern oder Sperrverfügungen zu umgehen. Beispielsweise können Content Delivery Networks und Reverse-Proxy-Dienste genutzt werden, um den Ursprung der unerlaubten Weiterverbreitung zu verschleiern, während andere Dienste zur Auflösung von Domainnamen und Proxy-Dienste wie Virtual Private Networks (VPN) genutzt werden können, um den Zugang zu Diensten, die gesperrt wurden, zu erleichtern. Die Anbieter von Vermittlungsdiensten sollten die Möglichkeit in Betracht ziehen, andere freiwillige Maßnahmen zu ergreifen, um den Missbrauch ihrer Dienste zu verhindern."** (Exhibit #81) (Hervorhebungen und Fettdruck hinzugefügt)*

84. In diesem Zusammenhang hat die Europäische Kommission die folgende Empfehlung ausgesprochen:

#### Injonctions visant à lutter contre la retransmission non autorisée de manifestations sportives en direct

- 8) Les États membres sont encouragés à évaluer si, sur le territoire relevant de leur juridiction, les organisateurs de manifestations sportives sont habilités à intenter une action en justice pour empêcher ou interdire la retransmission non autorisée d'une manifestation sportive en direct. Lorsque ce n'est pas le cas, les États membres sont encouragés à accorder la qualité pour agir aux organisateurs de manifestations sportives afin de leur permettre de demander une injonction visant à empêcher la retransmission non autorisée imminente de manifestations sportives en direct ou à interdire la poursuite de la retransmission non autorisée.

#### Destinataires des injonctions

- 9) Les États membres sont encouragés à prévoir la possibilité d'émettre des injonctions à l'encontre des opérateurs de retransmissions non autorisées de manifestations sportives en direct, ainsi que des fournisseurs de services intermédiaires dont les services font l'objet d'une utilisation abusive par un tiers à des fins de retransmission non autorisée de manifestations sportives en direct, indépendamment de l'absence de responsabilité de l'intermédiaire, afin de mettre un terme à une telle retransmission non autorisée de manifestations sportives en direct ou de l'empêcher. Une injonction de ce type peut ordonner de bloquer l'accès à des retransmissions non autorisées de manifestations sportives en direct.

Auszug aus der Empfehlung vom 4. Mai 2023 (gelbe Hervorhebung hinzugefügt) (Dok. Nr. 81)

85. Ebenso stellte das EUIPO zu Recht fest, dass :

*"DNS-Sperrmaßnahmen können von DNS-Dienstleistern - in der Regel nationale Internetdienstanbieter (ISPs) - auf ihrer DNS-Auflösungsinfrastruktur durch verschiedene Prozesse angeordnet oder umgesetzt werden. Die anvisierten DNS-Resolver - und nur sie - werden die korrekte IP-Adresse eines gesperrten Dienstes nicht an die Nutzer zurückgeben, die diese anfordern. Endnutzer, die versuchen, auf die gesperrte Domain zuzugreifen, erhalten in der Regel keine Antwort auf ihre Anfrage, erhalten eine Fehlermeldung oder werden an eine andere IP-Adresse weitergeleitet. (...)*

*Einschränkungen: DNS-Sperren auf ISP-Ebene gelten in der Regel nur für Nutzer der anvisierten ISPs in einem bestimmten Land, und dieser Ansatz muss möglicherweise in allen vom Pirateriedienst betroffenen Ländern wiederholt werden. Außerdem können sowohl die Nutzer als auch die Betreiber von Pirateriediensten die DNS-Sperre umgehen. (...)*

- Nutzer von Hackerdiensten können die DNS-Sperrmaßnahmen auch auf eine der folgenden Arten umgehen.
- Zu DNS-Resolvern wechseln, die die Domain nicht blockieren: Obwohl die DNS-Blockade in der Regel auf ISP-Ebene umgesetzt wird, da die Zieldomain von den ISP-DNS-Resolvern blockiert wird, die von den meisten Endnutzern standardmäßig verwendet werden, können betroffene Nutzer zu öffentlichen DNS-Resolvern wechseln, die von anderen Dienst Anbietern zur Verfügung gestellt werden (oft als "alternative DNS-Resolver" bezeichnet) und die die Blockademaßnahmen nicht umsetzen. Informierte Nutzer können sogar ihre eigenen DNS-Resolver einrichten". (pièce 82, pages 50-52) (Hervorhebung und Fettdruck hinzugefügt)

86. Damit wird gezeigt, dass die Umgehung von DNS-Sperrmaßnahmen durch ISPs, insbesondere durch alternative Domainnamen-Auflösungssysteme, ein zentrales Anliegen sowohl der französischen als auch der europäischen Behörden ist.
87. Anbieter von alternativen Domainnamenauflösungssystemen sollten nämlich nicht mehr von der Verpflichtung befreit werden, zur Förderung legaler Inhalte innerhalb des europäischen Marktes beizutragen, und auch nicht von der Pflicht, zur Bekämpfung von Verletzungen der Rechte von Rechteinhabern beizutragen.



88. Darüber hinaus ordnen Richter oder Behörden in anderen EU-Mitgliedstaaten, darunter Italien und Deutschland, bereits Sperrmaßnahmen gegen bestimmte Anbieter von alternativen Domainnamen-Auflösungssystemen an (Exponate Nr. 84-90).

#### 6.4. Zur Eigenschaft "**jede Person, die einen Beitrag leisten kann**" im Sinne des oben genannten Artikels L.333-10

89. Artikel L. 333-10 I Absatz 1<sup>er</sup> des Sportgesetzbuchs lautet:

*"(...) Der Inhaber dieses Rechts kann den Präsidenten des Gerichts (...) anrufen, um alle verhältnismäßigen Maßnahmen zu erwirken, die geeignet sind, diese Verletzung zu verhindern oder zu beenden, und zwar **gegen jede Person, die dazu beitragen kann, Abhilfe zu schaffen.**"* (fett hinzugefügt)

90. Diese weite Formulierung ist im vorliegenden Fall eine Regel des französischen Rechts, die nicht direkt die Umsetzung eines Textes des EU-Rechts darstellt, obwohl sie sich an bestehenden Regeln orientiert, die ihrerseits aus einer solchen Umsetzung hervorgegangen sind, insbesondere Artikel L. 336-2 des Gesetzes über geistiges Eigentum (Code de la propriété intellectuelle) und Artikel 6-3 des Gesetzes 2004-575 vom 21. Juni 2004 über das Vertrauen in die digitale Wirtschaft (Loi 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, LCEN).

91. Tatsächlich wurde der Tenor von Artikel L. 333-10 des Sportgesetzbuchs vom Gesetzgeber in Anlehnung an die weit gefassten Bestimmungen von Artikel L. 336-2 des Gesetzes über geistiges Eigentum formuliert, der sich auf "**jede Person, die zur Behebung** [der Rechtsverletzung] **beitragen kann**" (Fettdruck hinzugefügt) bezieht.

92. In diesem Zusammenhang stellt die im April 2021 im Rahmen des Gesetzentwurfs über die Regulierung und den Schutz des Zugangs zu kulturellen Werken im digitalen Zeitalter durchgeführte Folgenabschätzung fest (Dokument Nr. 78):

*"Die gewählte Lösung orientiert sich an bestehenden Regelungen (insbesondere Art. L. 336-2 CPI), die es einem Richter ermöglichen, einen technischen Vermittler anzuweisen, den Zugang zu einer Website oder einem Streaming-Dienst (öffentliche Online-Kommunikationsdienste) zu blockieren oder eine solche Website auszulisten.*

*Sie führt jedoch Neuerungen ein, um sowohl die Dringlichkeit, die der audiovisuellen Live-Übertragung von Sportveranstaltungen innewohnt, als auch die notwendige Aktualisierung der Sperr- und Auslistungsmaßnahmen zu berücksichtigen."* (fett hinzugefügt)<sup>13</sup>

93. Diese Benennung jeder namentlich nicht genannten Person, die jedoch zur Bekämpfung von Verstößen beitragen kann, entspricht dem klaren Willen des Gesetzgebers nach einem möglichst breiten Anwendungsbereich, der mit dem Geist der Regelung übereinstimmt. Aus den parlamentarischen Arbeiten zur Ausarbeitung von Artikel L. 333-10 des Sportgesetzbuchs geht hervor, dass "**Der Aktionsbereich ist weit gefasst**, da das Verfahren es ermöglichen soll, *"alle verhältnismäßigen Maßnahmen zu erwirken, die geeignet sind, diese Beeinträchtigung zu verhindern oder zu beenden"*<sup>14</sup> (Fettdruck und Unterstreichung hinzugefügt).

<sup>13</sup> Seite 69 der Folgenabschätzung zum Gesetzentwurf über die Regulierung und den Schutz des Zugangs zu kulturellen Werken im digitalen Zeitalter, abrufbar unter folgender URL: [https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/Files/autour-de-la-loi/legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei\\_art\\_39\\_2021/ei\\_mice2106504l\\_cm\\_8.04.2021.pdf](https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/Files/autour-de-la-loi/legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei_art_39_2021/ei_mice2106504l_cm_8.04.2021.pdf)

<sup>14</sup> Nationalversammlung, Bericht Nr. 4245 (Band I: Vorwort, Zusammenfassung, Kommentare zu den Artikeln und Anhänge) des Ausschusses für Kultur und Bildung, eingereicht am 15. Juni 2021, zugänglich über folgende URL: [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-cedu/15b4245\\_rapport-fond.pdf](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion-cedu/15b4245_rapport-fond.pdf)

94. Anbieter von Systemen zur Auflösung von Domainnamen sind zwangsläufig in den Anwendungsbereich dieses Textes einbezogen, da Internetanbieter seit jeher gerade in ihrer Eigenschaft als Anbieter eines Dienstes zur Auflösung von Domainnamen einbezogen sind.
95. ARCOM bezeichnet Anbieter von Domainnamenauflösungsdiensten, insbesondere wenn sie als "alternativ" bezeichnet werden, als technische Vermittler. In ihrer Antwort vom 15. Februar 2023 erklärt die ARCOM :
- "Über die ISP hinaus sollten daher auch **technische Vermittler** einbezogen werden, die heute kaum oder gar nicht in den Kampf gegen die Piraterie von Sportinhalten eingebunden sind:*
- (i) **alternative DNS-Anbieter** (d. h. andere als die von ISPs angebotenen), um zu verhindern, dass DNS-Sperren über sie umgangen werden" (Beleg Nr. 80)
96. **Folglich fallen die Beklagten als Anbieter von Domainnamen-Auflösungssystemen zwangsläufig in den Anwendungsbereich von Art. L.333-10 des Sportgesetzbuchs als Person, die dazu beitragen kann, die von CANAL+ erlittenen Verletzungen zu beheben, angesichts ihrer Rolle und ihrer Position, die völlig identisch oder sehr ähnlich mit der der Internet-Zugangsanbieter ist, aus Sicht des von ihnen angebotenen Domainnamen-Auflösungsdienstes.**
97. Darüber hinaus steht diese breite Akzeptanz von "jede Person" auch im Einklang mit dem Recht und der Rechtsprechung des EuGH.
98. Artikel 8§3 der Richtlinie 2001/29/EG, der durch Artikel L.336-2 des Gesetzes über geistiges Eigentum in nationales Recht umgesetzt wurde, lautet: *"Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass die Rechteinhaber beantragen können, dass gegen Vermittler, deren Dienste von einem Dritten zur Verletzung eines Urheberrechts oder eines verwandten Schutzrechts genutzt werden, eine Anordnung auf Antrag erlassen wird."*
99. In Erwägungsgrund §59 dieser Richtlinie heißt es: *"Die Dienste von Vermittlern können, insbesondere in einem digitalen Umfeld, zunehmend von Dritten zur Verletzung von Rechten genutzt werden. **In vielen Fällen sind diese Vermittler am besten in der Lage, diese Rechtsverletzungen zu unterbinden.** (...) "* (Hervorhebungen und Fettdruck hinzugefügt)
100. In dieser Hinsicht nimmt die europäische Rechtsprechung des EuGH ein breites Verständnis des Begriffs "Vermittler" im Sinne des oben genannten Artikels der Richtlinie an. So hat der EuGH entschieden, dass Internetprovider Vermittler sind, die er als *"obligatorische Akteure bei jeder Übertragung einer Rechtsverletzung über das Internet"* bezeichnet, gerade weil diese Provider einen Dienst zur Auflösung von Domainnamen anbieten<sup>15</sup>.
101. Diese Einstufung ist durchaus auf andere Anbieter von Domainnamenauflösungsdiensten wie die Beklagten übertragbar. Denn der Zugang zu einer Website erfordert nicht nur eine Internetverbindung (die von einem ISP bereitgestellt wird), sondern auch einen Dienst zur Auflösung von Domainnamen.
102. Dieser Dienst wird von (i) ISPs, die in Kombination mit dem Verbindungsdienst einen Domainnamenauflösungsdienst anbieten, und von (ii) anderen Anbietern desselben Dienstes wie den Beklagten, die ihrerseits keine ISPs sind (sog. "alternative" Domainnamenauflösungsanbieter), erbracht.
103. Mit anderen Worten: Die Beklagten werden in diesem Fall gerade in ihrer Eigenschaft als Anbieter von Domainnamen-Auflösungssystemen verklagt, wobei die Tatsache, dass sie ansonsten kein Internet-Zugangsanbieter sind, völlig unerheblich ist.
104. Schließlich bezeichnet der europäische Gesetzgeber die Anbieter von Domainnamenauflösungssystemen in den Erwägungsgründen §28 und §29 der DSA-Verordnung ausdrücklich als Vermittlerdienste:

<sup>15</sup> EuGH, 27. März 2014, C-314/12, UPC Telekabel

§ 28: "Seit dem Jahr 2000 sind neue Technologien entstanden, die die Verfügbarkeit, Effizienz, Geschwindigkeit, Zuverlässigkeit, Kapazität und Sicherheit der Systeme zur Übertragung, "Auffindbarkeit" und Speicherung von Online-Daten verbessern und so ein immer komplexeres Online-Ökosystem hervorbringen. In diesem Zusammenhang sei daran erinnert, dass auch Diensteanbieter, die die zugrunde liegende logische Architektur und das reibungslose Funktionieren des Internets, einschließlich der technischen Nebenfunktionen, einrichten und erleichtern, in den Genuss der in dieser Verordnung vorgesehenen Haftungsausnahmen kommen können, sofern ihre Dienste als "reine Transport-", "Caching-" oder "Hosting"-Dienste eingestuft werden können. Solche Dienste umfassen gegebenenfalls drahtlose lokale Netze, Domain Name System (DNS)-Dienste, Top-Level-Domainnamen-Register, Registrierungsstellen für Domainnamen, Zertifizierungsstellen, die digitale Zertifikate ausstellen, virtuelle private Netze, Online-Suchmaschinen, Cloud-Infrastrukturdienste oder Content-Routing-Netze, die die Funktionen anderer Anbieter von Vermittlungsdiensten ermöglichen, lokalisieren oder verbessern (...)".

§29: "Intermediärdienste decken ein breites Spektrum an wirtschaftlichen Aktivitäten ab, die online stattfinden und sich ständig weiterentwickeln, um eine schnelle, sichere und gesicherte Informationsübertragung zu ermöglichen und den Komfort aller Teilnehmer des Online-Ökosystems zu gewährleisten. Beispielsweise umfassen die "einfachen Transport"-Vermittlungsdienste allgemeine Kategorien von Diensten wie Internet-Austauschpunkte, drahtlose Zugangspunkte, virtuelle private Netze, DNS-Dienste und Domain-Namen-Auflösung (...). Solche Dienste sind wesentlich, um eine reibungslose und effiziente Übertragung der über das Internet bereitgestellten Informationen zu gewährleisten. (...)"

105. In dieser Hinsicht stellt Art. 3(g)(i) klar, dass ein "einfacher Transportdienst" darin besteht, "von einem Nutzer des Dienstes bereitgestellte Informationen in einem Kommunikationsnetz zu übermitteln oder den Zugang zu einem Kommunikationsnetz zu vermitteln". Internetzugangsanbieter fallen tatsächlich in diese Kategorie, d. h. sie sind Anbieter eines "einfachen Transportdienstes".<sup>16</sup>
106. Der europäische Gesetzgeber beabsichtigt nämlich eindeutig, keinen Unterschied zwischen Internetzugangsanbietern und Anbietern von Domainnamenauflösungsdiensten zu machen, indem er beide in die Dienstekategorie des "einfachen Transports" einbezieht.
107. Art. 4 "Einfacher Transport" der DSA-Verordnung, der Art. 12 der Richtlinie 2000/31/EG (E-Commerce) ersetzt und streicht, lautet wie folgt:

*"(1) Bei der Bereitstellung eines Dienstes der Informationsgesellschaft, der darin besteht, von einem Nutzer des Dienstes eingegebene Informationen in einem Kommunikationsnetz zu übermitteln oder Zugang zu einem Kommunikationsnetz zu vermitteln, ist der Diensteanbieter nicht für die übermittelten Informationen oder den Zugang zu ihnen verantwortlich, sofern (...)*

**3. Dieser Artikel berührt nicht die Möglichkeit einer Justiz- oder Verwaltungsbehörde im Einklang mit der Rechtsordnung eines Mitgliedstaats, vom Diensteanbieter zu verlangen, eine Straftat einzustellen oder eine Straftat zu verhindern."**

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Anbieter alternativer Domainnamen-Auflösungssysteme ebenfalls als "Person, die dazu beitragen kann", eine neue Beeinträchtigung der Rechte von CANAL+ durch öffentliche Online-Kommunikationsdienste zu beheben, im Sinne der Bestimmungen von Art. L.333-10 des Sportgesetzes zu bezeichnen sind. Die von den Beklagten zur Verfügung gestellten Systeme zur Auflösung von Domainnamen stellen nämlich Elemente dar, die für den Zugang zu öffentlichen Online-

<sup>16</sup> EuGH, 15. September 2016 (C-484/14) und Seite 12 des Informationsberichts der Nationalversammlung mit Bemerkungen zum Gesetzentwurf zur Sicherung und Regulierung des digitalen Raums (Nr. 1514 rectifié), zugänglich über die folgende URL: [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/duel/116b1666\\_rapport-information.pdf](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/duel/116b1666_rapport-information.pdf)

Kommunikationsdiensten erforderlich sind und die ebenso unverzichtbar und unumgänglich sind wie die von den Internetanbietern bereitgestellten Dienste.

Mit anderen Worten: Es gibt keinen Grund, ISPs und Anbieter von sogenannten "alternativen" oder "öffentlichen" Domainnamenauflösungssystemen unterschiedlich zu behandeln, da sie als Anbieter von Domainnamenauflösungssystemen zur Behebung von Rechtsverletzungen herangezogen werden.

Wie mehrere Studien zeigen, werden diese alternativen Dienste von Internetnutzern genutzt, um die von den ISPs eingeführten DNS-Sperren zu umgehen.

Die von den Beklagten betriebenen und bereitgestellten Dienste zählen unbestreitbar zu den von französischen Internetnutzern am häufigsten genutzten Auflösungsdiensten für alternative Domainnamen von französischem Hoheitsgebiet aus.

## **7. Zu den streitgegenständlichen Livestreaming-Websites und IPTV-Diensten, die ohne Genehmigung die Sportveranstaltungen der Top 14 ausstrahlen**

108. Artikel L. 333-10 I Absatz 1<sup>er</sup> des Sportgesetzbuchs lautet:

*"Wenn Verletzungen (...) festgestellt wurden, die durch den Inhalt eines öffentlichen Online-Kommunikationsdienstes verursacht wurden, dessen Hauptziel oder eines seiner Hauptziele die unerlaubte Übertragung von Sportwettkämpfen oder -veranstaltungen ist, (...), kann der Inhaber dieses Rechts den Präsidenten des Gerichtshofs anrufen (...)"*.

109. Im vorliegenden Fall hat CANAL+ eine Reihe von Websites identifiziert, die ohne Genehmigung Sportveranstaltungen der Top 14 übertragen und somit eine offensichtliche Verletzung seiner Rechte darstellen, nämlich 8 Websites, die über die unten aufgelisteten Domainnamen zugänglich sind und Gegenstand der vorliegenden Klage sind:

1. thesports1.org
2. livetv813.me
3. sport2p.com
4. directatvhd.me
5. lshunter.net
6. antenasport.shop
7. antenasports.ru
8. antenasports.shop

110. Die streitgegenständlichen Websites sind für Internetnutzer von französischem Hoheitsgebiet aus zugänglich.

111. CANAL+ legt Protokolle eines vereidigten Beamten der ALPA (Association de Lutte contre la Piraterie Audiovisuelle) vor, die belegen, dass die oben genannten Websites hauptsächlich das Ziel haben, ohne Genehmigung Sportveranstaltungen der Top 14 zu übertragen (Dokumente Nr. 19 bis 26).

112. Darüber hinaus hat CANAL+ die folgenden 14 Domainnamen oder Subdomains identifiziert, bei denen es sich um Links handelt, zu denen die Nutzer von Websites automatisch weitergeleitet werden, wenn sie eine Website aufrufen (sog. "Post Redirection"-Links) oder auf ein Programm klicken, das sie ansehen möchten (sog. "Broadcast"-Links), die ebenfalls Gegenstand der vorliegenden Klage und der oben genannten Feststellungen sind (Dokumente Nr. 19 bis 26):

9. ilovetoplay.xyz
10. hoca2.com

11. livetv814.me
12. cdn.livetv814.me
13. streamingon.org
14. emb.apl357.me
15. livetv815.me
16. cdn.livetv815.me
17. noblockaabbdd-xcktb.xyz
18. embx222304.apl357.me
19. tutvlive.info
20. sportvls.com
21. quest4play.xyz
22. antenasport.online

113. CANAL+ hat auch zwei IPTV-Dienste identifiziert, die ohne Genehmigung Sportveranstaltungen der Top 14 ausstrahlen und somit eine offensichtliche Verletzung seiner Rechte darstellen, nämlich die beiden illegalen IPTV-Dienste "XENONTV" und "LIONSMART", die über die beiden unten aufgelisteten Domainnamen zugänglich sind und Gegenstand der vorliegenden Klage sind (Belege Nr. 27 und 28):

XENONTV :

23. wfzrbhp.luxevpn.xyz

LIONSMART :

24. smart.lionsmart.cc

114. Die streitgegenständlichen IPTV-Dienste sind für Internetnutzer auch von französischem Hoheitsgebiet aus zugänglich.
115. CANAL+ legt Protokolle eines vereidigten Beamten der ALPA vor, die belegen, dass die oben genannten IPTV-Dienste hauptsächlich darauf abzielen, ohne Genehmigung die Sportveranstaltungen der Top 14 zu übertragen (Belege Nr. 27 und 28).
116. Darüber hinaus entwendeten und entliehen alle festgestellten IPTV-Websites und -Dienste den CANAL+ Stream ("CANAL+", "CANAL+ SPORT", "CANAL+ TOP 14" oder "RUGBY+") und verletzen gleichzeitig die verwandten Schutzrechte von CANAL+ (Belege Nr. 19 bis 28).
117. Die Listen der Domainnamen, die Gegenstand der in diesem Fall beantragten Maßnahmen sind, lauten daher wie folgt:

**Domainnamen und Links, die die Rechte der CANAL+ Gesellschaften verletzen :**

1. thesports1.org
2. livetv813.me
3. sportp2p.com
4. directatvhd.me
5. lshunter.net
6. antenasport.shop
7. antenasports.ru
8. antenasports.shop
9. ilovetoplay.xyz
10. hoca2.com
11. livetv814.me
12. cdn.livetv814.me
13. streamingon.org
14. emb.apl357.me

- |     |                         |
|-----|-------------------------|
| 15. | livetv815.me            |
| 16. | cdn.livetv815.me        |
| 17. | noblockaabbdd-xcktb.xyz |
| 18. | embx222304.apl357.me    |
| 19. | tutvlive.info           |
| 20. | sporttvls.com           |
| 21. | quest4play.xyz          |
| 22. | antenasport.online      |
| 23. | wfzrbhp.luxevpn.xyz     |
| 24. | smart.lionsmart.cc      |

## 8. Zu den schweren und wiederholten Verletzungen der Rechte der CANAL+ Gesellschaften

118. Artikel L. 333-10 I Absatz 1<sup>er</sup> des Sportgesetzbuchs lautet:

*"Wenn **schwerwiegende und wiederholte** Verletzungen **des Rechts (...)** festgestellt wurden, kann der Inhaber dieses Rechts den Präsidenten des Gerichtshofs anrufen (...)"*.

119. Im vorliegenden Fall ließen die Klägerinnen von vereidigten Beamten der ALPA feststellen, dass ihre audiovisuellen Verwertungsrechte und verwandten Schutzrechte an den Sportveranstaltungen der Top 14 mindestens zweimal verletzt worden waren.
120. Die Feststellungen der vereidigten Beamten von ALPA zur Verletzung der oben genannten verwandten Schutzrechte belegen notwendigerweise zur gleichen Zeit die Verletzung des oben genannten audiovisuellen Verwertungsrechts.
121. Diese Feststellungen belegen außerdem, dass die streitigen Websites, die über die Domainnamen-Auflösungsdienste der ISPs nicht zugänglich sind, wahrscheinlich aufgrund der Umsetzung einer Sperrmaßnahme durch die ISPs, dennoch über alternative Domainnamen-Auflösungsdienste zugänglich sind, insbesondere über die von GOOGLE, QUAD9 und VERCARA (Beweisstücke Nr. 19, 23, 25, 69-1 und 71).
122. Am 7. und 14. September 2024 stellten die vereidigten Beamten von ALPA die unerlaubte Ausstrahlung von Sportveranstaltungen der Top 14 auf den oben genannten Internetseiten und IPTV-Diensten fest - über die oben genannten Deep Links, Post Redirects oder Gateway-Adressen -, d. h. **die Verletzung des audiovisuellen Verwertungsrechts und der verwandten Schutzrechte, deren Inhaber CANAL+ ist** (Belege Nr. 19 bis 28).
123. Die Klägerinnen legen die Tabelle zur Verfolgung der Feststellungen und die Tabellen zu den Domainnamen und den strittigen Links im Excel- und CSV-Format vor (Anlagen Nr. 29 und 31).
124. Wie oben dargelegt, genießt CANAL+ in ganz Frankreich, einschließlich der überseeischen Gebiete, gemäß dem mit der LNR geschlossenen Vertrag die ausschließlichen audiovisuellen Verwertungsrechte und die verwandten Schutzrechte an den Programmen, die sie in ihrer Eigenschaft als audiovisuelles Kommunikationsunternehmen herausgibt.
125. Damit wird eine wiederholte Verletzung der Rechte der Klägerinnen durch die streitgegenständlichen IPTV-Websites und -Dienste nachgewiesen, die üblicherweise und ohne Genehmigung Wettkämpfe und Sportveranstaltungen der Top 14 ausstrahlen.
126. Diese Verletzungen sind schwerwiegend, da der wirtschaftliche Wert der verletzten Rechte sehr flüchtig ist, da er auf die Dauer der betreffenden Sportbegegnung beschränkt ist. Der fast vollständige Schaden der Klägerinnen wurde daher unmittelbar während der festgestellten unrechtmäßigen Übertragungen verursacht.

## 9. Über die Notwendigkeit, weitere Beeinträchtigungen durch eine Sperrmaßnahme zu verhindern

127. Artikel L. 333-10 I Absatz 1<sup>er</sup> des Sportgesetzbuchs lautet:

*"Wenn schwerwiegende und wiederholte Beeinträchtigungen des Rechts (...) festgestellt wurden und um eine neue schwerwiegende und nicht wiedergutzumachende Beeinträchtigung derselben Rechte zu verhindern oder zu beheben, kann der Inhaber dieses Rechts den Präsidenten des Gerichts, der (...) im Wege der einstweiligen Verfügung entscheidet, anrufen, um alle verhältnismäßigen Maßnahmen zu erwirken, die geeignet sind, diese Beeinträchtigung zu verhindern oder zu beenden, und zwar gegen jede Person, die zur Behebung der Beeinträchtigung beitragen kann."*

128. Artikel L. 333-10 II Absatz 1<sup>er</sup> desselben Gesetzbuchs besagt:

*"Der Präsident des Gerichts kann insbesondere anordnen, dass für jeden Tag, der im offiziellen Kalender des Wettbewerbs oder der Sportveranstaltung aufgeführt ist, innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten alle verhältnismäßigen Maßnahmen, wie z. B. Sperrmaßnahmen (...), durchgeführt werden., die geeignet sind, von französischem Hoheitsgebiet aus den Zugang zu jedem Online-Dienst für öffentliche Kommunikation zu verhindern, der den Wettbewerb oder das Sportereignis unrechtmäßig überträgt oder dessen Hauptziel oder eines seiner Hauptziele die unberechtigte Übertragung des Wettbewerbs oder des Sportereignisses ist. (...)"* (Hervorhebungen und Fettdruck hinzugefügt)

129. Im vorliegenden Fall sind die Klägerinnen berechtigt, eine Maßnahme zu erwirken, die geeignet ist, eine erneute Verletzung ihrer jeweiligen Rechte zu verhindern, nämlich des von der Gesellschaft GROUPE CANAL+ S.A. gemäß der bestätigenden Urkunde exklusiv erworbenen audiovisuellen Verwertungsrechts und der verwandten Schutzrechte der CANAL+-Gesellschaften an Sportübertragungen in ihrer Eigenschaft als audiovisuelles Kommunikationsunternehmen.

130. Tatsächlich haben sich die Maßnahmen, die die Klägerinnen in freundschaftlicher Absicht ergriffen haben, um zu versuchen, weitere Rechtsverletzungen durch Benachrichtigungen an die Hosting-Provider oder technischen Vermittler der streitigen IPTV-Websites und -Dienste zu verhindern, bislang als erfolglos erwiesen (Beleg Nr. 30).

Diese Websites und IPTV-Dienste sind in der Tat noch zugänglich, wie die zweite Reihe von Feststellungen der ALPA-Beamten zeigt (Dokumente Nr. 19 bis 28).

131. In diesem Zusammenhang machen die Klägerinnen geltend, dass die Bestimmungen von Artikel L. 333-10 des Sportgesetzbuchs seine Anwendung dennoch nicht von der Rechtfertigung einer vorherigen erfolglosen Aktion der Rechteinhaber gegenüber entweder den Herausgebern, den Hosting-Anbietern oder anderen Vermittlern der rechtsverletzenden Websites abhängig machen.

132. Denn die Einhaltung des Subsidiaritätsprinzips ist in diesem Bereich gemäß der Rechtsprechung nicht erforderlich<sup>17</sup>.

133. So muss die Umsetzung von Sperrmaßnahmen in jedem Fall nicht subsidiär zu den Maßnahmen sein, die gegen die für diese Verletzungen Verantwortlichen ergriffen werden können.

<sup>17</sup> C. Cass. 1<sup>ère</sup> Civ. 18. Okt. 2023, Nr. 22-18.926.

134. Gemäß dem Buchstaben und dem Geist der neuen gesetzlichen Regelung wenden sich die Klägerinnen daher an den Präsidenten des Gerichtshofs, damit eine Maßnahme gerichtlich angeordnet wird, die geeignet ist, das Auftreten neuer Verletzungen tatsächlich zu verhindern, indem die Anbieter von alternativen Domainnamenauflösungssystemen als Vermittler, die zur Behebung der Verletzungen beitragen können, herangezogen werden.
135. Ohne die Umsetzung einer solchen gerichtlichen Maßnahme wären die neuen Beeinträchtigungen, die die Klägerinnen im Falle einer Fortsetzung der unautorisierten Übertragung der Top-14-Sportveranstaltungen durch die streitgegenständlichen IPTV-Websites und -Dienste erleiden würden, tatsächlich irreparabel, da es keine anderen gütlichen und wirksamen Abhilfemaßnahmen gibt, die diese Beeinträchtigungen verhindern würden.
136. Die in Art. L. 333-10 II Abs. 1<sup>er</sup> desselben Gesetzbuchs nicht erschöpfend aufgezählten Maßnahmen sind notwendigerweise verhältnismäßige Maßnahmen im Sinne von I desselben Artikels, da sie vom Gesetzgeber ausdrücklich als rechtlich zulässig bezeichnet wurden und vom Richter angeordnet werden können, wenn die von diesem Text auferlegten Bedingungen eingehalten werden, insbesondere hinsichtlich der zeitlichen Begrenzung und der Identifizierung der betroffenen Websites und IPTV-Dienste.
137. Folglich sind die Klägerinnen berechtigt, eine Sperrmaßnahme zu erwirken, die die Auflösung der Domainnamen aller oben genannten streitigen IPTV-Websites und -Dienste unter den Bedingungen des oben genannten Art. L. 333-10 II Abs. 1<sup>er</sup> und unter den Bedingungen des nachfolgenden Tenors bewirkt.
138. In jedem Fall steht eine solche Sperrmaßnahme in einem angemessenen Verhältnis zu den erlittenen Beeinträchtigungen und dem verfolgten Ziel. Sie beeinträchtigt nicht die Interessen der Beklagten, deren Haftung nicht in Frage gestellt wird.
139. Sie ist darüber hinaus insbesondere aus folgenden Gründen verhältnismäßig :
- Die Beklagten ermöglichen allein durch die Bereitstellung von Domainnamenauflösungssystemen den Zugang zu den streitgegenständlichen IPTV-Websites und -Diensten durch deren Nutzer und damit den Piraten, die unerlaubte Übertragung von Sportveranstaltungen anzubieten;
  - Die Beklagten sind als Anbieter von Domainnamen-Auflösungssystemen Vermittler, die zur Behebung der von CANAL+ erlittenen Verletzungen beitragen können, da sie die Möglichkeit haben, den Zugang ihrer Nutzer zu den von den streitigen Websites und IPTV-Diensten angebotenen Inhalten zu verhindern;
  - Die beantragte Maßnahme zur Blockierung der Auflösung von Domainnamen der streitigen IPTV-Websites und -Dienste ist im Hinblick auf die Meinungs- und Kommunikationsfreiheit strikt notwendig, um die Rechte von CANAL+ zu wahren, da :
    - sie verhindert weitere Verletzungen durch die rechtsverletzenden IPTV-Sites und -Dienste ;
    - sie zielt auf bestimmte Domainnamen ;
    - sie ist zeitlich begrenzt;
    - Sie betrifft IPTV-Websites und -Dienste, deren Hauptzweck oder einer ihrer Hauptzwecke die unerlaubte Übertragung von Sportveranstaltungen ist ;
    - Sie beeinträchtigt daher nicht irgendein Recht der Internetnutzer, dessen Schutz für den Zugang zu illegalen Inhalten ausgeschlossen werden soll.
  - Diese Sperrung ist umso mehr zulässig, als sie lediglich den Zugang zu illegalen Sportübertragungen beschränken soll, da Internetnutzern der Zugang zu diesen Sportinhalten keineswegs verwehrt wird, solange sie legale Angebote nutzen;



- Diese Sperrmaßnahme ist umso mehr zulässig, als die Nutzer der von den Beklagten bereitgestellten Domainnamenauflösungssysteme bereits über die Möglichkeit der Sperrung des Zugangs zu illegalen Inhalten informiert werden, und zwar durch die Nutzungsbedingungen, denen sie vor der Nutzung des Dienstes zustimmen müssen;
  - Diese Sperrung hat zur Folge, dass das unerlaubte Anschauen von Sportveranstaltungen verhindert oder zumindest erheblich erschwert wird und Internetnutzer, die die von den Beklagten bereitgestellten Domainnamenauflösungssysteme genutzt haben, ernsthaft davon abgehalten werden, weiterhin auf die streitgegenständlichen Piratenseiten zuzugreifen;
  - Diese Sperrmaßnahme ist umso mehr zulässig, als es den Anbietern von Domainnamen-Auflösungssystemen freigestellt ist, welche technischen Maßnahmen sie einsetzen, um konkret eine Sperrung der Auflösung der Domainnamen der streitgegenständlichen IPTV-Websites und -Dienste zu implementieren.
140. Schließlich sei daran erinnert, dass die Bestimmungen von Art. L.333-10 des Sportgesetzbuchs seine Anwendung in keiner Weise von der Rechtfertigung eines vorherigen erfolglosen Vorgehens der Rechteinhaber gegenüber anderen Vermittlern abhängig machen, und zwar auch dann nicht, wenn die Klägerinnen die Benachrichtigungen gegen die streitgegenständlichen IPTV-Websites und -Dienste je nach Verfügbarkeit der Kontaktdaten dieser Vermittler vorgenommen haben.
141. Wie das Europäische Parlament in seiner Entschließung vom 19. Mai 2021 betont, *"liegt der Wert der Übertragung eines Sportereignisses im Gegensatz zu anderen Sektoren hauptsächlich darin, dass das Ereignis live stattfindet und der Großteil dieses Wertes verloren geht, wenn das Ereignis endet"*<sup>18</sup>.
142. Artikel L.333-10 des Sportgesetzbuchs wurde eingeführt, um den Rechteinhabern ein möglichst schnelles Handeln ohne Subsidiarität zu ermöglichen, da die bestehenden Verfahren (LCEN oder L.336-2 des CPI) *"sich jedoch angesichts der Besonderheit der Piraterie von Sportinhalten und der inhärenten Dringlichkeit audiovisueller Live-Übertragungen von Sportveranstaltungen nicht als zufriedenstellend erweisen"*<sup>19</sup>.
143. Daher muss die Umsetzung von Sperrmaßnahmen durch Internetprovider oder Domainnamen-Auflösungssysteme in jedem Fall nicht subsidiär zu den Maßnahmen sein, die gegen die für diese Verletzungen Verantwortlichen ergriffen werden können.
144. **Folglich ist die Klage von CANAL+ gegenüber den Beklagten vollkommen zulässig, die aufgrund ihrer Eigenschaft als Anbieter von alternativen Domainnamen-Auflösungssystemen, die geeignet sind, die Verletzungen der Rechte der Klägerinnen zu beheben, im Sinne von Art. L.333-10 I. Abs. 1 des Sportgesetzes unbestreitbar verteidigungsberechtigt sind.**

## 10. Zu den Modalitäten der Aktualisierung der angeordneten Maßnahmen

145. Die Klägerinnen beantragen die Durchführung der Modalitäten zur Aktualisierung des Urteils nach dem zu intervenierenden beschleunigten Verfahren in der Hauptsache unter den von der Rechtsprechung vorgesehenen Bedingungen durch eine erneute Anrufung des Präsidenten des Tribunal Judiciaire de Paris auf Antrag oder in einer einstweiligen Verfügung, damit die Liste der Domainnamen, die Gegenstand der angeordneten Sperrmaßnahme sind, aktualisiert wird.

<sup>18</sup> "Entschließung des Europäischen Parlaments vom 19. Mai 2021 mit Empfehlungen an die Kommission zu den Herausforderungen für Sportveranstalter im digitalen Umfeld (2020/2073(INL))", abrufbar unter folgender URL: [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0236\\_FR.html#title1](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0236_FR.html#title1)

<sup>19</sup> Seite 67 der Folgenabschätzung zum Gesetzentwurf über die Regulierung und den Schutz des Zugangs zu kulturellen Werken im digitalen Zeitalter, zugänglich über die folgende URL: [https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/Files/autour-de-la-loi/legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei\\_art\\_39\\_2021/ei\\_mice2106504l\\_cm\\_8.04.2021.pdf](https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/Files/autour-de-la-loi/legislatif-et-reglementaire/etudes-d-impact-des-lois/ei_art_39_2021/ei_mice2106504l_cm_8.04.2021.pdf)

146. Darüber hinaus beantragen die Antragstellerinnen die Inanspruchnahme der im Gesetz vorgesehenen Aktualisierungsregelung (sog. "dynamische Entscheidung"), um eine Sperrung der zum Zeitpunkt des Urteils nicht identifizierten IPTV-Websites und -Dienste nach dem einzuführenden beschleunigten Verfahren in der Hauptsache zu ermöglichen, und zwar innerhalb extrem kurzer Fristen, die mit den schnellsten Fristen des öffentlichen Justizdienstes unvereinbar sind.

147. Tatsächlich sieht der oben genannte Artikel L. 333-10 II Absatz 1<sup>er</sup> vor:

*"Der Präsident des Gerichtshofs kann insbesondere **die Durchführung (...) aller verhältnismäßigen Maßnahmen, wie z. B. Sperrmaßnahmen (...), anordnen, die geeignet sind, den Zugang vom französischen Hoheitsgebiet aus zu jedem Online-Dienst für öffentliche Kommunikation, der zum Zeitpunkt der Anordnung identifiziert ist oder nicht identifiziert ist, zu verhindern, der den Wettkampf oder die Sportveranstaltung unrechtmäßig überträgt oder dessen Hauptziel oder eines seiner Hauptziele die unberechtigte Übertragung des Wettkampfs oder der Sportveranstaltung ist.** (...)"*

148. Die zur Wahrung der Rechte der Klägerinnen an dem betreffenden Wettbewerb oder der betreffenden Sportveranstaltung angeordnete Sperrmaßnahme kann sich daher auf Internetseiten und IPTV-Dienste beziehen, die zum Zeitpunkt des Urteils nach dem zu ergreifenden beschleunigten Verfahren in der Hauptsache noch nicht bekannt und daher noch nicht identifiziert sind.

149. Dies gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass eine solche Maßnahme vom Richter angeordnet wird, der damit an einer Form der Prävention eines drohenden Schadensrisikos mit hoher Eintrittswahrscheinlichkeit teilnimmt.

150. Um zukünftige Beeinträchtigungen, die von diesen "zukünftigen" strittigen IPTV-Websites und -Diensten ausgehen werden, zu unterbinden oder zu verhindern, sieht Artikel L. 333-10 III des Sportgesetzbuchs Folgendes vor:

*"Für die Durchführung der auf der Grundlage von II **angeordneten Maßnahmen, die sich auf einen zum Zeitpunkt der Anordnung noch nicht identifizierten öffentlichen Online-Kommunikationsdienst beziehen, und für die gesamte verbleibende Dauer dieser Maßnahmen übermittelt der betroffene Rechteinhaber der Regulierungsbehörde für audiovisuelle und digitale Kommunikation die Identifikationsdaten des betreffenden Dienstes gemäß den von der Behörde festgelegten Modalitäten.***

*Wenn die in Artikel L. 331-14 des Code de la propriété intellectuelle genannten ermächtigten und vereidigten Beamten der Behörde feststellen, dass der im ersten Absatz dieses III genannte Dienst den Wettkampf oder die Sportveranstaltung unrechtmäßig überträgt oder eine solche Übertragung als Hauptziel oder unter seinen Hauptzielen hat, teilt die Behörde die Identifikationsdaten dieses Dienstes den in der Anordnung gemäß II genannten Personen mit, damit diese die angeordneten Maßnahmen gegen diesen Dienst während der gesamten noch verbleibenden Dauer dieser Maßnahmen ergreifen können. (...)"*

151. Diese vom Gesetzgeber vorgesehene Verbindung zwischen der Justizbehörde und einer unabhängigen Verwaltungsbehörde setzt eine vorherige richterliche Kontrolle und Genehmigung des eigentlichen Prinzips der Umsetzung einer solchen Vorrichtung für "dynamische Entscheidungen" voraus.

152. Dieser Mechanismus kann unbeschadet des oben erwähnten "traditionellen" Mechanismus zur Aktualisierung von Gerichtsentscheidungen eingesetzt werden, wobei zu beachten ist, dass diese beiden Aktualisierungsmechanismen nicht die gleichen Umsetzungsmodalitäten aufweisen und nicht die gleiche Schnelligkeit bieten.

153. Es ist nunmehr ständige Rechtsprechung, dass der Präsident des Tribunal Judicial die Anwendung dieses Instruments im Rahmen von Klagen auf der Grundlage des oben genannten Artikels L.333-10 anordnet.
154. Im vorliegenden Fall halten sich die Unternehmen GROUPE CANAL+ S.A. und SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. angesichts der schweren und wiederholten Verletzungen ihrer Rechte durch die Antragstellerinnen für berechtigt, den Vorteil der "dynamischen" Entscheidungsvorrichtung zu beantragen, die es ermöglicht, die angeordnete Sperrmaßnahme gegen zum Zeitpunkt des Urteils noch nicht identifizierte IPTV-Websites und -Dienste im Rahmen des einzuschaltenden beschleunigten Verfahrens in der Hauptsache unter den Bedingungen von Artikel L.333-10 III des Sportgesetzes unter der Aufsicht der ARCOM.

## AUS DIESEN GRÜNDEN

Gestützt auf Artikel L.333-10 des Sportgesetzes ;  
In Anbetracht des Artikels L.216-1 des Gesetzes über geistiges Eigentum ;  
Unter Berücksichtigung von Artikel 481-1 der Zivilprozessordnung ;

Der Präsident des Tribunal Judiciaire de Paris, der in der Hauptsache nach dem beschleunigten Verfahren entscheidet, wird gebeten :

1. die Anträge der Gesellschaften GROUPE CANAL+ S.A. und SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. auf Abwendung einer neuen schweren und nicht wiedergutzumachenden Beeinträchtigung des audiovisuellen Verwertungsrechts und der verwandten Schutzrechte, die sie jeweils an der französischen Rugby-Meisterschaft für Männer in der 1<sup>ère</sup> Division mit XV, der so genannten "Top 14", innehaben, **für** zulässig und begründet zu **erklären**

Entsprechend,

2. **BESCHLIESSEN** Sie, dass die Unternehmen CLOUDFLARE, INC, GOOGLE LLC, GOOGLE IRELAND LIMITED, QUAD9 und VERCARA LLC, im Rahmen ihrer jeweiligen Domainnamen-Auflösungssysteme mit der Bezeichnung "CLOUDFLARE DNS", "GOOGLE PUBLIC DNS", "QUAD9" und "ULTRADNS PUBLIC" alle Sperrmaßnahmen zu ergreifen, die geeignet sind, den Zugang von französischem Hoheitsgebiet aus zu unterbinden, einschließlich aller überseeischen Gebiete Frankreichs, mit allen wirksamen Mitteln und insbesondere durch die Blockierung von Domainnamen und Subdomains zu den **identifizierten Internetseiten und IPTV-Diensten**, die über die Domainnamen oder Subdomains zugänglich sind, die das durch Vereinbarung exklusiv erworbene Recht der Gesellschaft GROUPE CANAL+ S. auf audiovisuelle Verwertung verletzen. A. und die verwandten Schutzrechte der Gesellschaften GROUPE CANAL+ S.A. und SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S., und zwar für jeden Spieltag, der im offiziellen Spielplan des Wettbewerbs "Top 14" aufgeführt ist, bis zum Enddatum der Saison 2024/2025, das derzeit auf den 28. Juni 2025 festgelegt ist :

3. thesports1.org
4. livetv813.me
5. sportp2p.com
6. directatvhd.me
7. lshunter.net
8. antenasport.shop
9. antenasports.ru
10. antenasports.shop
11. ilovetoplay.xyz
12. hoca2.com
13. livetv814.me
14. cdn.livetv814.me

15. streamingon.org
16. emb.apl357.me
17. livetv815.me
18. cdn.livetv815.me
19. noblockaabdd-xcktb.xyz
20. embx222304.apl357.me
21. tutvlive.info
22. sportvls.com
23. quest4play.xyz
24. antenasport.online
25. wfzrbhp.luxevpn.xyz
26. smart.lionsmart.cc

3. CLOUDFLARE, INC, GOOGLE LLC, GOOGLE IRELAND LIMITED, QUAD9 und VERCARA LLC **anzuweisen**, die oben genannten Maßnahmen spätestens innerhalb von drei Tagen nach der Zustellung des zu erlassenden Urteils umzusetzen ;
4. BESCHLIESSEN Sie, dass die Unternehmen CLOUDFLARE, INC, GOOGLE LLC, GOOGLE IRELAND LIMITED, QUAD9 und VERCARA LLC, im Rahmen ihrer jeweiligen Domainnamen-Auflösungssysteme mit der Bezeichnung "CLOUDFLARE DNS", "GOOGLE PUBLIC DNS", "QUAD9" und "ULTRADNS PUBLIC" alle geeigneten Maßnahmen zu ergreifen, um den Zugang durch jedes wirksame Mittel und insbesondere durch die Blockierung von Domainnamen und Subdomains zu verhindern, zu **Internetseiten und IPTV-Diensten**, die zum Zeitpunkt des zu erlassenden Urteils **noch nicht identifiziert** waren, auf der Grundlage der Daten zur Identifizierung dieser Internetseiten und IPTV-Dienste, die ihnen gegebenenfalls von der Regulierungsbehörde für audiovisuelle und digitale Kommunikation (ARCOM) gemäß Art.333-10 III des Sportgesetzbuchs, und zwar gemäß den von der ARCOM festgelegten Modalitäten ;
5. HOFFNUNG, dass die Unternehmen CLOUDFLARE, INC., GOOGLE LLC, GOOGLE IRELAND LIMITED, QUAD9 und VERCARA LLC die Unternehmen GROUPE CANAL+ S.A. und SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. über ihre Berater unverzüglich über die Durchführung der angeordneten Maßnahmen gegen die oben genannten identifizierten Websites und IPTV-Dienste sowie gegebenenfalls über die Schwierigkeiten, auf die sie stoßen, informieren müssen;
6. **ANZUWEISEN**, dass die Unternehmen GROUPE CANAL+ S.A. und SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. die Unternehmen CLOUDFLARE, INC., GOOGLE LLC, GOOGLE IRELAND LIMITED, QUAD9 und VERCARA LLC über jede Änderung des Enddatums der Saison 2024/2025 des Wettbewerbs "Top 14" informieren müssen, an dem die angeordneten Maßnahmen enden werden ;
7. **ERINNERN**, dass während der gesamten Dauer der angeordneten Maßnahmen die Gesellschaften GROUPE CANAL+ S.A. und SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. der ARCOM die Identifikationsdaten jedes öffentlichen Online-Kommunikationsdienstes, der den Wettbewerb "Top 14" unrechtmäßig ausstrahlt oder dessen Hauptziel oder eines seiner Hauptziele die unberechtigte Ausstrahlung des Wettbewerbs "Top 14" ist, zum Zwecke der Umsetzung der Befugnisse, die der ARCOM durch die Artikel L. 333-10 III und L. 333-11 des Sportgesetzbuchs übertragen werden, übermitteln können, sofern diese Dienste bis zum Datum des zu erlassenden Urteils nicht identifiziert worden sind;
8. **DIRE**, dass die Gesellschaften GROUPE CANAL+ S.A. und SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. zum Zwecke der Aktualisierung der angeordneten Maßnahmen oder im Falle von Schwierigkeiten bei der Umsetzung der angeordneten Maßnahmen gegen die identifizierten IPTV-Sites und -Dienste oder die zum Zeitpunkt des zu erlassenden Urteils noch nicht identifizierten IPTV-Sites und -Dienste in jedem Fall den Präsidenten des Tribunal Judiciaire de Paris auf Antrag oder im Wege der einstweiligen Verfügung anrufen können;

9. **ERINNERN SIE DARAN**, dass das Urteil vorläufig vollstreckbar ist ;
10. **ERKLÄREN Sie** die Anwendung von Artikel 700 der Zivilprozessordnung für unzulässig;
11. **ERSCHEINEN**, dass jede Partei ihre eigenen Kosten und Auslagen trägt.

UNTER ALLEN VORBEHALTEN

FÉRAL			
MÜNZZETTEL			
Liste der Unterlagen, auf die sich die Anträge stützen			
Kategorie	N°	Beschreibung	
Informationen über audiovisuelle Piraterie von Sportinhalten in Frankreich	1.	Studie über die wirtschaftlichen Auswirkungen des illegalen Online-Konsums von audiovisuellen Inhalten und Sportübertragungen, die im Dezember 2020 von der HADOPI veröffentlicht wurde.	
	2.	HADOPI-Veröffentlichung im Dezember 2020 über entgangene Einnahmen aufgrund des illegalen Online-Konsums von audiovisuellen Inhalten und Sportübertragungen	
	3.	Quantitativer Studienbericht zu "Impact of blocking illegal sport services", veröffentlicht von ARCOM am 25. Oktober 2022	
	4.	Barometer für den Konsum von dematerialisierten Kultur- und Sportinhalten, Ausgabe 2023, veröffentlicht im Dezember 2023 von ARCOM	
	5.	Barometer für den Konsum von Sportprogrammen, veröffentlicht im Mai 2024 von ARCOM	
Informationen über CANAL+ und seine Kanäle	6.	Kbis-Auszug in Bezug auf GROUPE CANAL+ S.A.	
	7.	Kbis-Auszug in Bezug auf SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S	
	8.	Auszug aus dem Finanzbericht und dem geprüften konsolidierten Jahresabschluss für das am 31. Dezember 2023 endende Geschäftsjahr, veröffentlicht von VIVENDI	
	9.	Vereinbarung zwischen dem CSA (ARCOM) und der SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. (Verlagsgesellschaft von CANAL PLUS)	
	10.	Vereinbarungen zwischen ARCOM und SOCIETE D'EDITION DE CANAL PLUS S.A.S. über die Kanäle CANAL+ FOOT und CANAL+ SPORT 360	
	11.	11-1	Vereinbarungen zwischen dem CSA und dem Unternehmen Groupe CANAL+ über KIOSQUESPORTS (MULTISPORTS)
		11-2	Seite zu MULTISPORTS, die auf der offiziellen Website von CANAL+ zugänglich ist
12.	Empfangsbescheinigungen für die Erklärung des Fernsehdienstes in Bezug auf die digitalen Kanäle von CANAL+		
Informationen über den Sportwettbewerb Top 14 und die Übertragung von Sportveranstaltungen durch CANAL+	13.	Vereinbarung zwischen dem FFR und der LNR	
	14.	Auszug aus den Allgemeinen Regeln der Ligue nationale de Rugby für die Saison 2024/2025	
	15.	Bestätigende Urkunde der Ligue Nationale de Rugby an GROUPE CANAL+ S.A.	
	16.	16-1	Offizieller Spielplan der Top 14 für die Saison 2024/2025
16-2			

		Spielkalender des TOP14 auf der offiziellen Website des TOP14 verfügbar
	17.	Auszüge aus der offiziellen Website des TOP14 bezüglich der Partnerschaft mit CANAL+
	18.	Auszüge aus TELE-LOISIRS in Bezug auf die Kanäle CANAL+, CANAL+, CANAL+ SPORT und CANAL+ TOP 14 sowie Auszüge aus der Website <allrugby.com> in Bezug auf den Kanal RUGBY+.
Feststellungsprotokolle über die illegale Verbreitung durch einen vereidigten Beamten der ALPA	19.	19-1 PV ALPA Nr. 34295 vom 7. September 2024 auf <thesports1.org> + Anhang
		19-2 PV ALPA Nr. 34357 vom 14. September 2024 auf <thesports1.org> + Anhang
	20.	20-1 PV ALPA Nr. 34297 vom 7. September 2024 auf <livetv813.me> + Anhang
		20-2 PV ALPA Nr. 34258 vom 14. September 2024 auf <livetv813.me> + Anhang
	21.	21-1 PV ALPA Nr. 34298 vom 7. September 2024 auf <sportp2p.com>+ Anhang
		21-2 PV ALPA Nr. 34359 vom 14. September 2024 auf <sportp2p.com> + Anhang
	22.	22-1 PV ALPA Nr. 34299 vom 7. September 2024 auf <directatvhd.me> + Anhang
		22-2 PV ALPA Nr. 34360 vom 14. September 2024 auf <directatvhd.me>+ Anhang
	23.	23-1 PV ALPA Nr. 34302 vom 7. September 2024 auf <lshunter.net> + Anhang
		23-2 PV ALPA Nr. 34361 vom 14. September 2024 auf <lshunter.net> + Anhang
	24.	24-1 PV ALPA Nr. 34303 vom 7. September 2024 auf <antenasport.shop> + Anhang
		24-2 PV ALPA Nr. 34363 vom 14. September 2024 auf <antenasport.shop> + Anhang
	25.	25-1 PV ALPA Nr. 34304 vom 7. September 2024 auf <antenasports.ru> + Anhang
		25-2 PV ALPA Nr. 34363 vom 14. September 2024 auf <antenasports.ru> + Anhang
26.	26-1 PV ALPA Nr. 34305 vom 7. September 2024 auf <antenasports.shop> + Anhang	
	26-2 PV ALPA Nr. 34364 vom 14. September 2024 auf <antenasports.shop> + Anhang	
27.	27-1	

		ALPA PV Nr. 34294 vom 7. September 2024 über den IPTV-Dienst "XENONTV" + Anhang und Kaufbeleg
		27-2 ALPA PV Nr. 34356 vom 14. September 2024 über den IPTV-Dienst "XENONTV" + Anhang und Kaufbeleg
	28.	28-1 ALPA PV Nr. 34295 vom 7. September 2024 über den IPTV-Dienst "LIONSMART" + Anhang und Kaufbeleg
		28-2 ALPA PV Nr. 34355 vom 14. September 2024 über den IPTV-Dienst "LIONSMART" + Anhang und Kaufbeleg
Ergebnisse von Feststellungen und Benachrichtigungen	29.	Zusammenfassende Tabellen der Feststellungen
	30.	Meldungen über alle IPTV-Websites und -Dienste, die von dieser Aktion betroffen sind
	31.	Listen der Domainnamen, die das audiovisuelle Verwertungsrecht und die verwandten Schutzrechte von CANAL+ verletzen
Informationen über die Beklagten	32.	RNE-Datenblatt zu BOUYGUES TELECOM S.A. ;
	33.	RNE-Stammdaten zu SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE - SFR S.A. ;
	34.	RNE-Datenblatt zu SFR FIBRE SAS S.A.S. ;
	35.	RNE-Stammdaten zu OUTREMER TELECOM S.A.S. ;
	36.	RNE-Stammdaten zu SOCIETE REUNIONNAISE DU RADIOTELEPHONE S.C.S. ;
	37.	RNE-Steckbrief zu FREE S.A.S. ;
	38.	RNE-Eintrag zu FREE MOBILE S.A.S. ;
	39.	RNE-Stammsatz zu FREE CARAIBE S.A.S. ;
	40.	Kbis-Auszug in Bezug auf ORANGE S.A. ;
	41.	RNE-Datenblatt zu SAS SPM TELECOM S.A.S. ;
	42.	42-1 NER-Datenblatt zu CANAL+ TELECOM S.A.S.
		42-2 Post von CANAL+TELECOM S.A.S.
	43.	RNE-Eintrag zu DAUPHIN TELECOM S.A.S.
	44.	NER-Datenblatt zu DIGICEL ANTILLES FRANÇAISES GUYANE S.A.
	45.	RNE-Eintrag zu GLOBALTEL S.A.R.L.
	46.	RNE-Stammdaten zu PARABOLE REUNION S.A.
	47.	RNE-Stammsatz zu TELCO OI S.A.S.
	48.	RNE-Stammsatz zu UNITED TELECOMMUNICATION SERVICES CARAIBE S.A.R.L.
	49.	RNE-Eintrag zu ZEOP S.A.S.
	50.	RNE-Eintrag zu ZEOP MOBILE S.A.S.
	51.	RNE-Eintrag zu CAN'L
	52.	RNE-Eintrag zu MICROLOGIC SYSTEMS
	53.	RNE-Eintrag zu NAUTILE
	54.	RNE-Eintrag zum Unternehmen OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS DE NOUVELLE-CALEDONIE (EPIC)
	55.	RNE-Eintrag zu OFFRATTEL
	56.	RNE-Eintrag zu TELENET
	57.	Auszug aus dem Kbis + Bescheinigung über den Stand im Unternehmensregister des ISPF (Institut de la statistique de la Polynésie Française) bezüglich PACIFIC MOBILE TELECOM SAS
	58.	NER-Steckbrief zu VITI + Bescheinigung über den Stand im Unternehmensregister des ISPF (Institut de la statistique de la Polynésie Française)

	59.	NER-Steckbrief zu ONATI + Bescheinigung über den Stand im Unternehmensregister des ISPF (Institut de la statistique de la Polynésie Française)
	60.	Factsheet zu SERVICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (Wallis und Futuna)
	61.	Registrierungszertifikat oder gleichwertiges Zertifikat auf MICROSOFT IRELAND OPERATIONS LIMITED
	62.	Registrierungszertifikat oder gleichwertiges Zertifikat bei GOOGLE LLC
	63.	Registrierungszertifikat oder gleichwertiges Zertifikat auf GOOGLE IRELAND LIMITED
	64.	Protokoll der Feststellung durch Me [REDACTED] Justizkommissar, vom 29. September 2022 auf GOOGLE PUBLIC DNS
	65.	Registrierungszertifikat oder gleichwertiges Zertifikat auf CLOUDFLARE
	66.	Protokoll der Feststellung durch Me [REDACTED] Justizkommissar, vom 29. September 2022 über DNS CLOUDFLARE
	67.	Auszug aus GOOGLE PUBLIC DNS
	68.	Handelsregisterauszug des Kantons Zürich zu QUAD9
	69-1	Protokoll der Feststellung durch Me [REDACTED] Justizkommissar, vom 11. September 2024 auf QUAD9
	69-2	Protokoll der Feststellung durch Me [REDACTED] Justizkommissar, vom 13. September 2024 auf QUAD9
	70.	Auszug aus der Website <opencorporates.com> zu VERCARA LLC (Quelle: Unternehmensregister des Bundesstaates Virginia (US))
	71-1	Protokoll der Feststellung durch Me [REDACTED] Justizkommissar, vom 12. September 2024 auf ULTRADNS PUBLIC
	71-2	Protokoll der Feststellung durch Me [REDACTED] Justizkommissar, vom 13. September 2024 auf ULTRADNS PUBLIC
ARCOM-Vereinbarung	72.	Von ARCOM veröffentlichte Pressemitteilung vom 18. Januar 2023 zur Unterzeichnung der Vereinbarung zwischen Internetanbietern und Sportrechtinhabern zum Schutz von Sportübertragungen ;
	73.	ABl. Bekanntmachung vom 10. März 2018 über die Erklärung von APPS ;
	74.	Pressemitteilung der APPS im Januar 2018 zur Gründung des Vereins ;
	75.	Mustervereinbarung, die gemäß Artikel L.333-10 IV des Sportgesetzbuchs angenommen wurde, veröffentlicht und von der ARCOM am 18. Januar 2023 angenommen ;
	76.	Seite aus der offiziellen FFTELECOMS-Website ;
Erklärungen zu alternative DNS-Resolver	77.	"L'Essentiel - Les études de l'Hadopi en 10 minutes chrono - #13 - janvier 2019" veröffentlicht von Hadopi.
	78.	Auszug aus der Auswirkungsstudie des Gesetzentwurfs zur Sicherung und Regulierung des digitalen Raums
	79.	"Rapport de préconisations opérationnelles afin de garantir l'efficacité des mesures de blocage contre le piratage des contenus culturels et sportifs", veröffentlicht von HADOPI
Bedenken bezüglich der Umgehung von ISP-Sperrmaßnahmen durch alternative DNS	80.	"ARCOMs Antwort auf den Aufruf der Europäischen Kommission zur Einreichung von Beiträgen zur Bekämpfung der Online-Piraterie von Live-Inhalten" vom 15. Februar 2023.
	81.	Empfehlung (EU) 2023/1018 der Kommission vom 4. Mai 2023 zur Bekämpfung der Online-Piraterie bei Sport- und anderen Live-Veranstaltungen
	82.	Auszug aus dem EUIPO-Bericht "Live Event Piracy Discussion Paper", veröffentlicht im März 2023



	83.	Auszug aus dem von HADOPI veröffentlichten Bericht "Strategies de lutte contre le piratage des contenus culturels et sportifs en France et à l'international" (2019-2020) (Strategien zur Bekämpfung der Piraterie von Kultur- und Sportinhalten in Frankreich und auf internationaler Ebene)
Entscheidungen anderer EU-Mitgliedstaaten zu alternativem DNS	84.	Auszug aus dem EUIPO-Bericht "Recent European case-law on the infringement and enforcement of intellectual property rights", veröffentlicht im März 2023
	85.	Entscheidung des Gerichts in Mailand vom 11. Juli 2022 (italienische Originalfassung und einfache Übersetzung ins Französische durch einen Übersetzer)
	86.	Entscheidung des ordentlichen Gerichts in Mailand vom 22. September 2022 (italienische Originalfassung und einfache Übersetzung ins Französische durch einen Übersetzer)
	87.	Entscheidung des Gerichts in Mailand vom 28. März 2023 (italienische Originalfassung und einfache Übersetzung ins Französische durch einen Übersetzer)
	88.	Beschluss des Landgerichts Hamburg vom 30. November 2021 (deutsche Originalfassung und einfache Übersetzung ins Französische durch einen Übersetzer)
	89.	Beschluss des Amtsgerichts Leipzig vom 1 <sup>er</sup> März 2023 (Deutsche Originalfassung und einfache Übersetzung ins Französische durch einen Übersetzer)
	90.	Entscheidung des Oberlandesgerichts Köln vom 9. Oktober 2020 (deutsche Originalfassung und einfache Übersetzung ins Französische durch einen Übersetzer)
Feststellungsprotokolle über die Verwendung von alternativem DNS	91.	Protokoll der Feststellung durch Me [REDACTED], Justizkommissar, vom 29. September 2022 zu den Tutorial-Artikeln über die DNS-Änderung
	92.	Protokoll der Feststellung durch Me [REDACTED] Justizkommissar, vom 5. September 2023 zu den Tutorial-Artikeln bezüglich der DNS-Änderung
	93.	Protokoll über die Feststellung des Gerichtskommissars [REDACTED] vom 2. Februar 2024 über die Beliebtheit des von den Beklagten angebotenen Dienstes